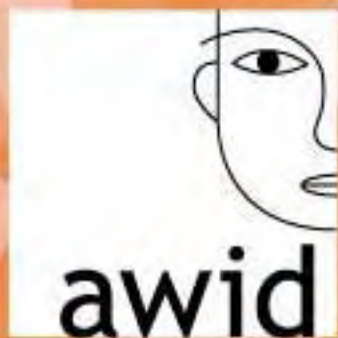


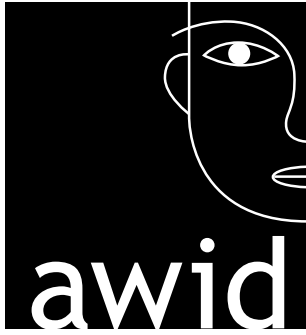
Association pour les Droits de la Femme et le Développement



**Deuxième rapport Finance-la:
Viabilité financière des mouvements
de femmes dans le monde entier**

**Par Joanna Kerr
Juin 2007**

Association pour les Droits de la Femme et le Développement



**Deuxième rapport Finance-la:
Viabilité financière des mouvements
de femmes dans le monde entier**

Par Joanna Kerr

Juin 2007

Le deuxième rapport Finance-la de l'AWID: Viabilité financière des mouvements de femmes dans le monde entier a été publié par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), 215 Spadina Avenue, Suite 150, Toronto, M5T 2C7, Canada et Zamora 169, Casa 2, Colonia Condesa, Mexico, C.P 06140, Mexique en 2007.

www.awid.org

Copyright ©

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), 2007

Graphisme et mise en page: Julio Blanco-Bogantes

Correction d'épreuves: Jane Connolly

Production de la publication: Zazil Canto

Traduction au français : Monique Zachary

Participation au processus de révision en français :

Fernanda Hopenhaym, Anahi Russo Garrido

Typographie: Police Arial

Imprimé et relié au Mexique par Ar Kaktus, Sistema Gráfico, S.A de C.V

Pour obtenir l'autorisation de réimprimer, veuillez envoyer un courriel à:

contact@awid.org

Tous droits réservés ®

Table des matières

Remerciements	1
Sigles	3
Chapitre 1 Introduction et résumé	5
Chapitre 2 Comment se développent les organisations et les mouvements de femmes au niveau mondial? Pourquoi devons-nous nous préoccuper?	13
Pourquoi les organisations et les mouvements de femmes sont-ils si importants?	14
Panorama financier actuel pour les organisations de femmes dans le monde	16
Profil des organisations de femmes dans l'enquête	16
Analyse des revenus et des financements	18
Analyse régionale: Afrique Subsaharienne	28
Analyse régionale: Asie et Pacifique	30
Analyse régionale: Amérique latine et les Caraïbes	32
Analyse régionale: Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN)	36
Analyse régionale: Europe centrale et orientale et Communauté des États indépendants (ECE/CEI)	39
Analyse régionale: Amérique du Nord et Europe occidentale	41
Analyse des organisations travaillant aux niveaux régional et international	44
Chapitre 3 Où se trouve l'argent pour les droits des femmes et comment y accéder?	49
Introduction	49
Les agences bilatérales et multilatérales de développement	49
Les organisations non gouvernementales internationales (ONGI)	76
Les fonds de femmes	87
Les grandes fondations privées	93
Dons individuels et petites fondations privées	99
La philanthropie d'entreprise	106
Chapitre 4 Comment mobiliser de nouvelles ressources pour consolider les mouvements féministes et faire avancer la cause des droits des femmes dans le monde?	113
Annexe 1 Glossaire	131
Annexe 2 Information de contact de bailleurs de fonds pour les organisations de femmes	135

Remerciements

Ce rapport est l'aboutissement d'un processus qui s'est étendu sur toute une année et le fruit d'un effort collectif d'une équipe extrêmement compétente. L'auteure de ce rapport souhaite remercier, en tout premier lieu, Lydia Alpízar Durán qui, en sa qualité de gestionnaire de programmes, a coordonné l'ensemble de ce travail tant du point de vue du contenu que de sa divulgation. Elle continue, maintenant comme Directrice exécutive de l'AWID, à veiller, avec un esprit visionnaire, à la consolidation des mouvements de femmes et à la recherche de financements novateurs. Ellen Sprenger a mené des recherches approfondies pour l'élaboration de ce rapport; elle a également passé au peigne fin les résultats de l'enquête, fourni des informations approfondies sur différents secteurs de financement et mis son expertise et son expérience considérable au service des stratégies de viabilité financière. Cindy Clark et Lisa Veneklasen de Just Associates ont enrichi les résultats des recherches, compilé les notes issues de la réunion Argent et Mouvements incorporées à ce rapport, apporté des commentaires opportuns et, surtout, un concours précieux à l'ensemble du projet de recherche-action et son objectif de construction d'un pouvoir collectif.

Le questionnaire utilisé pour l'enquête a été conçu par l'équipe susmentionnée avec l'importante collaboration professionnelle de Martin Redfern qui a longuement travaillé sur les 1200 réponses provenant du monde entier pour effectuer une analyse statistique des données et présenter les résultats et les graphiques correspondants. Nous le remercions pour son travail consciencieux et détaillé. Fernanda Hopenhaym de l'AWID a participé activement à la recherche: elle a élaboré le format du questionnaire, dépouillé les données, codifié les questions ouvertes et a apporté certains éléments nouveaux pour la dernière version de ce rapport.

Nous remercions également Jane Connolly d'avoir corrigé les épreuves de ce rapport en Anglais, et Anahi Russo pour avoir les corrigé en Français et Julio Blanco pour son excellent travail en graphisme et mise en page. Tous nos remerciements à Zazil Canto de l'AWID pour son rôle important de coordinatrice dans la publication de ce rapport en anglais, français, espagnol et arabe.

L'AWID souhaite également remercier le grand nombre de représentants des bailleurs de fonds – les "activistes internes"- qui nous apportent leur solidarité, leur discernement et des idées de stratégies quant à la manière d'obtenir davantage de fonds pour l'organisation de la défense des droits des femmes. Nous remercions notamment To Tjoelker, Patti O'Neill, Joanne Sandler, Ireen Dubel, Anastasia Posadskaya Vanderbeck, Jessica Horn, Bisi Adeleye-Fayemi, Ana Criquillon et Emilienne de Leon.

Plusieurs organisations ont apporté un soutien financier à l'élaboration de ce rapport, à savoir: le Ministère néerlandais des affaires étrangères, HIVOS, Irish Aid, Oxfam Novib, l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) et un donateur anonyme.

Des données et des idées importantes qui ont servi à la rédaction de ce rapport sont issues de la réunion internationale Argent et Mouvements, organisée en novembre dernier par l'AWID et Semillas à Querétaro au Mexique. Nous adressons nos remerciements à tous les donateurs qui ont financé cette rencontre, à savoir le Fonds de développement pour la femme africaine, Marna Broida, le Ministère néerlandais des affaires étrangères, Fonds Mondial des Femmes, HIVOS, la Fondation Levi Strauss, Mama Cash, Open Society Institute, Oxfam America, Oxfam Novib, Raising Change LLC/Kathy LeMay, UNIFEM et Carol Winograd.

Finalement, ce rapport est dédié aux centaines d'activistes des droits des femmes qui ont participé aux nombreux ateliers, aux conférences de l'AWID et à l'enquête en ligne organisée dans le cadre de cette initiative dont les idées et les attentes constituent l'assise même de ce rapport. Ce travail est également dédié à toutes celles qui –nous l'espérons- pourront faire usage de ce document pour produire des changements radicaux dans leurs actions et leurs travail de promotion des droits des femmes.

Joanna Kerr, juin 2007

Joanna est l'ancienne Directrice exécutive de l'AWID. Elle prête actuellement des services de consultance et d'assistance stratégique à plusieurs fondations et organisations des droits des femmes.

Sigles

ACDI: Agence canadienne de développement international
AECI: Agence espagnole de coopération internationale
ALC: Amérique latine et les Caraïbes
MCC: Société du Compte du Millénaire
ALOP: Association latino-américaine d'organisations de promotion
AOD: Aide officielle au développement
Approche ABC: Abstinence, Be faithful, use Condom (abstinence, fidélité, préservatif)
AUSAID: Agence australienne d'aide au développement
CE: Commission européenne
CEDAW: Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEI: Communauté des États indépendants
CEO: Directrice exécutive
CSW: Commission de la condition de la femme des Nations Unies
DANIDA: Agence danoise pour le développement
DCD: Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE
DFID: Département britannique du développement (Royaume-Uni)
DSRP: Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ECE: Europe centrale et orientale
EURODAD: Réseau européen sur la dette et le développement
FNUAP: Fonds des Nations Unies pour la population
GCAP: Appel mondial à l'action contre la pauvreté
GFW: Fonds Mondial des Femmes
MOAN: Moyen Orient et Afrique du nord
NORAD: Agence norvégienne pour la coopération en faveur du développement
NZAID: Agence néo-zélandaise pour le développement international
OCDE: Organisation pour la coopération et le développement économiques
OMD: Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS: Organisation mondiale de la santé
ONG: Organisation non gouvernementale
ONGI: Organisation non gouvernementale internationale
ONU: Organisation des Nations Unies
OSC: Organisations de la société civile
PEPFAR: Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le Sida (Présidence des États-Unis)
PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA: Agence suédoise de développement international
SWAP: Approches sectorielles
UE: Union européenne

UNIFEM: Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

UNRISD: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

USAID: Agence des États-Unis pour le développement international

VAW: Violence à l'égard des femmes

Chapitre 1

Introduction et résumé

Le capital en soi n'est pas mauvais; c'est sa mauvaise utilisation qui l'est. Le capital, sous n'importe quelle forme, sera toujours requis. - Gandhi

La rivalité qui se produit pour obtenir des ressources "limitées" crée des divisions et des ruptures au sein de notre mouvement

Abordons le mot tabou qui provoque si souvent des insomnies aux dirigeantes d'organisations à but non lucratif: la collecte de fonds. En effet, ce rapport traite des enjeux impliqués par la recherche et la mobilisation de fonds en faveur de l'action de défense des droits des femmes. Il ne s'agit pas, toutefois, de se limiter à apprendre comment rédiger une bonne proposition. Au contraire, il s'agit de reconnaître l'argent et les courants financiers comme partie inhérente de l'action politique; par conséquent, il est fondamental, pour toute stratégie des droits des femmes, de pouvoir jouer un rôle déterminant dans ce domaine. En d'autres termes, l'acheminement (ou l'absence) de fonds comporte certaines valeurs. En garantissant la viabilité financière de nos mouvements, nous pouvons avoir une incidence sur le système des valeurs en faveur de la défense des droits humains et de l'égalité entre les sexes et, partant, promouvoir et assurer la durabilité de notre combat pour la justice sociale.

Les difficultés rencontrées pour obtenir des ressources financières ne résident pas seulement dans le fait que le financement semble inaccessible mais aussi parce que le problème constitue en soi un enjeu pour notre avenir en tant que mouvement plus solide et plus dynamique de défense des droits des femmes dans le monde entier. Lydia Alpizar Durán signale:

Bien que l'accès aux ressources financières ait joué un rôle important dans les progrès accomplis vers la réalisation de nos objectifs, il faut reconnaître qu'il a aussi engendré des pratiques et des processus qui ont affaibli notre capacité d'action collective visant à provoquer le changement social. La rivalité qui se produit pour obtenir des ressources "limitées" crée des divisions et des ruptures au sein de notre mouvement. Notre relation délicate avec le financement, qui est aussi influencée par nos rapports personnels avec l'argent, a une incidence sur la façon dont nous abordons la problématique financière dans notre action, dans nos organisations ainsi que dans les espaces de coordination et les espaces réservés aux mouvements. De plus, l'idée que nous nous faisons de la limitation des ressources compromet notre créativité et aggrave la rivalité et la fragmentation, ce qui se traduit finalement

par un affaiblissement notable de la force collective dont nous avons besoin pour provoquer le changement social.¹

C'est pourquoi ce rapport aborde des questions fondamentales relatives à la mobilisation des ressources et à la renforcement de mouvements: *comment les organisations et les mouvements de femmes se développent-ils au niveau mondial? Pourquoi faut-il consolider les mouvements et les organisations de femmes? Comment réinvestir dans la renforcement de mouvements plus solides? Où se trouve l'argent pour les droits des femmes? Comment acheminer des nouvelles ressources pour consolider les mouvements féministes et faire avancer la cause des droits des femmes dans le monde entier?*

Les pages suivantes seront consacrées à l'examen de ces questions sur la base de la présentation et de l'étude des données d'une recherche préliminaire extraite d'une enquête menée auprès de quelques 1000 organisations de femmes dans le monde entier. Les résultats des tendances exposées dans ce rapport ont également été analysés à la lumière des études existantes, d'interviews et de conversations avec les donateurs, ainsi que des opinions et recommandations des 300 activistes des droits des femmes et des partenaires donateurs provenant de 94 pays qui se sont rencontrés à la réunion Argent et Mouvements organisée par l'AWID et Semillas, à la fin de l'année 2006 à Querétaro, au Mexique.

L'année dernière, l'AWID a publié, en collaboration avec Just Associates, son premier rapport "Finance-la": Où est l'argent pour les droits des femmes? Évaluation de ressources et du rôle des donateurs dans la promotion des droits des femmes et le soutien aux organisations des droits des femmes². Il s'agissait du premier rapport de ce type consacré à l'analyse des tendances en matière de financement et à leur incidence sur les organisations des femmes dans le monde entier. Le rapport a été utilisé à grande échelle et a suscité une demande accrue d'information plus spécifique et de stratégies visant à "trouver l'argent" pour l'action en faveur des droits des femmes. En fait, dans le cadre de l'enquête menée l'année dernière par l'AWID, nous nous sommes rendus comptes que 72% des personnes interrogées considéraient ce premier rapport très utile et que les organisations de femmes demandaient de façon spécifique de l'information plus détaillée sur les bailleurs de fonds susceptibles de financer l'action en faveur des droits des femmes, des orientations en matière de levée de fonds, ainsi qu'une analyse plus approfondie du financement et des tendances régionales qui influencent la façon dont les femmes s'organisent. C'est pour répondre à ces demandes que le présent rapport a été élaboré.

¹ Discours inaugural de la réunion Argent et Mouvements, Querétaro, Mexique, novembre 2006

² Ce rapport a été rédigé par Cindy Clark, Ellen Sprenger et Lisa VeneKlasen, avec le concours de Lydia Alpizar Durán et Joanna Kerr. Il est disponible en anglais, français et espagnol sur le site: http://www.awid.org/go.php?pg=where_is_money

Nous avons assisté à une transformation dans les pratiques des donateurs dans le cadre d'une nouvelle réflexion collective sur les dérives de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes et de l'insuffisance du financement

Ce rapport est en fait l'aboutissement d'un plan stratégique pluriannuel de recherche stratégique de l'AWID qui prévoit:

- Parvenir à un accroissement significatif de l'accès et du montant des fonds disponibles pour soutenir l'action en faveur des droits des femmes, en particulier celle menée par les organisations de femmes dans le monde entier; et,
- Améliorer l'efficacité des organisations de femmes dans la collecte de fonds et dans l'utilisation de ces ressources pour la construction d'un mouvement plus solide et la promotion de l'égalité entre les sexes à l'échelon global.

Pour ce faire, l'AWID effectue des recherches, rédige et publie les rapports annuels "Finance-la" pour ensuite les diffuser en anglais, en français et en espagnol et, chaque fois que possible en arabe; l'objectif est également de faire connaître le point de vue de nos experts dans d'importants magazines, journaux, bulletin et lors des réunions organisées avec la communauté des donateurs. L'AWID travaille activement à l'organisation de réunions d'activistes des droits de femmes, souvent avec la présence de représentants et représentantes de la communauté de donateurs afin de partager les informations les plus récentes sur la situation actuelle du financement pour les droits des femmes dans différentes régions ou dans différents domaines, mettre au point des stratégies pour améliorer et accroître l'accès au financement de la part des groupes les plus marginalisés, ainsi que pour discuter des meilleures stratégies susceptibles de permettre aux mouvements de femmes de consolider leur base et d'utiliser leurs ressources de façon plus stratégique.

Cette initiative de recherche et d'action, créée en 2005, a déjà eu des incidences. Elle a contribué à l'obtention d'un financement plus explicite pour les organisations de défense des droits des femmes de la part du gouvernement néerlandais, HIVOS, Oxfam Canada, Oxfam Novib et probablement du gouvernement canadien (selon les informations de représentants de ces organismes). Nous avons assisté à une transformation dans les pratiques des donateurs dans le cadre d'une nouvelle réflexion collective sur les dérives de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes et de l'insuffisance du financement. C'est pourquoi nous nous sentons, à maints égards, beaucoup plus optimistes qu'il y a un an quant à la disponibilité d'un financement plus essentiel pour les organisations et les mouvements des droits des femmes dans le monde entier. Ceci dit, le financement relève d'un monde extrêmement politique et complexe, d'où l'importance de rester prudentes dans notre optimisme, de travailler dur et de rester vigilantes.

Contenu du rapport

Ce rapport est divisé en trois chapitres: le premier concerne les organisations et les mouvements de femmes dans le monde entier; le deuxième, les secteurs de financement et le troisième, les stratégies visant à la viabilité financière.

Chapitre 2:

Comment se développent les organisations et les mouvements de femmes au niveau mondial ? Pourquoi devons-nous nous préoccuper?

Après avoir souligné la valeur et l'importance des organisations et des mouvements des droits des femmes, ce chapitre présente les principaux résultats de l'enquête détaillée menée en 2006 sur les organisations qui se consacrent à la défense des droits des femmes dans le monde entier. Les résultats des réponses apportées par quelque 1000 personnes interrogées, permettent de dresser un état des lieux des problèmes auxquels se heurtent les organisations de femmes du monde entier en matière de financement et d'organisation. Le chapitre se penche notamment sur les constatations suivantes:

- La plupart des organisations de femmes sont de taille modeste: dans l'échantillon utilisé dans cette étude, deux tiers possèdent des budgets annuels inférieurs à \$50,000 US.

- En 2005, 727 organisations de défense des droits des femmes dans le monde recevaient un revenu global d'aussi peu que 79 millions de dollars US.

- Plus de la moitié des personnes interrogées dans l'enquête reçoit actuellement moins de financement qu'en l'an 2000. Ceci explique pourquoi 67% des personnes interrogées considèrent qu'il est plus difficile actuellement de collecter des fonds qu'il y a cinq ans (16% seulement trouvent qu'il est plus facile d'obtenir des fonds) et plus de la moitié des organisations doit consacrer plus de personnel et de ressources à la levée de fonds.

- Dans la plupart des cas, "l'accroissement" observé dans le financement consacré à des fins organisationnelles est très relatif: il concerne des organisations dont le budget augmente de quelques 10 ou \$20,000 US par année seulement, ce qui les déplace de la catégorie des \$10,000 US comme budget annuel.

- En moyenne, les organisations affirment qu'elles auraient eu besoin d'un budget deux fois plus important pour faire tout ce qu'elles voulaient faire en 2006. Les bailleurs de fonds et les organisations sont souvent prisonniers d'un cercle vicieux dans lequel on considère que les petits groupes

Les donateurs les plus importants à l'échelon mondial sont, d'une manière générale, les particuliers, le gouvernement néerlandais, la fondation Ford et les organismes membres d'OXFAM international

de femmes n'ont pas la capacité d'absorption suffisante pour recevoir plus de financement, alors qu'un financement accru permettrait de développer les capacités organisationnelles.

- Depuis 1995, la majeure partie du financement dans la plupart des organisations provient des agences bilatérales/multilatérales, de grandes fondations privées, d'ONG internationales, de particuliers et d'autorités locales. Ceci dit, on constate en 2005 que les sources les plus fréquentes de financement (même si elles ne sont pas nécessairement les plus importantes) sont les fonds pour les femmes, l'aide bilatérale/multilatérale, les frais d'adhésion des membres et les activités rentables.

- Sur le plan financier, les personnes interrogées en 1995, 2000 et 2005, signalent que les donateurs les plus importants à l'échelon mondial sont, d'une manière générale, les particuliers, le gouvernement néerlandais, la fondation Ford et les organismes membres d'OXFAM international.

- Les organisations du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que de l'Europe de l'Est/ECE sont probablement celles qui ont rencontré le plus de difficultés à obtenir des fonds au cours des cinq dernières années; par contre, les groupes d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, ainsi que de l'Amérique du Nord et d'Europe occidentale ont eu davantage de possibilités d'améliorer leur financement que les autres régions.

Ce chapitre aborde ensuite l'analyse plus détaillée de chaque région géographique: quels sont les bailleurs de fonds les plus probables? Quels sont les enjeux auxquels sont confrontés les mouvements des femmes et quelles sont les priorités régionales qui requièrent des ressources?

Chapitre 3:

Où se trouve l'argent pour les droits des femmes?

...Et comment y avoir accès?

Ce chapitre analyse les principaux changements au sein des structures, des politiques, des stratégies et de donation dans six secteurs de financement à partir de deux points de vue: d'une part, les défis auxquels sont confrontés les organisations de femmes pour pouvoir accéder à ces fonds et, d'autre part, les nombreuses opportunités de ressources émergentes qui sont apparues pour financer la défense des droits des femmes et les modes d'organisation des femmes.

Agences de développement bilatérales et multilatérales: ce secteur est analysé en profondeur dans ce rapport pour deux raisons. En premier lieu, parce qu'il constitue une source importante de financement. En deuxième lieu, parce que l'aide au développement provenant de ces organismes, l'AOD, fait actuellement l'objet d'importantes réformes dans le cadre de programmes d'effectivité de l'aide (priorité accordée au financement de gouvernement à gouvernement, influence des Objectifs du Millénaire pour le Développement, révision de l'approche intégrée l'égalité entre les sexes, efforts de ciblage sur le terrorisme et la sécurité, ainsi que d'autres effets résultant des conditionnalités imposées par l'administration Bush). L'étude de toutes ces tendances fait ressortir la transformation considérable que subit actuellement ce secteur. Ceci pose, en conséquence, de nouveaux défis pour les ONG, en particulier pour les organisations de femmes qui, comme une part croissante des organisations de la société civile, exigent que les processus et les priorités en matière d'assistance soient déterminés de façon démocratique. Ce chapitre décrit également les nouvelles opportunités qui s'offrent aux organisations de femmes pour participer aux programmes d'aide au développement dans le cadre desquels de nombreux responsables cherchent également la façon de fournir le soutien au mouvement des femmes. De la Norvège au Royaume-Uni, en passant par l'Irlande et l'Espagne, de nouvelles sommes d'argent sont aujourd'hui disponibles et explicitement ciblées sur l'égalité entre les sexes; ces fonds pourraient très bien être acheminés vers le soutien de l'action fondamentale des organisations de femmes dans le monde entier.

ONG internationales: ce chapitre se penche également sur les tensions inhérentes entre les grandes organisations mixtes de développement et les groupes de défense des droits des femmes; en effet les ONGI jouent des rôles multiples comme prestataires de services à l'échelon local, organisateurs de campagne, agences d'aide humanitaire, donateurs ou chercheurs en matière de politique. De nombreuses ONGI ont quelque peu mitigé leurs engagements vis-à-vis de l'égalité entre les sexes, alors que d'autres souhaitent travailler avec des groupes de femmes apparemment dans le but de renforcer les campagnes mondiales des ONGI. Certaines de ces grandes agences sans but lucratif qui prônent le développement rivalisent également de façon directe avec les organisations de défense des droits des femmes pour obtenir le financement. Les ONGI possèdent de puissants mécanismes de levée de fonds qui peuvent absorber les donations individuelles et le financement public à la fois dans le nord et dans le sud global. Il existe toutefois un nombre croissant d'ONGI qui mettent l'accent sur l'octroi de financements organisationnels pour les organisations de femmes et qui considèrent l'égalité entre les sexes, les droits humains des femmes et la renforcement de mouvements comme des objectifs essentiels à part entière.

De la Norvège au Royaume-Uni, en passant par l'Irlande et l'Espagne, de nouvelles sommes d'argent sont aujourd'hui disponibles et explicitement ciblées sur l'égalité entre les sexes

Les fonds de femmes: il existe actuellement un mouvement intéressant et dynamique de philanthropie en faveur de la justice sociale: il est actuellement composé par plus de 20 fonds publics dirigés par des femmes et explicitement ciblés sur le soutien des organisations de femmes dans le sud global. Selon les informations dont nous disposons, ils constituent une source cruciale de ressources pour les mouvements de femmes dans le monde entier. Ce chapitre explique les problèmes qu'ils rencontrent dans leur processus de croissance tout en illustrant leur caractère novateur, leur développement rapide et leurs capacités de parvenir aux groupes les plus marginalisés ainsi que le rôle fondamental qu'ils jouent pour renforcer les capacités et la viabilité financière des organisations de défense des droits des femmes dans le Sud global.

Les grandes fondations privées: cette section analyse les raisons pour lesquelles plusieurs grandes fondations de financement ont réduit leur aide financière à la défense des droits des femmes. Les pressions internes et externes qu'elles subissent pour afficher des résultats en accordant des donations plus substantielles aux entités plus importantes; le caractère de plus en plus conservateur des dirigeants et des fondations et la préférence pour les solutions techniques plutôt que sur les problèmes mondiaux (en particulier dans les grandes institutions comme la fondation Gates) sont autant d'éléments qui expliquent une certaine désaffection vis-à-vis des stratégies visant à la construction d'un pouvoir collectif et à résoudre les problèmes de discrimination sexospécifique. Les activistes des droits des femmes devront prêter une plus grande attention à ces importantes entités financières et veiller à ce qu'elles renouvellent leurs engagements et comprennent l'importance de la fonction organisationnelle dans la défense des droits des femmes.

Les donateurs individuels et les petites fondations privées: ces entités ont fait les grands titres de l'actualité l'année dernière avec la donation de 31 000 milliards de dollars effectuée par Warren Buffet à la fondation Bill Gates, l'ouverture d'une nouvelle école en Afrique du Sud par Oprah ou encore lorsque Angelina et Madonna "sauvent" les enfants africains. Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'il existe de plus en plus de donateurs individuels de toutes les catégories économiques dans toutes les parties du monde qui apportent une collaboration déterminante moyennant l'octroi de ressources financières consacrées au développement communautaire et à l'organisation de groupes de femmes. Il n'est toutefois pas facile de pouvoir former une "réserve" de donateurs riches ou composée d'une multiplicité de petits donateurs, en particulier dans les régions du monde où les cultures de la philanthropie sont encore embryonnaires.

La dernière section de ce chapitre est consacrée à la philanthropie d'entreprise. On y explique les raisons pour lesquelles cette source de financement reste l'une des plus difficiles à obtenir et aussi l'une des plus controversés parmi les organisations de défense des droits des femmes. Dans la plupart des cas, les entreprises donatrices cherchent des "causes charitables" afin de redorer leur blason et, incidemment, accroître la valeur de leurs actions. Ce chapitre analyse les différentes façons dont les organisations de femmes peuvent tenter d'obtenir des donations de la part des entreprises sans trahir leurs valeurs et leurs programmes. Dans de nombreux cas, le soutien des entreprises locales et nationales sous la forme de contributions en espèces, telles que des ordinateurs, l'expertise financière et juridique, ou un endroit pour tenir des réunions, ou encore un espace gratuit dans les moyens de communication s'est avéré particulièrement précieux pour les petites organisations. Il s'agit donc d'une source susceptible d'être exploitée de façon plus efficace.

Chapitre 4:

Comment mobiliser de nouvelles ressources pour consolider les mouvements féministes et faire avancer la cause des droits des femmes dans le monde?

Le dernier chapitre relatif aux stratégies d'organisation des femmes est divisé en deux sections. La première est consacrée à l'examen des principes et des différentes approches ayant pour but la consolidation des ressources et de la base des mouvements de femmes. Le renforcement de notre capacité à établir des contacts avec les donateurs, en tant que stratégie politique, nous permettra non seulement d'accroître le financement de nos programmes mais aussi de développer notre action en tant qu'acteur politique et agent de changement. L'analyse porte plus précisément sur quatre stratégies interdépendantes: la construction du pouvoir collectif, les rapports avec nos partenaires donateurs, la formation et le soutien de dirigeantes féministes et la création d'un financement autonome; ces stratégies s'inscrivent dans le cadre de la consolidation des aspects les plus pertinents et les plus urgents en termes d'intensification et de rayonnement de notre action. Plusieurs principes spécifiques et éprouvés de collecte de fonds pour le mouvement sont présentés à la fin du chapitre. À la différence des instruments plus traditionnels de levée de fonds, ces orientations visent à parvenir à la viabilité financière de nos organisations et de nos mouvements et tout ce qu'implique, sur le plan pratique, le renforcement de notre action collective en faveur des droits des femmes tout en créant des ressources durables.

Le soutien des entreprises locales et nationales sous la forme de contributions en espèces, telles que des ordinateurs, l'expertise financière et juridique, ou un endroit pour tenir des réunions, ou encore un espace gratuit dans les moyens de communication s'est avéré particulièrement précieux pour les petites organisations

Chapitre 2

Comment se développent les organisations et les mouvements de femmes au niveau mondial? Pourquoi devons-nous nous préoccuper?

En 2005, World Vision International, la plus grande organisation chrétienne de coopération au développement, organisation qui ne travaille pas sur la contraception et l'avortement d'urgence, disposait d'un revenu de près de 2 milliards de dollars. Pour la même année, 729 des plus importantes organisations de défense des droits de la femme dans le monde disposaient d'un revenu cumulé de 76 millions de dollars, un chiffre bien maigre qui représente à peine 4 pour cent du budget de World Vision.

Les attitudes patriarcales renforcent la position de victime des femmes et des enfants face aux problèmes mondiaux et en font des individus ayant besoin d'être 'sauvés' ou protégés

Pouvons-nous imaginer le jour où des organisations de femmes et de défense des droits de la femme fortes et disposant de ressources en suffisance transformeront les communautés et entraîneront des changements politiques, sociaux et économiques? Plusieurs d'entre nous le peuvent certainement. Cependant, le monde qui nous entoure ne considère pas la défense des droits de la femme comme un élément clé du développement, de la protection de l'environnement, de la résolution de conflits et de l'éradication du VIH/SIDA, mais juste comme un élément parmi d'autres. Les attitudes et les systèmes patriarcaux renforcent la position de victimes des femmes et des enfants face aux problèmes mondiaux et en font des individus ayant besoin d'être "sauvés" ou protégés. La question du "genre" est juste un concept abstrait devant être intégré dans les systèmes existants sans apporter de changement fondamental en matière de relations de pouvoir, d'approches et de ressources. Les organisations de défense des droits de la femme jouent néanmoins un rôle indispensable dans leur communauté, leur nation et leur communauté religieuse en tant qu'acteurs du changement. Les mouvements de femmes ont mené la révolution sociale la plus réussie que le monde ait connue. Les inégalités entre les sexes, d'autre part, constituent toujours la forme de discrimination la plus envahissante, systémique et universelle sur la planète. Il reste beaucoup de pain sur la planche. Dès lors, comme soutient ce rapport, les mouvements de femmes ont besoin de financements.

Pourquoi les organisations et les mouvements de femmes sont-ils si importants?

Nous ne prôtons pas un soutien accru à l'organisation des femmes simplement pour poursuivre une tradition historique. Nous le prôtons car il nous semble essentiel de promouvoir l'égalité entre les sexes et le renforcement de l'autonomie des femmes – points ayant fait l'objet d'un accord dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement – ainsi que de promouvoir la protection des droits de la femme. Sans une organisation des femmes, nous courrons le risque de régresser dans le cadre de la mise en œuvre d'engagements existants en matière de droits de la femme et d'égalité entre les sexes, de mettre à mal la durabilité financière pour les mouvements de femmes à travers le monde ainsi que de perdre de vue des questions et des défis émergents. La fin des violences perpétrées contre les femmes, la résolution 1325 du Conseil de sécurité, l'obtention d'une représentation atteignant 30 pour cent de femmes au sein des parlements, et bien d'autres engagements n'auraient jamais vu le jour sans le travail de promotion d'un mouvement féministe fort.

(Joanne Sandler, Directrice adjointe, UNIFEM, discours prononcé dans le cadre de la Commission de la Condition de la Femme, mars 2006)

Le fait que nous devons apporter une réponse à cette question est représentatif de notre époque. Nombre de bailleurs de fonds et d'agences bilatérales ou multilatérales demandent à l'AWID pourquoi les organisations et les mouvements de femmes ont besoin de soutien. Pourquoi c'est nécessaire si les missions des Nations Unies insistent à présent plus sur l'analyse de la question des genres et si les grandes ONG internationales, telles que Care International ou Amnesty International, peuvent aujourd'hui consacrer leurs ressources massives au renforcement de l'autonomie des femmes et à la protection des droits de la femme? Ces questions mettent à jour une différence de taille entre nos façons de percevoir la manière dont les changements surviennent. D'un point de vue historique, il est évident que ces grandes organisations d'aide au développement et de défense des droits humains qui ont inscrit des programmes destinés aux femmes à leur agenda ne peuvent faire progresser adéquatement les droits de la femme. L'impulsion et l'organisation du changement continuent de provenir d'organisations et de mouvements de défense des droits de la femme indépendants, divers et stratégiques (il en a été de même avec les mouvements de défense des droits civiques, les mouvements écologistes et les autres principaux mouvements sociaux de notre époque). L'activiste et chercheuse Srilatha Batliwala, dressant un panorama de la situation lors d'une réunion de l'AWID intitulée Argent et Mouvements à Querétaro, nous a rappelé

***Les mouvements de femmes
sont et seront toujours les figures
de proue en matière de défense des
droits de la femme***

que les principaux succès des mouvements de femmes durant les dernières décennies ont eu lieu lorsque les mouvements de femmes ont réussi à:

- Accroître la visibilité et la représentation des femmes dans le monde (en inscrivant de nouveaux points à l'ordre du jour et en brisant la culture du silence autour du viol et de la violence);
- Mettre à jour la nature de la discrimination entre les sexes (par le biais de recherches approfondies et d'analyses pointues et en introduisant de nouveaux concepts et des données spécifiques à la question de l'égalité entre les sexes);
- Améliorer l'égalité formelle (en modifiant des lois, en créant des lois, en réclamant des actions positives et en augmentant la représentation des femmes dans les secteurs public et privé);
- Créer et mettre en place des structures normatives internationales (le Programme d'action de Beijing, d'autres conférences des Nations Unies, la résolution 1325 du Conseil de sécurité, la qualification du viol comme crime de guerre, le CEDAW);
- Élaborer de nouveaux accords institutionnels et des mécanismes pour progresser en matière d'égalité (au moyen de budgets alloués à l'égalité des sexes, de postes de police pour les femmes ainsi que de commissions et de mécanismes destinés aux femmes);
- Former des organisations, des réseaux, des mouvements (un grand nombre d'organisations, des réseaux tels que DAWN, des nouveaux partenariats ainsi que divers mouvements de travailleuses du sexe, d'habitantes des bidonvilles, d'autochtones, de travailleuses des maquiladoras (sous-traitance) et d'agricultrices); et,
- Mobiliser et renforcer l'autonomie des femmes au sein des communautés par la conception de groupes cibles généraux¹.

Outre ces différentes réalisations, on pourrait souligner le fait que le mouvement féministe et les diverses organisations de femmes dans le monde y sont parvenus avec très peu de ressources, dans un contexte de changements politiques et économiques constants et face à de plus en plus d'obstacles. Pour de nombreux activistes des droits de la femme, l'obligation de devoir garder un œil sur les progrès déjà réalisés réduit les occasions de travailler de façon dynamique sur les questions émergentes, d'inventorier les progrès réalisés ou de préparer les ressources pour

¹ Srilatha Batliwala, "Comment nous avons mesuré nos réussites", présentation réalisée à la réunion Argent et Mouvements, organisé par l'AWID, en novembre 2006. Vous pouvez trouver la présentation à: http://www.awid.org/go.php?pg=mm_resources

l'avenir. Il est évident que cette tâche ne peut être accomplie uniquement par les organisations mixtes. Les mouvements de femmes sont et seront toujours les figures de proue en matière de défense des droits de la femme. Une question demeure: comment nous assurer qu'ils soient adéquatement financés?

Panorama financier actuel pour les organisations de femmes dans le monde

En juillet et août 2006, l'AWID a mené une enquête détaillée sur les organisations qui travaillent dans le cadre de la défense des droits de la femme dans le monde. Plus de 1400 individus ont participé à l'enquête (en français, espagnol ou anglais)². Par rapport à l'enquête conduite en 2005, ces données ont fourni plus de détails et un aperçu plus riche et sans précédent des réalités complexes des financements et des défis organisationnels auxquels sont confrontées les organisations de femmes dans le monde. Cette section met en exergue les résultats clés de l'enquête et en fournit une analyse, en termes d'importantes incidences sur la durabilité financière des organisations et mouvements de défense des droits de la femme à la fois en général et au niveau régional.

Profil des organisations de femmes dans l'enquête

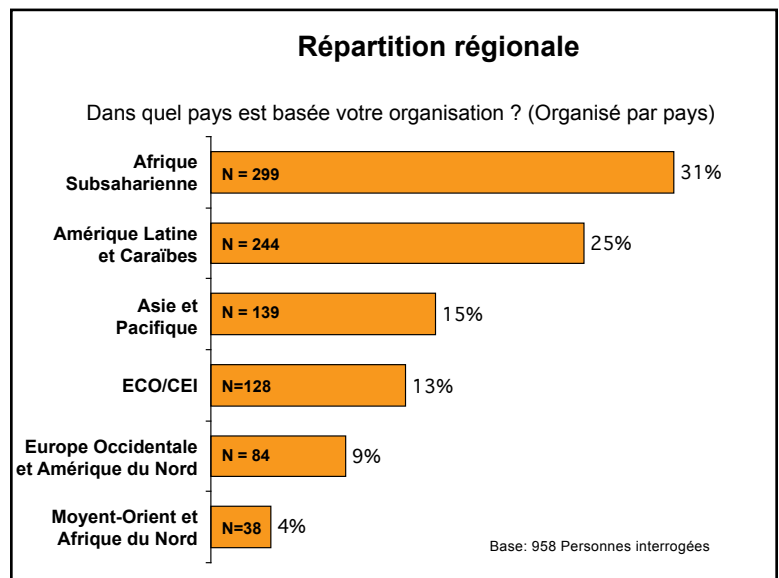
Premièrement, comme le montre le Graphique 1, les personnes interrogées venaient de partout dans le monde. Le groupe majoritaire venait d'Afrique Subsaharienne et le plus petit échantillon du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'échantillon présente également d'autres caractéristiques importantes:

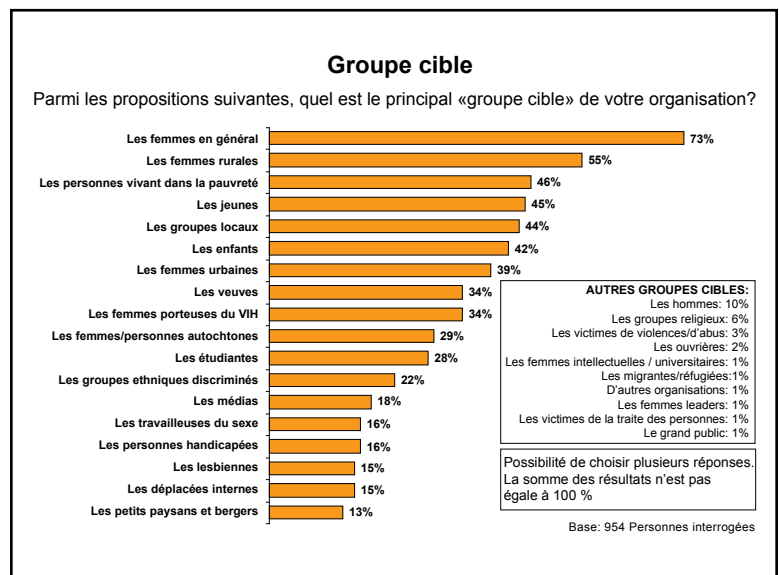
- Les organisations sont relativement récentes, la moitié d'entre elles ont été fondées dans les années 1990 et 39 pour cent ont été fondées après l'an 2000. De nombreuses organisations ont vu le jour avant et après la Conférence de Beijing parallèlement à une croissance générale de l'économie sociale.
- La majorité – 80 pour cent en fait – de ces organisations de femmes dans le monde s'identifient comme des organisations de femmes.
- Les participantes travaillent sur une vaste gamme de groupes cibles mais s'occupent principalement des femmes et des enfants et particulièrement des femmes rurales, des personnes vivant dans la pauvreté et de la jeunesse, comme l'indique le Graphique 2.

² 958 réponses parmi les 1400 reçues ont été retenues et incluses dans l'échantillon après élimination des doublons, des personnes inéligibles et des enquêtes partiellement complétées. Comme en 2005, l'AWID a travaillé avec Redfern Research qui a aidé à rédiger l'enquête, a analysé les données et a préparé tous les graphiques. Vous pouvez envoyer toutes vos questions à propos de la méthodologie employée à: martin@martinredfern.com

Graphique 1



Graphique 2



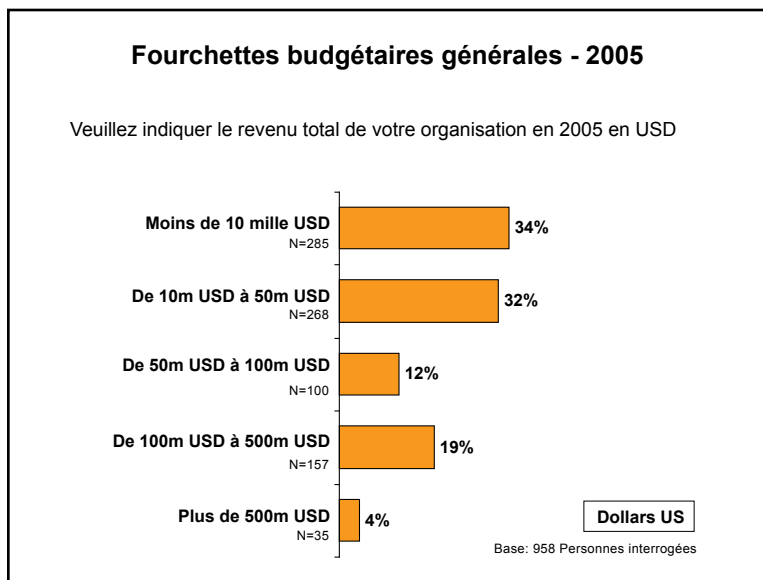
Les personnes interrogées travaillent sur de problèmes multiples mais les plus courants sont: la violence contre les femmes (80 pour cent travaillaient dans le domaine de la violence contre les femmes parallèlement à d'autres domaines), l'intégration des questions de genre, l'éducation, les droits économiques et sociaux, le VIH/SIDA, les droits génésiques, les droits sexuels, la jeunesse et les droits de l'enfant et la participation politique.

•La plupart des organisations ayant participé travaillent au niveau national (69 pour cent) et/ou local (49 pour cent). Seize pour cent travaillent au niveau régional et quatorze pour cent au niveau international.

Analyse des revenus et des financements

Certains résultats obtenus s'avèrent surprenants, notamment le fait que les budgets de la majorité des organisations soient extraordinairement réduits. Comme l'indique le Graphique 3, deux tiers des organisations ayant participé à cette enquête disposent d'un budget annuel inférieur à 50000 USD

Graphique 3



La région où les revenus des organisations sont les plus faibles est l'Amérique latine et les Caraïbes et la région où les organisations féminines sont les mieux financées est la région de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale

La région où les revenus des organisations sont les plus petits est l'Amérique latine et les Caraïbes et la région où les organisations féminines sont les mieux financées est la région de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale.

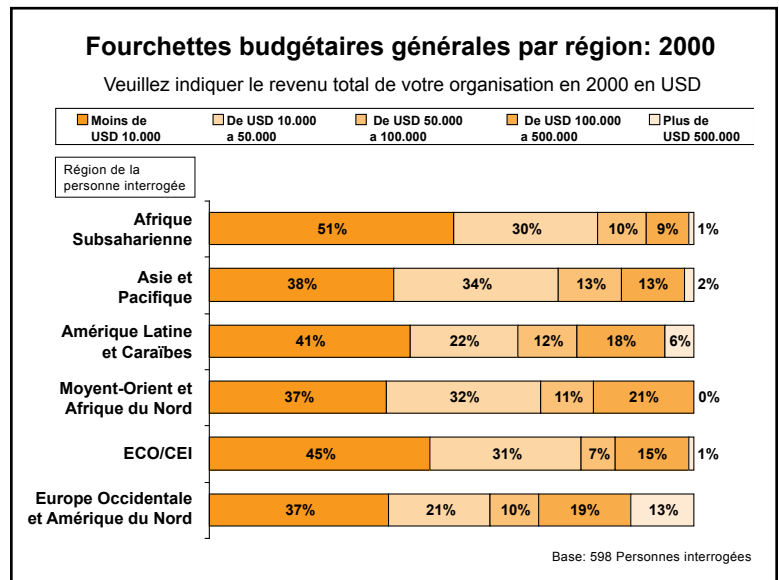
Parmi les diverses organisations ayant participé à l'enquête de l'AWID, 46 pour cent d'entre elles indiquent que leurs revenus augmentent depuis 2000 (Graphique 4). Près d'un tiers bénéficie de moins de financements et 16 pour cent n'ont pas de changement. Outre l'inflation, le pouvoir d'achat du dollar US a chuté de 9 pour cent rien qu'entre 2000 et 2004. Cela signifie que les organisations dont les revenus n'ont pas changé disposent réellement de moins de pouvoir d'achat qu'auparavant.

En d'autres termes, plus de la moitié des organisations ayant participé à l'enquête bénéficient de moins de financements depuis 2000. Cela explique également pourquoi 67 pour cent de participants ont déclaré qu'elles trouvaient plus difficile d'obtenir des fonds qu'il y a cinq ans

(seulement 16 pour cent considèrent que c'est plus facile). Plus de la moitié des organisations doivent donc consacrer plus de personnel et de ressources pour obtenir des financements.

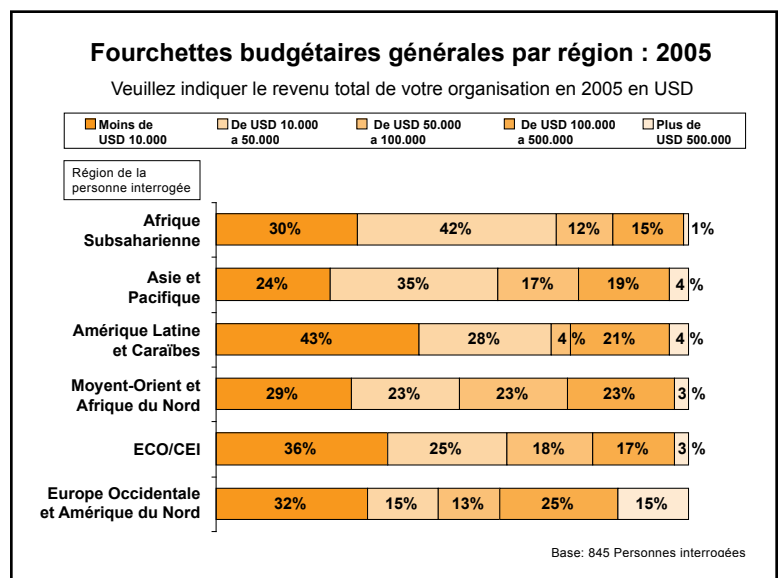
Graphique 4

La majorité de la 'croissance' que nous observons en matière de financement des organisations se fait à un niveau très bas: il s'agit d'organisations qui augmentent leur budget de dix à vingt mille dollars par an



Par ailleurs, en examinant les fourchettes budgétaires générales en relation à la taille des organisations de 1995 à 2005 (Graphique 5), on remarque une diminution des organisations qui disposent de moins de 10000 USD au fil du temps. Cela signifie que la majorité de la "croissance" que nous observons en matière de financement des organisations se fait à un niveau très bas: il s'agit d'organisations qui augmentent leur budget de dix ou vingt mille dollars par an et passent ainsi à la catégorie des organisations disposant d'un budget annuel de plus de 10000 USD.

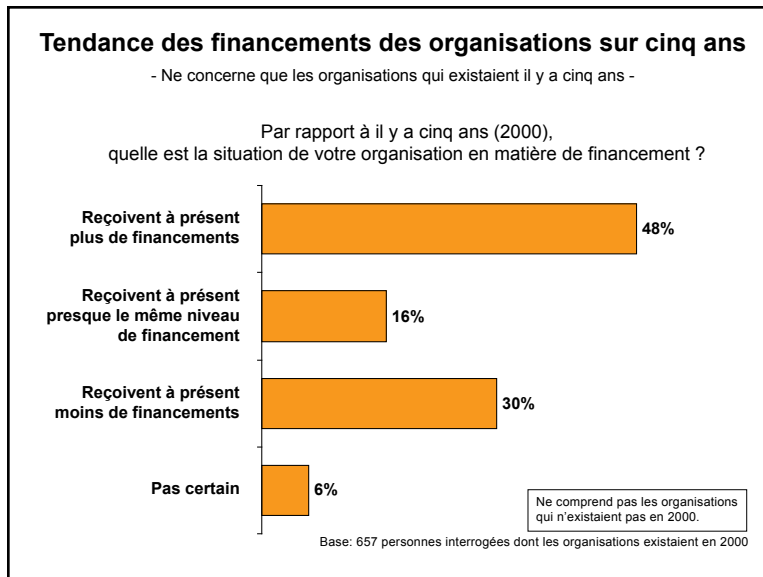
Graphique 5



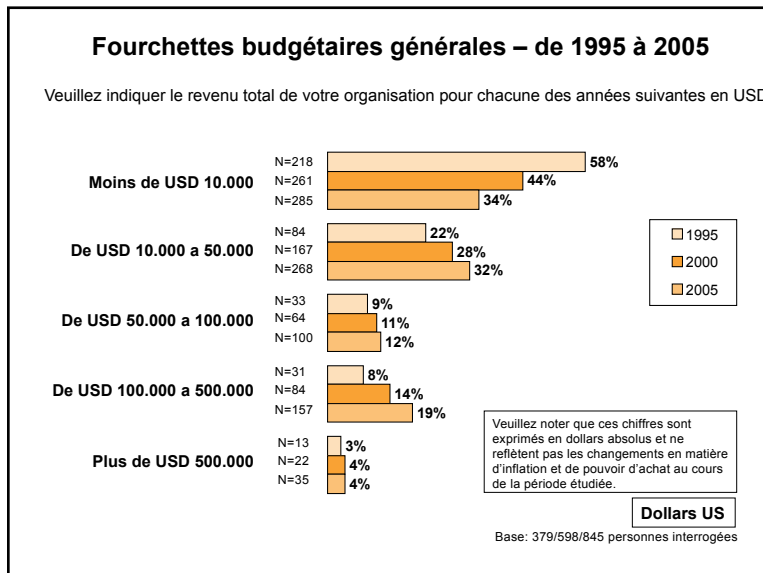
Si on compare la taille des budgets par région en 2000 et en 2005 (voir Graphiques 6 et 7), il est évident que la taille des budgets des organisations africaines augmente tout comme pour certaines organisations dans la région de l'Asie et du Pacifique ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

La croissance est très faible pour les organisations qui se situent dans la catégorie des 500 000 USD – une catégorie dans laquelle les organisations pourraient avoir un impact plus important grâce à des programmes plus vastes et à plus de ressources humaines.

Graphique 6



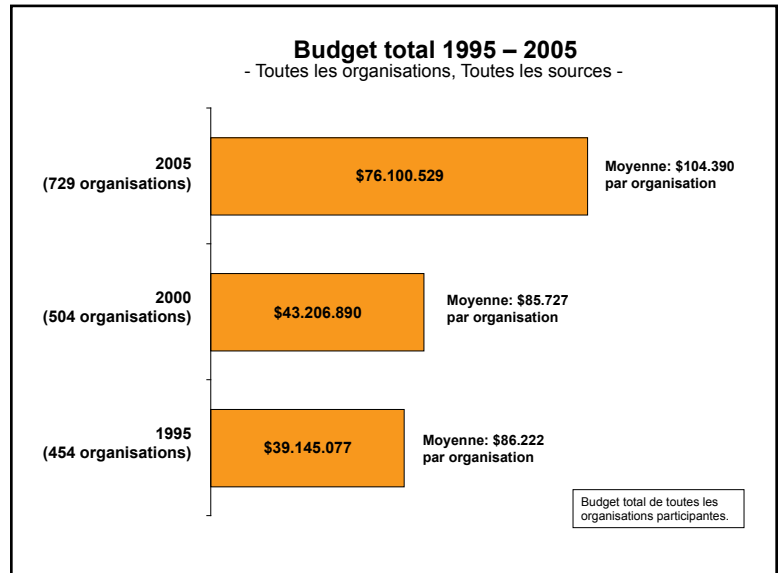
Graphique 7



Il existe très peu de fonds pour les organisations de femmes en général

Alors que ces chiffres reflètent des budgets généralement relativement maigres, notre enquête a également révélé que 82 pour cent des organisations en 2005 n'avaient effectué aucun investissement (des biens immobiliers, des terrains ou des donations, par exemple). Seulement 4 pour cent ont réalisé des investissements supérieurs à 50 000 dollars, ce qui laisse entrevoir le caractère précaire de leur durabilité financière. Afin de relativiser tout cela, le Graphique 8 montre nettement qu'il existe très peu de fonds pour les organisations de femmes en général.³

Graphique 8



Il est devenu plus difficile d'obtenir des fonds durant les cinq dernières années pour la défense des droits de la femme et l'égalité des sexes

Sur le plan des efforts produits pour obtenir des financements par la mobilisation de ressources, les données ont confirmé ce dont l'AWID avait pris connaissance de façon anecdotique:

- Deux tiers des participants (67 pour cent) considèrent qu'il a été plus difficile d'obtenir des fonds durant les cinq dernières années pour des questions/activités liées à la défense des droits de la femme et l'égalité des sexes. Uniquement 16 pour cent pensent que ça s'est avéré plus facile.
- Une faible majorité (51 pour cent) déclarent avoir produit plus d'efforts pour obtenir des fonds alors que seulement 15 pour cent disent avoir diminué leurs efforts dans ce domaine.

³ Il convient également de préciser que, par rapport aux graphiques relatifs aux financements, un nombre réduit de financements à disposition des organisations de femmes peut être compté deux fois car certaines ONG ont reçu l'argent et le redistribué après. Cela s'applique à la catégorie des ONG qui exercent la fonction de bailleur de fonds, qui ont fourni 2 pour cent des financements en 2005 et qui pourraient éventuellement réduire de 2% le financement des groupes de femmes dans l'enquête de 2005 (les données relatives aux fonds pour les femmes qui ont reçu et redistribué certaines sommes ont été analysées en connaissance de cause afin d'éviter tout double comptage).

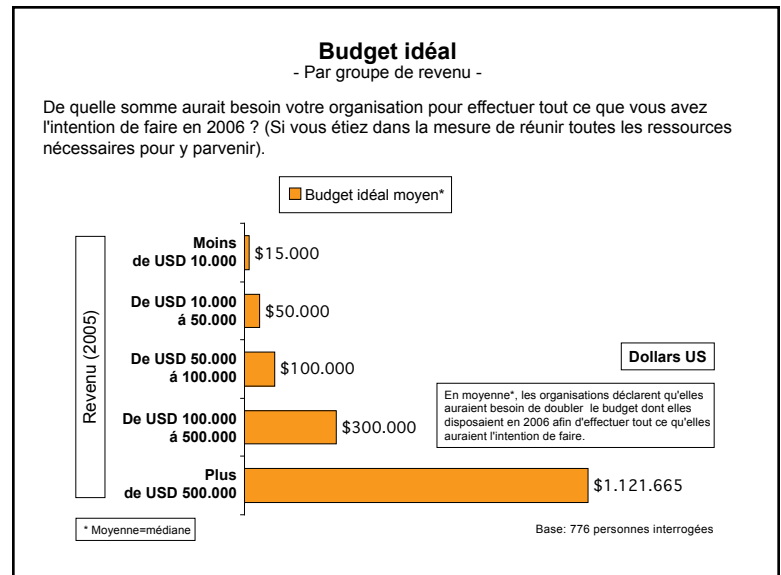
- La majorité des efforts de financement sont produits par des directrices et directeurs généraux (34 pour cent) et des membres du conseil d'administration (19 pour cent). Les bénévoles représentent 12 pour cent des personnes qui s'attèlent à cette tâche. Bien moins d'autres membres du personnel salarié ou de sociétés externes s'en chargent.

Nous avons été en outre surprises de découvrir que, à la clôture de l'enquête en août 2006, seulement 13 pour cent des organisations avaient obtenu tous les fonds nécessaires pour cette année. En fait, 61 pour cent avaient seulement récolté la moitié (ou moins) de leur budget pour l'année, ce qui démontre à quel point il est difficile pour les organisations d'atteindre leurs objectifs budgétaires sur base annuelle. La plupart des organisations dépendent de petits financements basés sur des projets car ces sont les plus disponibles mais elles les reçoivent rarement au moment où les groupes en ont réellement besoin.

Malgré ces défis, les aspirations des organisations demeurent élevées. Les Graphiques 9 et 10 montrent que les organisations doivent en moyenne doubler leur budget pour parvenir à réaliser tout ce qu'elles auraient l'intention de faire. Si elles pouvaient grandir, ces organisations renforceraient les programmes existants, payeraient et agrandiraient leur personnel, tenteraient de toucher plus de groupes cibles ou de communautés, s'occuperaient de nouvelles questions telles que le VIH et le SIDA entre autres. Ce résultat contredit la critique souvent répétée au sein de la communauté des donateurs selon laquelle la capacité d'absorption des organisations de femmes n'est pas suffisante pour leur permettre de se développer. En fait, la plupart veulent et ont besoin de grandir, pourtant nombreuses sont celles qui sont paralysées par le manque d'opportunités de financement. Beaucoup restent petites afin de pouvoir contrôler la qualité de leur travail, pour ne pas augmenter les attentes du personnel ou décident de dépenser des fonds pour améliorer les infrastructures aux dépens des programmes lorsque les financements sont incertains. Malheureusement, de nombreux bailleurs de fonds considèrent que ces organisations sont "petites et vulnérables" et qu'elles ne disposent pas du personnel, de l'envergure en matière de programmes ou des systèmes qui leur permettraient de se développer. En effet, lorsque les organisations ont évalué leur propre potentiel en matière de croissance et de "succès", la plupart des participantes à l'enquête se sont attribuées une bonne note en matière de clarté des missions, de travail en réseau, d'encadrement, de prise de décision, de cohérence interne et d'autoévaluation. Ils/elles se montrent moins positifs en matière de planification, d'épanouissement du personnel et des communications. Ils/elles affichent un certain pessimisme quant aux questions financières, y compris leur stabilité financière, leur aptitude à récolter des fonds et la diversité des sources de revenus. Dès lors, si l'on se penche sur la question, ce que les organisations identifient comme leurs besoins

impliquerait naturellement une augmentation des financements. Ce “cercle vicieux” ne cesse de se répéter: les donateurs ne considèrent pas que les groupes ont une capacité d’absorption suffisante et continuent dès lors à fournir de petites aides qui ne permettent pas aux organisations de se renforcer. Il s’agit par conséquent d’une question sur laquelle les communautés de donateurs et les organisations de femmes elles-mêmes doivent se pencher explicitement afin de briser ce cercle qui empêche ces organisations de se développer et de bénéficier de financements suffisants.

Graphique 9



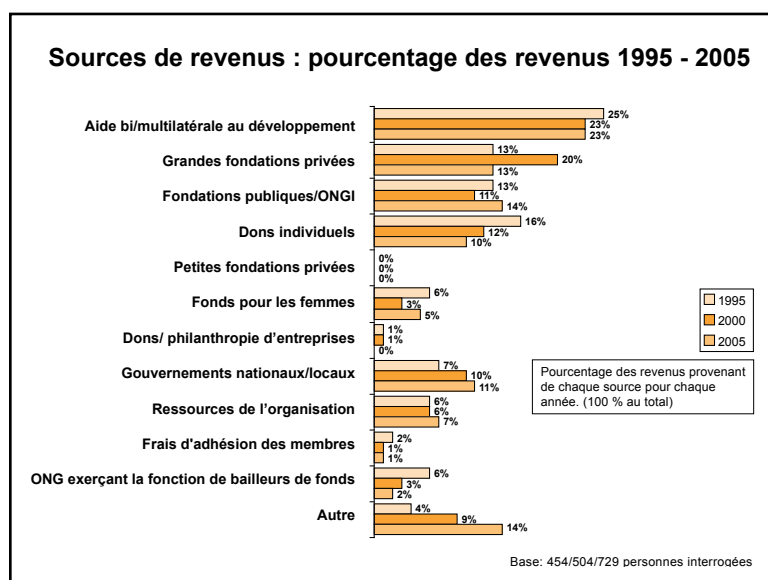
Graphique 10



Mais d'où vient l'argent? Comme le montre le Graphique 11, depuis 1995, la plupart des organisations ont bénéficié de financements provenant majoritairement d'agences bilatérales ou multilatérales, de grandes fondations privées, d'ONG internationales, de particuliers et de gouvernements locaux. Ceci dit, en 2005, il s'est avéré que les sources de financements les plus habituelles (pas nécessairement les plus importantes) étaient les fonds pour les femmes, les institutions d'assistance multilatérales et bilatérales, les frais d'adhésion des membres et les activités génératrices de revenus. En d'autres termes, ces dernières sources fournissent des ressources pour la plupart des organisations même si elles ne constituent pas les sources les plus importantes en termes d'argent. L'augmentation générale du nombre d'organisations recevant de l'argent provenant de fonds pour les femmes constitue le principal changement en matière de fréquence des sources de revenus depuis 1995.

En termes financiers et en général, les donateurs les plus importants dans le monde en 1995, 2000 et 2005 selon les personnes interrogées étaient les particuliers, le Gouvernement néerlandais, la Fondation Ford et les membres d'Oxfam International. Voyez le Graphique 12 pour connaître les 20 donateurs les plus importants en 2005.

Graphique 11



Graphique 12

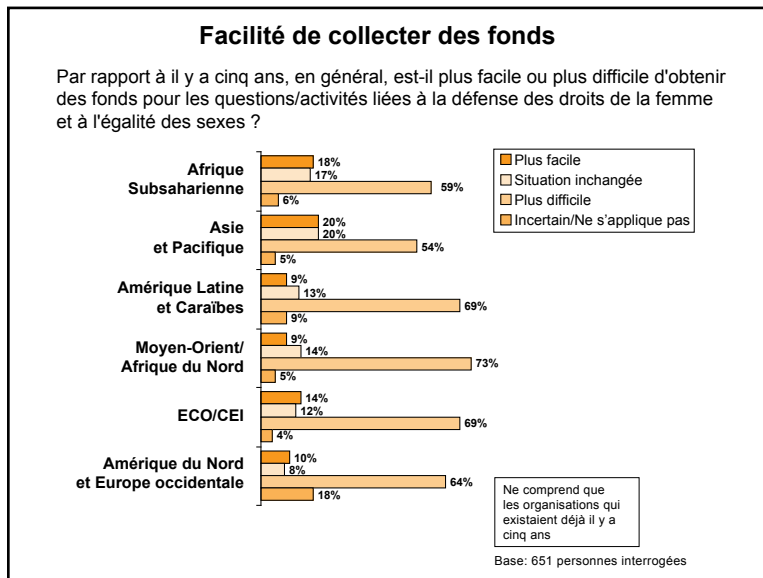


Les organisations qui produisent plus d'efforts en matière de collecte de fonds connaissent également plus de chances de succès

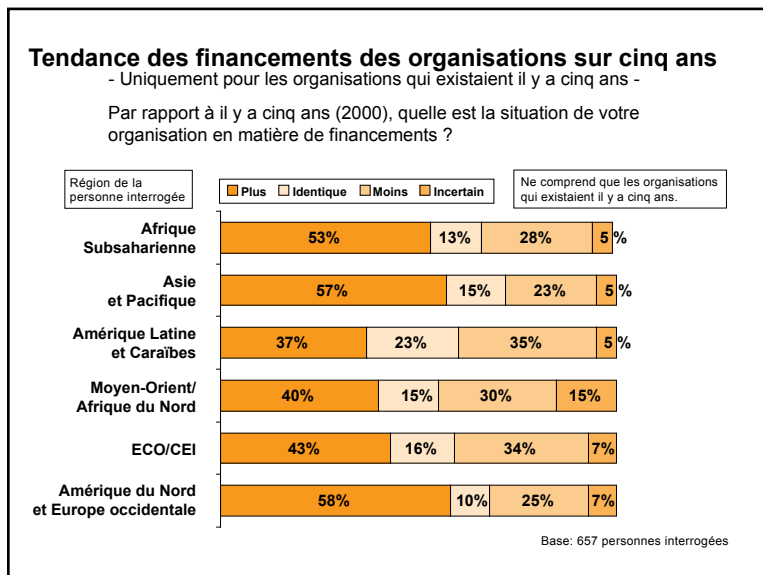
La comparaison entre les régions et la taille des organisations fait apparaître que:

- Les organisations au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Amérique latine et les Caraïbes et en Europe centrale et orientale/CEI, ont éprouvé plus de difficultés à récolter des fonds durant les cinq dernières années (Voir Graphique 13)
- Les organisations en Afrique sub-saharienne, dans la région de l'Asie et du Pacifique, en Amérique du Nord et en Europe occidentale, ont été plus à même d'améliorer leur situation en matière de financements que les autres régions (Graphique 14)
- Au moins un tiers des organisations dans toutes les régions ont dû augmenter de façon substantielle leurs efforts en matière de collecte de fonds. C'est d'autant plus le cas pour les organisations d'Afrique, d'Asie et du Pacifique et d'Europe centrale et orientale/CEI (voir Graphique 15)
- En outre, la majorité des organisations dont le budget dépasse \$50 000 ont dû produire plus d'efforts en matière de collecte de fonds (Graphique 16). Au vu de ces résultats, les organisations dont les budgets sont les plus importants doivent investir plus pour obtenir leurs revenus (mais elles peuvent également se le permettre). Ces organisations qui produisent plus d'efforts en matière de collecte de fonds connaissent plus de chances de succès, comme en Afrique et en Asie où moins d'organisations éprouvent des difficultés à récolter des fonds. Le fait qu'au moins un quart des organisations ayant participé à l'enquête aient réduit leurs efforts en matière de collecte de fonds – indépendamment de la région et de la taille du budget – se fait en dehors de leur volonté. Cela illustre bien la tendance à la baisse ou l'état de paralysie dans lequel se trouvent de nombreuses organisations lorsqu'elles ne peuvent pas se permettre de consacrer du temps ou des ressources pour trouver de nouvelles sources de financement et sont dès lors forcées de réduire leurs activités.

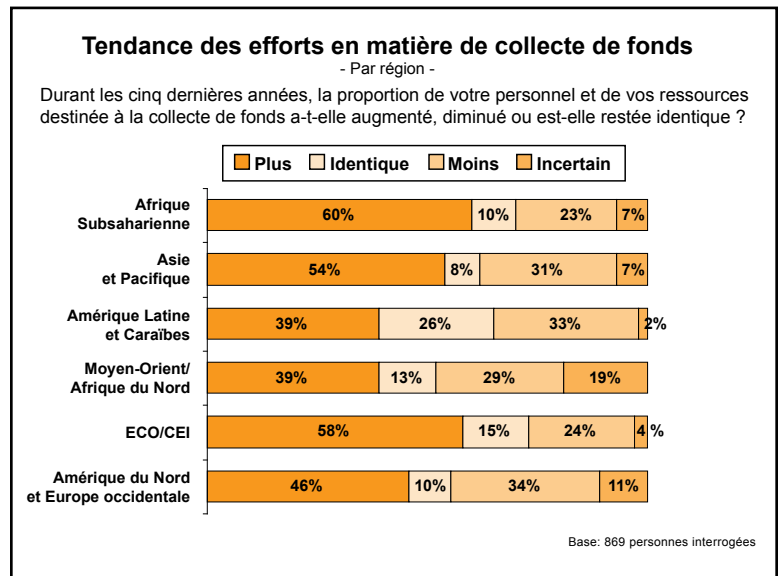
Graphique 13



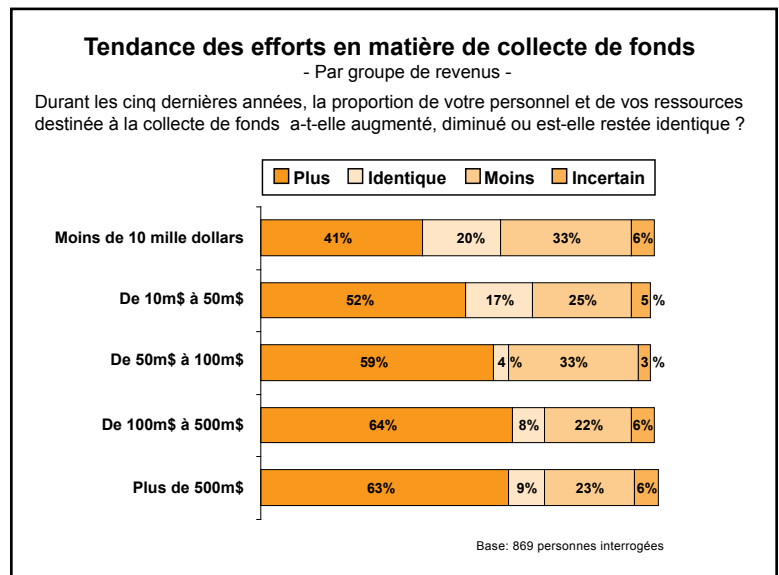
Graphique 14



Graphique 15



Graphique 16



Les résultats ci-dessus fournissent un aperçu de la situation des organisations de femmes dans le monde. La section suivante apporte des informations plus spécifiques sur les régions ainsi que des données sur des organisations travaillant au niveau régional ou international.

Analyse régionale: Afrique Subsaharienne

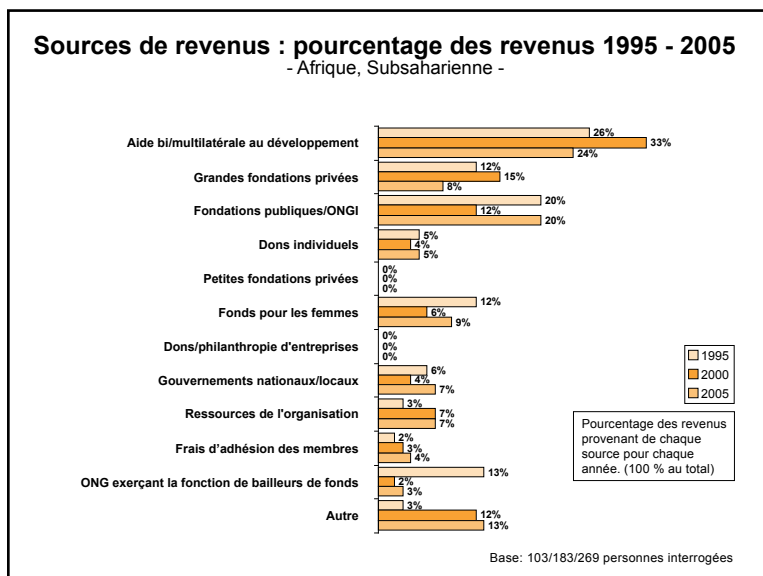
L'échantillon le plus vaste de notre enquête est basé en Afrique subsaharienne. En 2005, 30 pour cent de ces organisations disposaient d'un budget inférieur à \$10000, 42 pour cent entre \$10000 et \$50000, 18 pour cent entre \$50000 et \$500000 et seulement 1 pour cent bénéficiaient d'un budget supérieur à \$500000.

Ces organisations (299 total) travaillent principalement avec les enfants, les femmes rurales, les femmes autochtones, les femmes souffrant d'une handicap, les agricultrices, les séropositives, et se penchent sur des questions liées à la violence contre les femmes, la pauvreté, l'éducation, les droits sanitaires et économiques, les droits de l'enfant, les conflits et le VIH/SIDA.

Dans les groupes de réflexion lors de la réunion de Querétaro, les activistes africaines de défense des droits de la femme ont analysé les défis particuliers posés par les financements dans la région. Elles ont souligné l'impact de l'agenda sur l'efficacité de l'aide (voir Chapitre 3) et la manière dont les financements sont de plus en plus canalisés via les agences gouvernementales et distribués aux ONG. Elles remarquent comment les gouvernements ont augmenté leur contrôle en accordant des fonds pour les activités de fourniture de services et non pour le travail de promotion ou les changements politiques.

Le Graphique 17 illustre comment l'aide au développement s'est révélée d'une grande importance pour les groupes de femmes en Afrique malgré le fait que, depuis 2000, elle ait diminué en termes de pourcentage du revenu. Les ONG internationales, les gouvernements locaux et les fonds destinés aux femmes sont devenus des sources de revenus importantes et ont partiellement comblé cet écart.

Graphique 17



Cela est d'autant plus évident au vu du classement des 20 donateurs les plus importants pour ces organisations qui montre que les ONGI et les fonds pour les femmes jouent un plus grand rôle (Graphiques 18 et 19).

Graphique 18



Graphique 19



Analyse régionale: Asie et Pacifique

Dans l'échantillon d'organisations de femmes d'Asie et du Pacifique (139 organisations), un quart disposent d'un budget inférieur à \$10000, plus d'un tiers ont un budget compris entre \$10000 et \$50000, un autre tiers ont un budget compris entre \$50000 et \$500000 et seules 4 pour cent d'entre elles dépassent les \$500000.

La plupart s'occupent des femmes rurales et urbaines, des groupes locaux et des jeunes, sur une myriade de sujets tels que, en particulier, la violence contre les femmes, le développement communautaire, les moyens d'existence, l'intégration de la question de l'égalité des sexes, la santé, l'éducation, la migration et les droits humains. Les ressources naturelles et l'environnement constituent plus un centre d'intérêt que dans d'autres régions.

Dans les groupes de réflexion régionaux, lors de la réunion Argent et Mouvements, diverses tendances en matière de financement ont été mises en exergue pour cette région. Par exemple, à cause de l'afflux des dons à la suite du tsunami dans l'océan Indien, d'autres questions prioritaires n'ont pas été prises en compte. De nombreux groupes ont remarqué qu'ils devaient présenter un projet lié au tsunami pour pouvoir accéder au financement. Au Sri Lanka, beaucoup de groupes ne travaillent pas avec les femmes à cause de la difficulté que cela représente d'obtenir un financement institutionnel. Un autre exemple, en Inde, fait office de la suspicion du gouvernement envers les ONG, ce qui oblige celles-ci à travailler dans l'ombre et à se montrer particulièrement prudentes lorsqu'elles acceptent des fonds de sources internationales. Dans certains cas, le gouvernement national a véritablement bloqué un financement bilatéral.

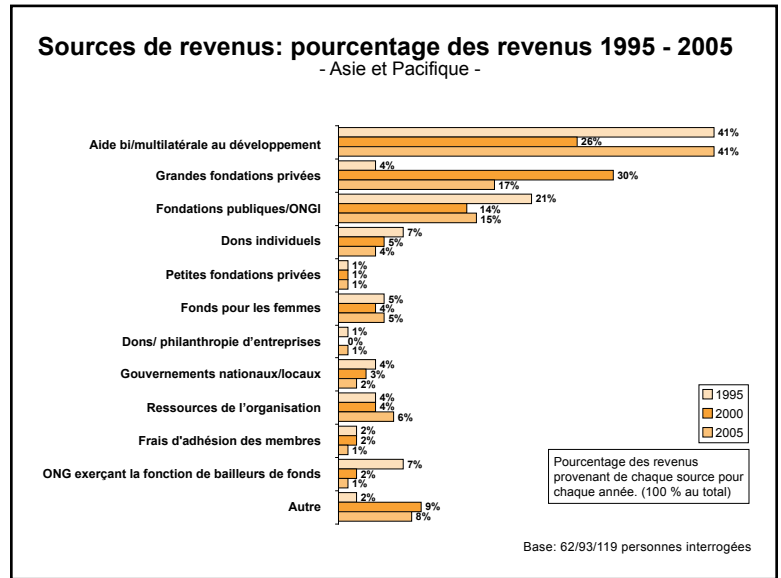
En ce qui concerne les ONG internationales, de nombreux groupes remarquent que le travail au niveau de base fait "de moins en moins partie des politiques des ONG internationales", il ne figure plus parmi leurs priorités et leurs campagnes. De nombreux donateurs divisent également le pays d'un point de vue financier et pragmatique. Dès lors, par exemple, les groupes travaillant dans différents États éprouvent souvent des difficultés car les fonds destinés à un État ne peuvent être alloués à un autre. Cela déconcentre parfois les donateurs qui doivent se débattre entre diverses juridictions. La majorité des financements pour les organisations de cette région dans l'échantillon de l'AWID proviennent de l'aide bilatérale, de grandes fondations privées (moins de financements depuis 2000) et d'ONG internationales (Graphique 20). Six pour cent des fonds proviennent de la génération de revenus/des paiements

Dans l'échantillon d'organisations de femmes d'Asie et du Pacifique (139 organisations), un quart disposent d'un budget inférieur à \$10000

À cause de l'afflux de dons à la suite du tsunami dans l'océan Indien, d'autres questions prioritaires n'ont pas été prises en compte

de services et cinq pour cent sont issus des fonds pour les femmes. Les vingt donateurs les plus importants en Asie et dans le Pacifique dans notre échantillon pour 2000 et 2005 figurent dans les Graphiques 21 et 22.

Graphique 20



Graphique 21





Analyse régionale: Amérique latine et Caraïbes

Vingt-cinq pour cent des organisations ayant participé à l'enquête sont basées en Amérique latine et dans les Caraïbes (244 organisations). La plupart des organisations disposent d'un budget réduit. 43 pour cent d'entre elles disposent d'un budget inférieur à \$10000, 28 pour cent ont un budget compris entre \$10000 et \$50000 et 25 pour cent entre \$50000 et \$500000. 4 pour cent disposent quant à elles d'un budget annuel supérieur à \$500000.

Les groupes travaillent sur un vaste éventail de questions qui touchent le mouvement et prêtent généralement plus d'attention aux droits génésiques, aux droits sexuels, à la participation politique, aux droits du travail et au revers politique chrétien que dans d'autres régions.

Lors de débats, les activistes d'Amérique latine et des Caraïbes qui travaillent dans le domaine de la défense des droits de la femme ont décrit un environnement extrêmement complexe en matière de financement dans la région. Dans les diverses sous-régions, les donateurs ont des priorités et des intérêts différents et certains groupes s'inquiètent du fait que les activités dépendantes des donateurs minent ou s'écartent de l'agenda politique des mouvements de femmes régionaux.

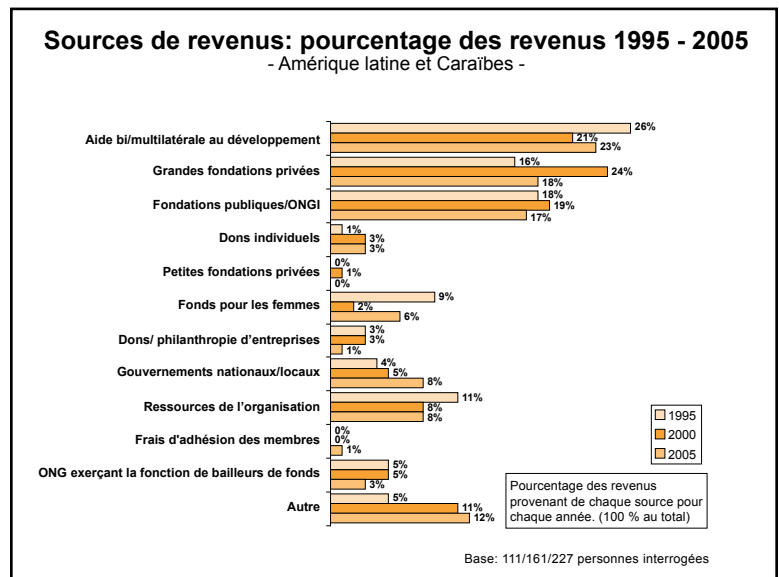
Les différents groupes jouissent d'un accès différent à l'information en matière de financement, d'agences de financement et de compétences techniques pour présenter et gérer des propositions ce qui affecte leur aptitude à mobiliser des ressources. Il existe le sentiment que les financements sont concentrés dans peu d'organisations qui ont tendance

à avoir un autre profil que la plupart des organisations de femmes de base dans la région. Les groupes qui bénéficient de fonds sont perçus comme: des groupes urbains, légalement enregistrés, ayant la capacité de s'exprimer en anglais, bien établis et jouissant d'une longue histoire, des organisations internationales, des groupes de jeunes, des réseaux et des collectivités, des filiales des organisations du Nord, les groupes qui disposent d'une bonne équipe de communication, les groupes qui disposent d'un personnel spécialisé dans le financement et ceux qui disposent de systèmes d'évaluation plus évolués.

Les fonds pour les femmes prennent de l'importance tandis que les grandes fondations privées se retirent

Les fonds pour les femmes continuent à prendre de l'importance tandis que les grandes fondations privées se retirent. Le Graphique 23 illustre les tendances dans le secteur du financement durant les dix dernières années.

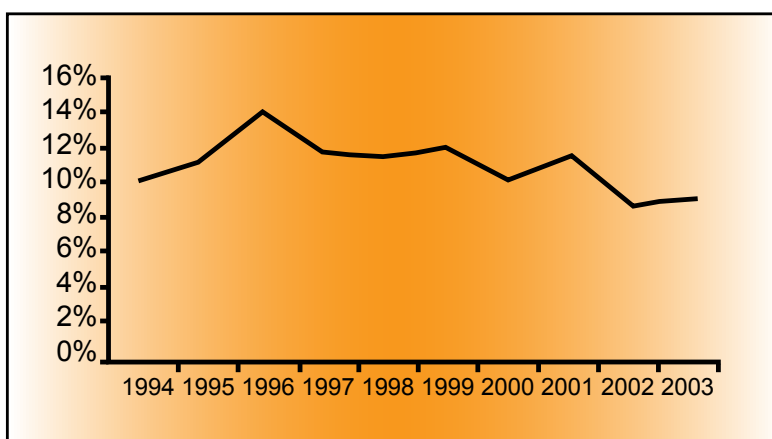
Graphique 23



Les groupes sont également confrontés à un environnement changeant en matière de financement puisque les donateurs se retirent de la région. Selon le journal philanthropique Alliance "L'Amérique latine est confrontée à une carence de dons caritatifs à mesure que les fondations internationales déplacent leur centre d'attention... Dans cette région, les dons provenant des entreprises se situent bien en dessous de ceux dans le monde développé. Au Mexique, les entreprises ne donnent même pas 1 pour cent de leurs revenus avant impôts alors que ce chiffre atteint 3 pour cent aux USA".⁴

⁴ Alliance Magazine, Volume 11, Numéro 4, Décembre 2006, p. 14

L'aide publique au développement a également diminué dans la région. Selon une enquête réalisée par l'ALOP, l'APD pour l'Amérique latine et les Caraïbes a atteint un de ses niveaux les plus bas (9 pour cent) en 2003 (en termes de pourcentage de l'APD totale allouée aux pays en développement). Ce changement est dû aux nouvelles priorités accordées par les pays donateurs à l'Europe orientale, à l'Irak et aux pays dont le taux de pauvreté est élevé tels que les pays d'Afrique sub-saharienne. À ce titre, les modalités d'aide traditionnelles des pays du Nord par rapport à la région ont été remplacées par des relations bilatérales avec des pays à revenu intermédiaire dans le cadre du commerce et des investissements. Comme le montre le graphique ci-dessous⁵, en 2000-2001, les niveaux de l'APD ont augmenté à cause du grand apport de fonds APD du gouvernement des États-Unis (une augmentation de 47 pour cent) principalement à la suite de l'augmentation de l'aide accordée à la Colombie, suivie par la Bolivie et le Pérou, pays ciblés par la politique anti-drogue des États-Unis.⁶



APD pour l'Amérique latine en termes de pourcentage de l'APD pour les pays en développement 1993-2004. SOURCE: CAD/OCDE

Finalement, la liste exhaustive des vingt donateurs les plus importants pour les années 2000 et 2005 pour les organisations basées en Amérique latine et dans les Caraïbes et ayant participé à l'enquête de l'AWID figure ci-dessous dans les Graphiques 24 et 25. On remarque l'augmentation des financements provenant des églises en 2005. Il est nécessaire de se montrer prudent face à ce dernier point car il est difficile de savoir à quel point ces institutions religieuses soutiennent l'égalité entre les sexes et les droits de la femme.

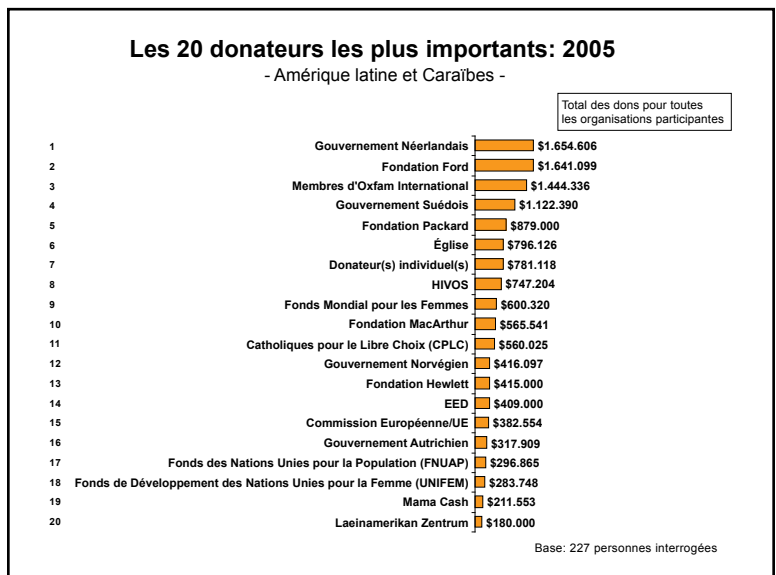
⁵ Graphique présenté par l'ALOP dans le rapport cité ci-dessous, p.13

⁶ ALOP (2006) Mythe et réalité de l'aide externe. Amérique Latine en 2006. Une évaluation indépendante sur la coopération internationale. Édité par le Group de travail sur la coopération internationale de l'Association latino-américain d'organisations de promotion (ALOP) : <http://www.alop.or.cr/trabajo/publicaciones/MitoYrealidad2006.pdf>

Graphique 24



Graphique 25



Analyse régionale: Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)

Peu d'organisations de la région MOAN ont participé à l'enquête (principalement à cause de la barrière de la langue puisque l'enquête n'était pas disponible en arabe, un point important à prendre en compte pour la prochaine enquête). Ces 38 organisations étaient presque équitablement réparties entre tous les groupes au niveau du revenu mais seulement 3 pour cent d'entre elles se situent dans la catégorie la plus élevée. La plupart des groupes s'occupent des femmes en général, de la jeunesse et des médias sur une vaste gamme de questions telles que, en particulier, le développement, l'impact de l'extrémisme islamique, les technologies de l'information et de la communication, l'éducation, les droits humains, la migration, le développement organisationnel, la participation politique et la violence contre les femmes.

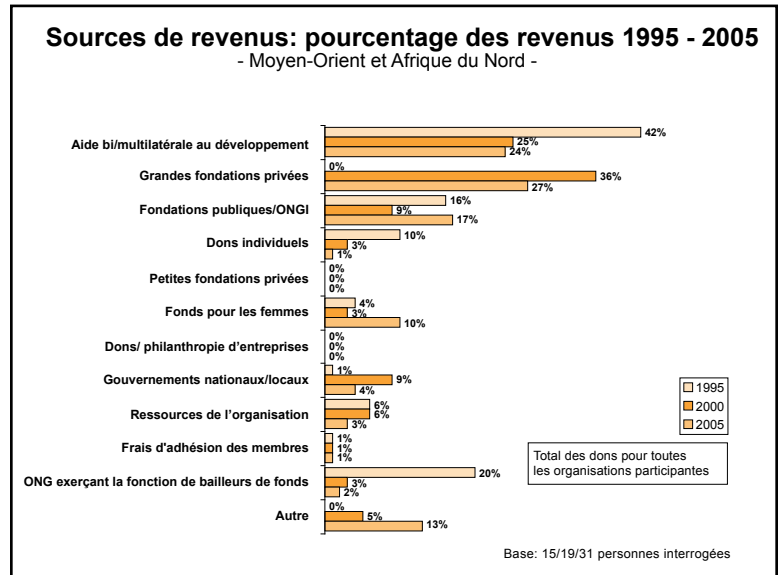
Lors de la réunion Argent et Mouvements en novembre 2006, les activistes de la région ont longuement discuté des tendances en matière de financement et leur impact sur les organisations de défense des droits de la femme dans la région. Un aspect crucial du contexte dominant est l'occupation des États-Unis, leur agenda et la résistance qu'ils opposent ainsi que la résistance aux mouvements politico-religieux. Ces activistes ont en outre remarqué que:

Un aspect crucial est l'occupation des États-Unis, leur agenda et la résistance qu'ils opposent ainsi que la résistance aux mouvements politico-religieux

- Les organisations de femmes de la région MOAN sont confrontées à des restrictions difficiles à gérer telles que: les réglementations gouvernementales restrictives qui rendent souvent les organisations vulnérables aux changements de la volonté politique ou des gouvernements qui bloquent les financements provenant de l'Union européenne ou de pays ne s'alignant pas à la politique du gouvernement. En fait, certains pays interdisent aux organisations de la société civile de percevoir des fonds en provenance de l'étranger, ce qui leur laisse seulement la possibilité de récolter des fonds dans leur pays et les force à trouver de nouveaux moyens créatifs et à établir des partenariats pour trouver de l'argent dans les limites du territoire.
- La domination de la culture du *zakat*, c'est-à-dire la charité envers les pauvres, constitue un obstacle à la récolte de fonds pour un changement général qui refléterait le programme des femmes.
- Les organisations de la région MOAN doivent s'assurer que, lorsqu'elles acceptent l'argent provenant de certaines sources, particulièrement les partis politiques, elles n'entrent pas en contradiction avec des intérêts opposés.
- L'*USA Patriot Act* a fait que les dons pour cette région paraissent bien plus risqués (par exemple, les fondations américaines doivent apporter la garantie qu'elles ne financent pas des "activités terroristes" et il est devenu décourageant pour les fondations privées américaines (voir Chapitre 3) de soutenir des organisations de la région MOAN).

- La région MOAN constitue toujours un centre d'intérêt pour des philanthropes particuliers qui apportent parfois un soutien important. Néanmoins, il est urgent que des bailleurs de fonds supplémentaires soutiennent le travail de défense des droits de la femme dans la région.

Graphique 26



Le Graphique 26 montre la nature changeante des financements dans la région. En effet, on assiste à une chute considérable des fonds provenant de l'aide bilatérale et des fondations et à une compensation de la perte par les fonds destinés aux femmes et les ONGI ainsi que d'autres sources. Les Graphiques 27 et 28 reprennent les sources de financements pour l'échantillon de l'AWID en 2000 et 2005. Veuillez noter que les chiffres sont comparativement petits à cause de la taille réduite de l'échantillon.

Graphique 27



Graphique 28



Analyse régionale: Europe Centrale et Orientale et Communauté des États Indépendants (ECO/CEI)

Sur les 128 organisations de cette région dans l'échantillon de l'AWID, 36 pour cent disposent d'un budget inférieur à \$10000, 25 pour cent ont un budget compris entre \$10000 et \$50000 et 35 pour cent entre \$50000 et \$500000. 3 pour cent de ces organisations disposent d'un budget supérieur à \$500000.

Les stratégies contre la traite de personnes et les programmes ciblant les femmes sur le marché du travail sont généralement financés. Il est plus complexe de trouver un soutien financier pour la défense de la cause des femmes et leur organisation, les droits fondamentaux des femmes, les droits des travailleuses du sexe et les projets relatifs à la migration, ainsi que les soutiens institutionnels et à long terme

Ces groupes travaillent sur divers groupes cibles mais principalement sur les femmes en général, les personnes déplacées dans leur propre pays, les minorités ethniques, les personnes handicapées, les enfants et les personnes âgées. Les sujets prioritaires pour ces groupes sont la traite des personnes, l'intégration de la dimension de genre, les handicaps, l'éducation, le conservatisme religieux, le droit du travail et les droits de la jeunesse.

Lors de la réunion Argent et Mouvements, les femmes de la région ont discuté de plusieurs des tendances en matière de financement ayant une incidence sur leur travail, telles que:

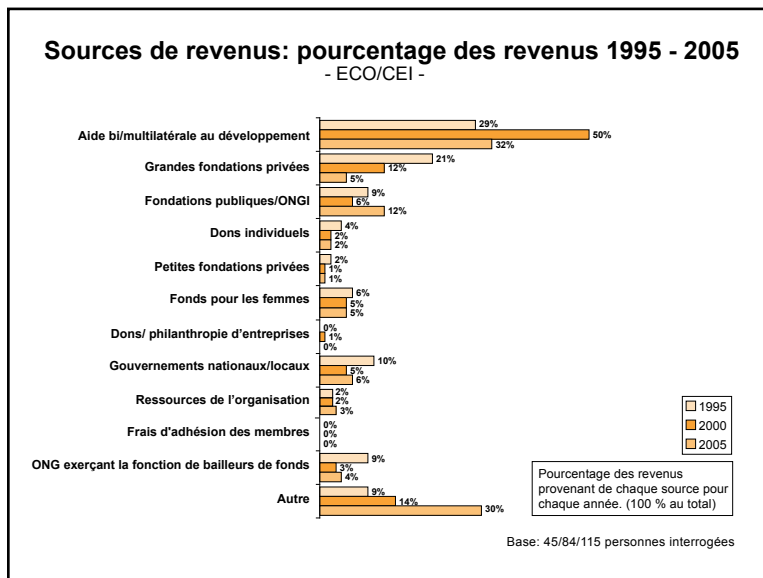
- Les stratégies contre la traite des personnes et les programmes ciblant les femmes sur le marché du travail sont généralement financés dans la région. Il est plus complexe de trouver un soutien financier pour la défense de la cause des femmes et leur organisation, les droits fondamentaux des femmes, les droits des travailleuses du sexe et les projets relatifs à la migration, ainsi que les soutiens institutionnels et à long terme.
- La Communauté européenne dispose de nombreuses ressources mais ne finance que les grands projets car il est plus facile pour elle de gérer des subventions importantes et en petit nombre. Les propositions de projets à la CE sont extrêmement onéreuses et la plupart des groupes de défense des droits de la femme ne peuvent donc y avoir recours.

Les stratégies contre la traite de personnes et les programmes ciblant les femmes sur le marché du travail sont généralement financés. Il est plus complexe de trouver un soutien financier pour la défense de la cause des femmes et leur organisation, les droits fondamentaux des femmes, les droits des travailleuses du sexe et les projets relatifs à la migration, ainsi que les soutiens institutionnels et à long terme.

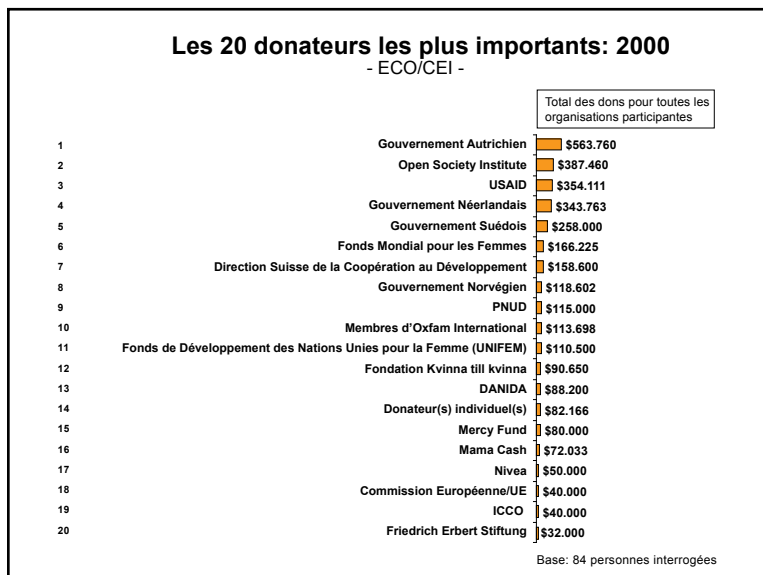
La plupart des bailleurs de fonds financent des activités à court terme et liées à un projet. Il existe également une tendance croissante au cofinancement ou au concours financier équivalent, lorsqu'un financement n'est octroyé que si l'organisation peut fournir une part égale, ce qui rend ces financements presque inaccessibles pour les organisations ne disposant pas de fonds propres.

Les Graphiques 29, 30 et 31 illustrent le paysage changeant en matière de financement dans la région et montrent, par exemple, que les fondations privées jouaient un rôle important et que ce sont à présent les fondations et les groupes locaux qui comblent la différence en matière de ressources. Les graphiques montrent également l'impact du retrait de la fondation Soros (Open Society Institute) de la région. Alors qu'elle était considérée comme une fondation fondamentale pour le soutien des organisations et des mouvements de femmes, elle travaille à présent au niveau mondial et dispose de moins de fonds pour cette région.

Graphique 29



Graphique 30



Graphique 31



Analyse régionale: Amérique du Nord et Europe occidentale

Ce petit groupe d'organisations (84 au total et 9 pour cent de l'échantillon) comporte proportionnellement le plus grand nombre d'organisations à grand budget (15 pour cent disposent d'un budget supérieur à \$500 000). Cependant, 32 pour cent disposent d'un budget inférieur à \$10000, 15 pour cent ont un budget compris entre \$10000 et \$50000, 13 pour cent entre \$50000 et \$100000 et 25 pour cent entre \$100000 et \$500000.

Les femmes autochtones, les minorités ethniques, les groupes religieux et les lesbiennes constituent plus un centre d'intérêt que dans les autres régions. Les sujets qualifiés de prioritaires comprenaient les droits économiques et sociaux, la migration, le commerce et la mondialisation, et la science et la technologie.

Dans le groupe de réflexion lors de la réunion Argent et Mouvements, les activistes de la cause des femmes ont souligné les points suivants:

- Le manque de ressources a contribué à renforcer la concurrence et à envenimer les relations au sein du mouvement féministe. Certaines organisations de femmes de longue date ferment leurs portes à cause de problèmes de ressources. Malgré le fait que le "Sud" soit présent dans les pays du Nord, de nombreuses communautés vivent dans la pauvreté sans accès aux services ou, dans ce cadre, à l'aide au développement. Les budgets des gouvernements nationaux pour les questions liées à l'égalité des sexes se sont taris en Europe occidentale et au Canada à mesure que les gouvernements sont devenus plus conservateurs et que l'opinion publique encourage des politiques qui suggèrent que le travail pour l'égalité des sexes est en grande partie accompli.

Les femmes autochtones, les minorités ethniques, les groupes religieux et les lesbiennes constituent plus un centre d'intérêt que dans les autres régions. Les sujets qualifiés de prioritaires comprenaient les droits économiques et sociaux, la migration, le commerce et la mondialisation, et la science et la technologie

• Les mouvements de femmes en Europe occidentale font face à des changements majeurs puisqu'elles doivent concilier à la fois la réintégration de l'Europe (avec l'adhésion de nouveaux pays à l'UE) ainsi que les questions liées à l'immigration qui ont créé un important clivage entre les femmes blanches de classe moyenne et les nouvelles immigrées (sur des questions aussi sujettes à controverse que le port du voile).

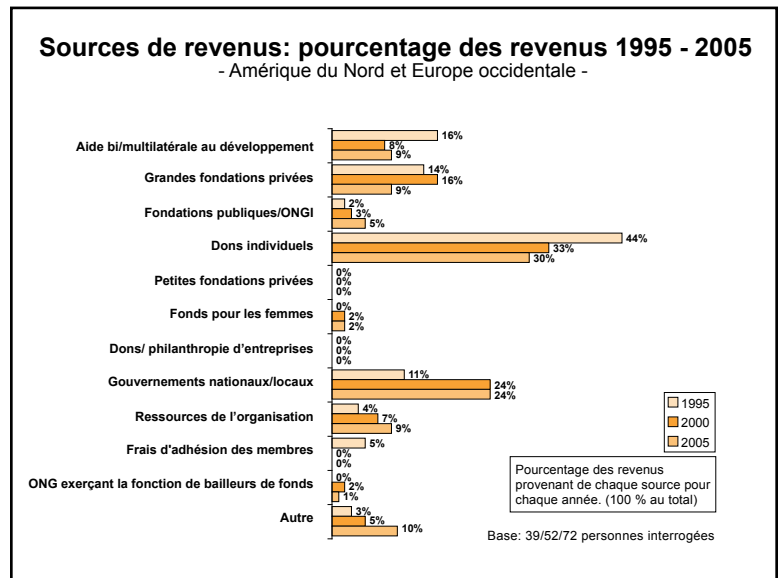
• Aux États-Unis et au Canada, les bailleurs de fonds ont favorisé la spécialisation et la professionnalisation ce qui a empêché l'obtention d'une vision plus complète ou plus large du changement social. En outre, on assiste à un certain "effet de froid" dans la communauté des bailleurs de fonds. En effet le climat politique conservateur en a dissuadé plusieurs de financer des organisations ou des propositions de femmes. Il existe en même temps une certaine autocensure au sein du mouvement: les propositions radicales ne sont pas priorisées puisqu'il est d'avis qu'elles ne seront pas financées par les bailleurs de fonds.

• Aux États-Unis, parmi les sources gouvernementales et les fondations/ institutions privées, il existe une surveillance accrue et un suivi de l'argent, moins de soutien au travail de promotion et un changement vers les services, moins de soutien pour les dépenses opérationnelles générales et plus de financements pour des programmes ou des projets spécifiques, plus de financements pour les questions liées à la sécurité et un déplacement des financements des organisations nationales vers les organisations et les alliances internationales. Cela crée de la concurrence au niveau international. D'un point de vue positif, les fondations publiques offrent parfois plus de fonds de soutien généraux. En ce qui concerne les donateurs individuels, il existe plus d'organisation entre de plus grands nombres de jeunes donateurs disposant de richesses ainsi que plus de collecte de fonds de la base pour appuyer le changement au sein de la communauté. Le Graphique 32 illustre le climat changeant en matière de financements pour les organisations de cette région et les Graphiques 33 et 34 montrent les vingt donateurs les plus importants en 2000 et 2005. Les dons particuliers sont clairement plus accessibles dans les pays du Nord grâce à une culture de la philanthropie plus importante (particulièrement aux États-Unis) et, dans de nombreux cas, à un environnement fiscal plus favorable⁷.

Les mouvements de femmes en Europe occidentale font face à des changements majeurs

⁷ Dans le Graphique 32, il pourrait sembler que les revenus combinés des dons individuels diminuent (de 44% en 1995 à 30% en 2005) ; cela peut être imputé au fait que l'échantillon en 1995 était bien plus petit que celui de 2005 et était dès lors moins précis. En outre, l'enquête montre qu'en 1995, 2000 et 2005, près de 30% des personnes interrogées ont reçu des dons en provenance de particuliers, ce qui indique que les particuliers constituent une source de financement significative pour les organisations de défense des droits de la femme.

Graphique 32



Graphique 33





Analyse des organisations travaillant aux niveaux régional et international

Finalement, l'enquête de l'AWID a également voulu sonder la situation des organisations de défense des droits de la femme régionales et internationales.

Nombre de défis auxquels sont confrontées les organisations de défense des droits de la femme qui travaillent aux niveaux régional et international ont fait l'objet d'un débat à Querétaro, lors de la réunion Argent et Mouvements:

- La plupart des donateurs souhaitent des résultats quantifiables ce qui est bien plus difficile à obtenir pour un travail d'amplitude mondiale. Néanmoins, les organisations transnationales doivent améliorer la manière dont elles mettent leurs succès en avant et démontrer pourquoi les donateurs devraient valoriser, reconnaître et soutenir leur travail. En général, il est fondamental que ces organisations élaborent des méthodes qui leur permettent de mesurer les résultats et l'incidence de leurs activités selon la façon dont elles estiment communément que le changement survient. Elles doivent s'assurer que ces organisations internationales ne s'attribuent pas le mérite pour certains résultats lorsque le travail fait partie d'un ensemble plus vaste.
- Certaines organisations travaillant au niveau mondial ont eu tendance à séparer le travail "mondial" du travail "local" ou national et cela a une incidence sur la façon dont les groupes cibles sont définis et traités. Le travail au niveau mondial et le travail au niveau local doivent être plus fortement conceptualisés et mis en œuvre de façon concertée.

Les organisations qui travaillent à ce niveau ont fortement échoué dans leurs tentatives de débloquer des fonds auprès des particuliers et du secteur privé qui, même s'il est difficile d'en bénéficier, n'en restent pas moins des sources potentielles significatives (voir Chapitre 3).

- Il semblerait que les donateurs estiment que les organisations de défense des droits de la femme travaillant au niveau mondial disposent de moyens matériels importants, que ces grandes organisations sont bien financées, alors que c'est l'inverse qui se produit en réalité.

Ce dernier point est clairement démontré par les données de l'enquête qui montrent que:

- Les organisations de défense des droits de la femme qui travaillent au niveau régional et au niveau international disposent d'un budget annuel moyen relativement petit: \$132116 et \$196636 respectivement pour l'an 2005 (voir Tableau 1);

Tableau 1: Moyenne des revenus totaux⁸				
	Org. actives au niveau régional		Org. actives au niveau international	
	N	Moyenne	N	Moyenne
1995	70	\$115.571	67	\$187.917
2000	126	\$108.780	111	\$192.722
2005	171	\$132.116	152	\$192.636

- En dix ans, les revenus des organisations ont à peine augmenté. Cependant, si l'on tient compte des dévaluations monétaires et de l'inflation, ces revenus ont en fait diminué ;

- Si l'on se penche sur le revenu médian des organisations de défense des droits de la femme aux niveaux régional et international (Tableau 2), on remarque que la taille des budgets est même plus petite. Par exemple, les organisations actives au niveau international disposaient d'un revenu moyen de 25 000\$ en 2005 (pour 152 organisations) ;

Tableau 2: Médiane des revenus				
	Org. actives au niveau régional		Org. actives au niveau international	
	N	Médiane	N	Médiane
1995	70	\$22.500	67	\$20.000
2000	126	\$33.517	111	\$30.000
2005	171	\$40.000	152	\$25.500

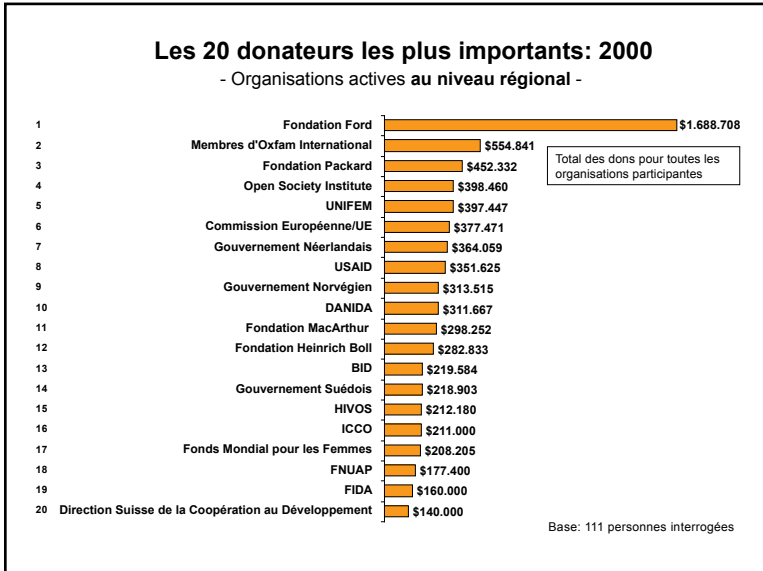
⁸ Comprend les cotisations des membres, les revenus du travail, la vente de produits, les revenus des placements et les gouvernements nationaux et locaux. Ne fait référence au nombre total d'organisations ayant présenté leurs revenus cette année.

Ces organisations doivent diversifier leurs sources de financement. La taille moyenne des subventions pour les organisations internationales est passée de \$41150 en 1995 à \$29759 en 2005. En d'autres termes, ces organisations bénéficient de subventions moindres provenant d'un nombre de sources plus élevé et doivent dès lors consacrer plus de ressources à la récolte de fonds et à l'administration (Tableau 3) ;

Tableau 3: Taille moyenne des subventions				
	Org. actives au niveau régional		Org. actives au niveau international	
	N	Moyenne	N	Moyenne
1995	77	\$26.443	68	\$41.540
2000	92	\$34.108	75	\$41.529
2005	127	\$28.189	98	\$29.759

• Finalement, ces organisations obtiennent la majorité des financements de fondations privées et d'ONG internationales (comme la Fondation Ford ou Oxfam) et non des gouvernements (voir la liste des vingt donateurs les plus importants, graphiques 35 – 38). Malgré son rôle important joué depuis longtemps pour les organisations de défense des droits de la femme, la Fondation Ford a également mis un terme à une grande partie de ses financements des activités de base à long terme. Dans un avenir proche, de nombreuses organisations devront trouver de nouvelles sources pour ce type de financement d'importance.

Graphique 35

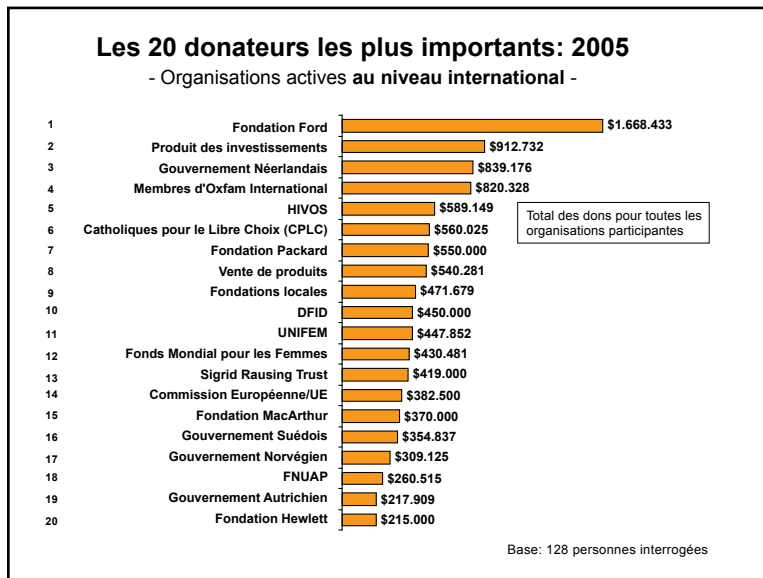


Graphique 36



Graphique 37





.....

Ce chapitre a mis en exergue les sources de financement, les défis ainsi que les tendances pour les organisations et les mouvements de défense des droits de la femme partout dans le monde. Dans le chapitre suivant, nous examinons la dynamique de chaque secteur en matière de financement afin d'expliquer pourquoi les financements pour la défense des droits de la femme augmentent dans certains secteurs et diminuent dans d'autres. Le chapitre suivant fournit des exemples spécifiques d'obstacles particuliers ou de nouvelles opportunités de financement pour les organisations et les mouvements de défense des droits de la femme dans le monde.

Chapitre 3

Où se trouve l'argent pour les droits des femmes... et comment y accéder?

Introduction

Où se trouve l'argent pour les mouvements de femmes et le travail en faveur des droits des femmes? Les sources de financements pour faire avancer l'égalité entre les sexes sont-elles en train de se tarir ou d'autres financements deviennent-ils accessibles? Pour répondre de manière efficace à ces questions, l'AWID a suivi la piste de six secteurs de financement depuis 2005, à savoir:

- Les agences bilatérales et multilatérales de développement;
- Les organisations non gouvernementales internationales (ONGI);
- Les fonds pour les femmes;
- Les grandes fondations privées;
- Les donateurs individuels et les petites fondations privées; et
- La philanthropie d'entreprise.

Chacun de ces secteurs possède une dynamique et des institutions qui lui sont propres et n'a pas toujours eu le même comportement au cours des années. Dans les pages suivantes, nous ferons l'analyse et nous nous attarderons sur certains changements survenus dans leurs structures, leur politique, leur stratégie et leur approche de l'attribution de financement en faveur des droits des femmes. Au long de ce chapitre, nous examinerons quels sont les défis que doivent relever les organisations de femmes afin de capter ces fonds ainsi que les nouvelles opportunités qui se présentent à elles avec l'émergence de nouvelles sources de financement pour les droits des femmes et les organisations de femmes à travers le monde.

Les agences bilatérales et multilatérales de développement

L'AOD est une source importante de financement pour le travail en faveur de l'égalité entre les sexes

Les agences bilatérales et multilatérales de développement fournissent des programmes de développement et des fonds, et interviennent dans le transfert des aides publiques provenant de l'Assistance officielle au développement (AOD). Au nombre de ces agences, citons: l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, la Banque interaméricaine de développement et d'autres dont les sigles nous sont bien connus, tels que DFID, SIDA, NORAD, DANIDA, et UNIFEM.

L'AOD est une source importante de financement pour le travail en faveur de l'égalité entre les sexes: l'AOD a été le financeur le plus souvent mentionné dans les réponses données à l'enquête de l'AWID sur les sources de revenus en 2005 (35%, un peu en baisse cependant par rapport à 2000); en outre, le financement bilatéral et multilatéral constitue 23% dans l'ensemble des revenus déclarés en 2005 à l'enquête de l'AWID, situation inchangée depuis 2000.

Selon notre enquête, en 2005, les premiers bailleurs de fonds dans le cadre de l'aide bilatérale et multilatérale pour les organisations de défense des droits des femmes à travers le monde ont été: le gouvernement néerlandais (le plus généreux), suivi du gouvernement suédois, la Commission européenne, le gouvernement norvégien, le gouvernement danois, UNIFEM et USAID, tous apparaissant dans la liste dressée par l'AWID des vingt meilleurs donateurs.

Sans nier l'importance que revêt l'aide de l'AOD pour le domaine de l'égalité entre les sexes, il est clair qu'elle ne représente qu'une minuscule partie du volume total de l'AOD, si l'on considère les points suivants:

- En 2005, l'AOD fournie par les membres du CAD (Comité d'aide au développement) a atteint le record de 106,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 32% par rapport à l'année précédente (les États-Unis ayant été le donateur le plus important, suivis par le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France)¹;
- Cette augmentation considérable s'explique par l'importance de l'aide humanitaire distribuée aux populations victimes du tsunami, la non moins négligeable "assistance non militaire" fournie à l'Afghanistan et à l'Irak, et l'aide au paiement de la dette, en faveur du Nigeria et de l'Irak en particulier²;
- Concernant les autres secteurs, l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) destinée à l'éducation a été de moins de 6 milliards de dollars, et de 3,6 milliards pour la santé, de même que l'attribution pour le secteur "transport et stockage"³ a été de 5 milliards de dollars;
- Des 27,6 milliards de dollars que le gouvernement américain a consacré à l'AOD, presque un tiers a été envoyé en Irak et en Afghanistan pour leur reconstruction et d'autres programmes incluant la lutte contre le trafic de drogue en Afghanistan.⁴

1 OCDE, 2007, Données finales sur l'AOD pour 2005, <http://www.oecd.org/dataoecd/52/18/37790990.pdf>

2 OCDE, 2007, Ibid.

3 OCDE, Statistiques Engagements bilatéraux officiels par secteur <http://stats.oecd.org/wbos/default.aspx?DatasetCode=TABLE5>

4 OCDE, 2007, Données finales sur l'AOD pour 2005

À la lecture de ce qui précède, on comprend mieux où l'argent des contribuables des pays de l'OCDE est allé. Mais derrière ces chiffres se cachent encore d'autres réalités. C'est ainsi qu'en dépit de l'existence de campagnes mondiales massives pour l'annulation de la dette (dont celle d'Action mondiale contre la pauvreté, et les déclarations tapageuses et les promesses faites au sommet du G-8 à Gleneagles), les fonds destinés à l'allègement de la dette représentent à peine 1% de l'augmentation de l'aide⁵. En 2005, sans compter l'annulation de la dette du Nigeria, l'assistance au développement en direction de l'Afrique sud-saharienne a baissé de 1,2% en termes réels.⁶

En dépit de l'existence de campagnes mondiales massives pour l'annulation de la dette (dont celle d'Action mondiale contre la pauvreté, et les déclarations tapageuses et les promesses faites au sommet du G-8 à Gleneagles), les fonds destinés à l'allègement de la dette représentent à peine 1% de l'augmentation de l'aide

Combien de ces financements sont destinés à la lutte pour l'égalité entre les sexes? Comme le rapport de l'AWID de l'année dernière le montrait, seulement une petite partie de l'AOD comporte un "marqueur de genre"⁷ permettant de savoir quelles aides ont pour finalité l'égalité entre les sexes. En d'autres termes, il est difficile d'évaluer les sommes que les gouvernements dépensent effectivement pour contribuer aux progrès de l'égalité de genre. Pour la période 1999–2003, en moyenne, seulement 0,1% des financements est allé, de manière explicite, aux "actions de développement en faveur des femmes", et 3,6 milliards de dollars d'aide ont été attribués à des programmes dont l'un des objectifs ou l'objectif principal était la promotion de l'égalité entre les sexes. En ce qui concerne les chiffres 2004-2005, de nouvelles données de l'OCDE indiquent que les fonds de l'AOD entrant dans la catégorie égalité de genre s'élèvent à 7,5 milliards de dollars. Cette augmentation est due non seulement à l'effet du taux de change (il n'y a donc pas d'accroissement en termes réels) mais aussi à l'imputabilité des fonds, du fait qu'un grand nombre de donateurs utilisent davantage le marqueur de genre au moment de rendre compte de la destination de leurs aides.⁸

Le financement des ONG

De plus, la majorité des fonds de l'AOD passe directement du gouvernement donateur au gouvernement du pays en développement. Comme l'indique le tableau ci-dessous, des 106,8 milliards de dollars dépensés en 2005, une part réduite est allée aux organisations non gouvernementales: 1,8 milliard aux ONG nationales dont le siège se trouve dans les pays de

5 The FP Index: Ranking the Rich, septembre/octobre 2006 http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=3547

6 Ibid.

7 Au cours de la dernière décennie, de nombreuses agences de développement ont utilisé une méthodologie pour repérer combien de mouvements de fonds sont liés au domaine de l'égalité entre les sexes, consistant à appliquer ce qui a été appelé "un marqueur de genre". Des aides distribuées au secteur social, environ la moitié est assortie de cet indicateur. Les bureaucrates des agences donatrices indiquent dans leurs rapports de comptes sur l'aide (combien a été donné et pour quelle finalité) face à chaque projet ou dépense, si son objectif principal ou l'un de ses objectifs est la promotion de l'égalité entre les sexes.

8 Statistiques et analyses fournies par le bureau des statistiques de l'OCDE.

l'OCDE (la plupart du Nord) pour une aide au développement outre-mer, plusieurs d'entre-elles reversant des fonds aux organisations du Sud. Seulement 595 millions de dollars furent affectés directement aux ONG internationales (dans d'autres pays de l'OCDE ou du Sud).⁹

En 2005, l'aide de la Commission européenne versée aux ONG a été

Tableau 1

DONATEUR	Financement des ONG nationales des pays de l'OCDE (en millions de dollars)					Financement des ONG internationales (en millions de dollars)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2000	2001	2002	2003	2004	2005
ALLEMAGNE							3,06	4,47	7,17	1,22	9,8	13,57
AUSTRALIE	0,3	0,71	0,33	0,89		4,16		0,09	4,29	0,29	3,39	7,16
AUTRICHE	1,73	1,81	0,95	0,14	0,16	0,35	0,46	0,47	0,81	1,11	1,32	1,22
BELGIQUE	85,52	5,14	3,21	2,34	23,06	19,9	0,91	8,26	7,31	5,05	6,62	0,11
CANADA	168,61	168,39	165,32	0,66	1,34	31,4	34,01	31,67	36,22	12,89	17,57	21,21
DANEMARK	3,32	9,25	5,77	12,36	11,21	55,59						
ESPAGNE	1,62	5,99	4,56	6,9	6,95	7,31	0,59	1,85		1,94	1,54	0,83
FINLANDE	3,9	4,27	4,94	6	6,8	7,08	1,1	1,81	1,64	1,81	1,84	1,38
FRANCE	28,94	27,21	29,48	28,17	35,45	39,6				5,85	14,87	7,7
GRECE					0,11							
IRLANDE	13,4	27,6	48,4	74,1	95,11	129,82	20,65	10,37	14,14	29,61	43,38	49,87
ITALIE	27,89	84,03	43,25	34,14	45,25	52,74	7,38	6,01		5,65		16,65
JAPON	212,41	178,89	143,1	187,68	248,82	128,76	74,8	93,33	93,75	142,44	135,17	154,07
LUXEMBOURG	2,1	0,84	1,72	26,06	28,31	33,1	0,36				0,55	4,9
NORVEGE							6,88	7,36	7,7	17,13	16,91	18,55
NZELLE ZELANDE	4,17	4,89	6,78	11,07	12,47	13,93	0,61	0,96	1,21	1,53	2,39	4,4
PAIS-BAS	638	309,75	430,65	601,54	657,73	674,13		24,61	10,94	34,63	7,4	3,9
PORTUGAL	1,37	1,89	2,37	0,65	3,58	5,73	0,12	0,34	0,39	0,23	0,25	0,26
ROYAUME-UNI	168,61	189,33	226,19	268,34	428,82	394,26	50,89	37,55	77,51	60,19	263,84	228,3
SUEDE	105,79	85,17	89,89	105,03	137,1	134,27	1,31	1,4	1,75	1,73	2,4	3,35
SUISSE	32,15	32,39	39,25	46,73	50,07	47,51	39,83	40,31	44,19	51,23	63,05	57,67

Statistiques OCDE, 2007

de 877 millions de dollars, soit 9% du total des fonds distribués et dont 50% a été consacré à l'aide humanitaire et aux opérations de secours. Ceci indique clairement que la Communauté européenne voit avant tout dans les ONG des intervenants en situations d'urgence, de crise ou de catastrophe naturelle. Il n'y a pas d'information sur le budget alloué par la Commission aux ONG travaillant sur le terrain des droits des femmes.¹⁰

L'information disponible révèle que les montants de l'AOD versés directement aux ONG sont en augmentation en termes réels. Bien que plusieurs pays réduisent leurs aides aux ONG (notamment la Belgique, la Suisse et le Royaume-Uni), d'autres (comme les Pays-Bas) financent davantage leurs ONG nationales qui opèrent à l'échelle internationale, et par conséquent, diminuent leurs aides en direction des ONG locales ou des acteurs de la société civile situés hors des frontières du pays donateur. Ces bailleurs de fonds sont donc beaucoup moins directement présents auprès des ONG du Sud qu'auparavant, ce qui constitue un changement notable de situation.

Dans les années 1980 et 1990 l'AOD aux ONG avait augmenté considérablement, investir dans ce secteur étant considéré favorable du point de vue politique quel qu'il soit. Pour les gouvernements de droite (sous l'égide de Reagan et Thatcher) aider les ONG faisait partie d'une

⁹ Hors les financements provenant du gouvernement des États-Unis.

¹⁰ Concorde, 2006, The Truth behind the Figures: what the Official Figures tell Us about European Community Aid and NGOs, Confédération Européenne des ONG d'Urgence et de Développement, mai 2006. (<http://www.concordeurope.org/download.cfm?media=pdfUK&id=1460>)

La majorité des fonds de l'AOD passe directement du gouvernement donateur au gouvernement du pays en développement

stratégie globale visant à diminuer les prérogatives de l'État, à privatiser et décentraliser la prestation de services. Pour d'autres gouvernements, de centre ou centre-gauche, financer les ONG entrainés dans le cadre du mouvement général pour le développement participatif et le soutien des processus de démocratisation et de renforcement de la société civile.¹¹ Récemment, le climat a changé, les membres du CAD insistent désormais sur l'importance de travailler directement avec les gouvernements récipiendaires (voir plus bas le débat sur l'efficacité de l'aide). De toute évidence, les fonds de l'AOD (bilatérale autant que multilatérale) versés aux ONG du Sud transitent de plus en plus par des bureaux situés dans le pays en développement (par exemple, de nombreux pays donateurs européens et l'Union européenne, bien qu'en petites quantités), tandis que les grandes ONG internationales continuent de recevoir la part du lion de l'aide destinée aux ONG dans leur ensemble. Ces grandes organisations, n'augmentent pas nécessairement leurs contributions en faveur des organisations de défense des droits des femmes.

Cette dialectique de financement Nord-Sud à l'intérieur de la communauté des ONG devient chaque jour plus contraignante. Comme la partie consacrée aux ONG internationales (p. 69) l'explique, les ONG internationales du Nord sont de plus en plus soumises à des questionnements quant à leur légitimité, leur efficacité et la transparence de leur gestion. De manière croissante, les ONG internationales sont perçues comme des freins au développement de la société civile dans les pays en développement, par les ONG locales avec lesquelles elles entrent en concurrence dans la course aux ressources (humaines et financières) et aux espaces politiques. Les ONG internationales tiennent toujours fermement les cordons de la bourse, d'où la répartition inégale du pouvoir entre les ONG du Nord et celles du Sud.¹²

Comme notre enquête l'a révélé, les organisations de femmes rencontrent de plus en plus de difficultés depuis 1995 et 2000 à obtenir des fonds de l'AOD pour soutenir leur travail lié aux droits des femmes. Que s'est-il passé exactement? Les pages qui suivent tentent d'analyser certaines des dynamiques internes et externes qui entrent en jeu au moment de promouvoir une approche d'égalité de genre qui aiderait à donner leur place aux organisations qui la défendent dans l'assistance au développement.

11 Agg, Catherine, 2006, Trends in Government Support for Non-Governmental Organizations: Is the "Golden Age" of the NGO Behind Us?, UNRISD, Juin 2006

12 Ibid.

Les enjeux au sein des agences

a) Les actions pour l'intégration de la dimension de genre

Au cours des dix dernières années, la qualité et la quantité des financements destinés aux organisations de défense des droits des femmes à travers le monde ont connu une baisse considérable. Les agences bilatérales comme ACDI du Canada, le gouvernement des Pays-Bas, SIDAde Suède et NORAD de Norvège, bailleurs de fonds traditionnels des organisations de femmes, ont réduit leur soutien aux ONG. Ce recul se doit en grande part à une nouvelle orientation des stratégies d'intégration du genre dans les politiques et les programmes, donnant la priorité à son approche transversale. Malgré quelques succès, de nombreux bailleurs de fonds de l'OCDE constatèrent que, dans la pratique, l'intégration des considérations liées au genre avait souvent conduit à la déliquescence des projets: une bonne politique ne conduit nulle part sans un programme fort ou de bons financements; d'où la diminution des aides aux femmes sur le terrain.

En d'autres termes, le concept de "gender mainstreaming" - l'intégration de l'égalité de genre dans toutes les actions et politiques et par tous les acteurs concernés -, a été mal compris et appliqué de manière erronée. En 1995, quand l'approche intégrée de l'égalité des hommes et des femmes a été inscrite dans la plate-forme d'action de Beijing puis reprise par les institutions publiques du monde entier, elle se voulait une double stratégie visant certes à intégrer l'égalité de genre dans toutes les actions et programmes mais aussi, spécifiquement, à promouvoir l'autonomisation des femmes. Mais ce deuxième aspect ayant été quelque peu gommé, la notion de mainstreaming s'en est trouvée fortement dépolitisée. Il ne s'agit plus aujourd'hui que d'un simple instrument technique que quiconque, pourvu d'un outil ou deux, et désireux de se targuer de "féministe", peut appliquer dans la préparation ou la mise en œuvre d'un projet (consulter ou embaucher quelques femmes par exemple).

En ignorant les enseignements clés de l'expérience du changement institutionnel, les approches purement techniques de l'intégration de la dimension de genre ont souvent conduit à faire de l'engagement pour l'égalité entre les sexes une peau de chagrin, dont le rétrécissement peut se mesurer à l'aune de l'inadéquation des équipes, des revirements de politiques, de l'insuffisance des ressources ou des moyens pour les obtenir, du manque de mobilisation pour créer des dynamiques et de la faiblesse des mécanismes de gestion et de suivi. Selon une étude récente de l'OCDE-CAD, "presque tous les membres du CAD déclarent mener une politique d'égalité de genre, et nombre d'entre eux l'ont renforcée depuis 1999. Mais quasiment aucun ne dispose du personnel, du budget

Financent davantage leurs ONG nationales qui opèrent à l'échelle internationale, et par conséquent, diminuent leurs aides en direction des ONG locales ou des acteurs de la société civile situés hors des frontières du pays donateur

ni des compétences de gestion nécessaires à sa mise en œuvre. La langue de bois fonctionne bien, mais il y a loin de la coupe aux lèvres.”¹³

L’argument de Goetz et Sandler est que les appareils bureaucratiques ne réagissent qu’aux crises et à l’urgence. Contrairement aux thèmes environnementaux, les problèmes des droits des femmes n’ont jamais été perçus par l’opinion publique ou les institutions comme étant “de vie ou de mort” ou susceptibles de produire une “paralyse de l’économie”. Cette indifférence explique que des stratégies inappropriées d’intégration du genre s’effondrent à la moindre velléité de revendication féministe.

Les auteurs mentionnés font la mise en garde suivante, au sein même des Nations Unies:

“...nous avons sous-estimé le niveau d’expertise technique qui était nécessaire pour construire l’égalité de genre – ce n’est pas d’un simple trait de plume que l’on peut transformer un bureaucrate débordé en un pôle de rayonnement de l’égalité entre les sexes. Nous avons sous-estimé l’indifférence – voire l’hostilité – qui ont créé des résistances à tous les échelons. Mais surtout, nous avons sous-estimé ou mal compris la logique bureaucratique qui s’emploie à feutrer et à désamorcer toute menace aussi infime soit-elle. En nous contentant de la possibilité de jouer un rôle de catalyseur, d’être les fers de lance de projets pilotes qui devaient inciter les autres à les reproduire et à les amplifier, nous avons fait un marché de dupes; Ce n’est pas ainsi que la bureaucratie change. Nous avons été assimilées alors que nous visions à nous infiltrer et à influencer.”¹⁴

Leurs voix se mêlent au chœur des autres défenseurs de l’égalité de genre qui veulent rattraper le temps perdu à tenter de convaincre par les mots et les idées au lieu d’agir. Pour beaucoup, le temps est venu de “s’appuyer sur les acquis de l’approche intégrée de l’égalité entre les sexes, mais d’aller plus loin et de dire ce que nous voulons vraiment: il s’agit d’une lutte pour les droits des femmes et c’est une lutte qui doit être menée à partir des forteresses que représentent les mouvements et les organisations de femmes.”¹⁵

13 Mason, Karen, 2006, The Approach of DAC Members to Gender Equality in Development Co-operation: Changes since 1999, produit pour l’OCDE-CAD Gendernet.

14 Anne Marie Goetz et Joanne Sandler, 2007, “Should we SWAp Gender” en Cornwall, Harrison and Whitehead, Feminisms and Development: Contradictions, Contestations and Challenges, Zed Books, p. 167

15 Ibid, p. 172

b) Mesure et définition du succès

Dans le même esprit, lorsque l'on demande aux responsables d'organismes de défense des droits des femmes quel est leur principal grief contre les bailleurs de fonds, leurs réponses mentionnent fréquemment la manière dont le travail pour l'égalité de genre est valorisé, mesuré et évalué, et le sentiment quasi général est que "les outils de conception et de planification (*logframes*) et les échéances triennales d'achèvement des projets sont incompatibles avec les stratégies d'autonomisation des femmes". Depuis une quinzaine d'années, les organismes bilatéraux et multilatéraux ont acquis la réputation d'abreuver les organisations de droits des femmes, dans le monde entier, d'exigences tatillonnes – et apparemment superfétatoires – concernant l'évaluation des résultats de leurs projets. Des modèles linéaires et souvent apolitiques de transformation sociale ou de développement imprègnent encore leurs discours et les outils d'évaluation proposés. La mise en avant "d'indicateurs" est souvent synonyme d'approches techniques appliquées à des problèmes sociaux et politiques complexes. Mais les forces externes et inévitables du changement (telles que les mouvements politiques, les catastrophes naturelles ou les crises financières) relèvent bien davantage du domaine de l'imprévu et du chaos que les outils centralisés et linéaires de planification et d'évaluation ne le suggèrent.

Cependant, le "succès" d'un projet, est souvent défini en termes de résultats mesurables et quantifiables même si nous savons bien que dans la vie "tout ce qui compte ne peut pas toujours être compté". Ceci est particulièrement vrai si nous voulons construire des mouvements forts. Pour les décrire et en rendre compte en termes de "projets" et d'indicateurs de résultats, des paramètres tels que les opportunités saisies, les dangers évités, les relations créées et les comportements modifiés seraient plus pertinents. Or, aux yeux de nombreux donateurs, ces indicateurs des progrès sont subjectifs et non vérifiables. Mais, si l'on comptabilise le nombre de femmes parlementaires ou le nombre de femmes qui dénoncent des actes de violence, sommes-nous plus près d'avoir identifié ce qui va, de manière tangible, apporter plus d'équité dans la vie des femmes pauvres?

Plus encore, le "succès" que de nombreux défenseurs des droits des femmes ont été capables de démontrer à leurs bailleurs de fonds n'a été, dans la plupart des cas, que celui de leurs propres efforts pour tenir le cap d'une politique, d'un programme ou d'un budget, au cœur de la tourmente conservatrice. Attendu les dynamiques du pouvoir et du changement, ne pas "reculer" peut également être considéré comme une avancée. Mais les mécanismes institutionnels bureaucratiques n'ont pas la capacité d'appréhender le caractère multidimensionnel du changement,

Les agences bilatérales comme ACDI du Canada, le gouvernement des Pays-Bas, SIDA de Suède et NORAD de Norvège, bailleurs de fonds traditionnels des organisations de femmes, ont réduit leur soutien aux ONG

Les outils de conception et de planification (logframes) et les échéances triennales d'achèvement des projets sont incompatibles avec les stratégies d'autonomisation des femmes

en d'autres termes et plus précisément, les modifications de politiques ou les sauts quantitatifs ne sont pas les seuls ni même toujours les meilleurs indicateurs du changement. Srilatha Batliwala, dirigeante du mouvement des droits des femmes et universitaire féministe propose de retourner à l'origine de la raison pour laquelle nous mesurons le changement:

"Mesurer le changement peut être un outil puissant pour renforcer notre efficacité mais seulement si cela permet d'apprendre, de se colleter avec la complexité croissante des forces du changement et de reconstruire nos théories sur le changement et le développement. Le temps est venu d'examiner les mythes et les réalités qui entourent la mesure du changement social et de remettre en question la raison pour laquelle nous effectuons cette mesure, seulement alors commencera-t-elle à avoir un sens".¹⁶

Autre défi: le changement des règles du jeu

a) L'efficacité de l'aide: le nouveau cadre de l'assistance au développement

Les nouvelles modalités d'assistance, dont l'appui budgétaire et les approches sectorielles (SWAp), visent à réduire les coûts de distribution des aides et à canaliser l'assistance au développement directement vers les gouvernements bénéficiaires, dans l'espoir de résultats patents. Elles sont conçues pour aligner l'assistance au développement sur les priorités déterminées par les pays en la matière et regrouper les aides de diverses sources en un apport unique et direct aux budgets et aux programmes nationaux.

Cette nouvelle orientation émane de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), souscrite par les pays de l'OCDE-CAD et les pays en développement partenaires; elle met de l'avant cinq principes qui régiront désormais les modalités d'acheminement et de gestion de l'aide:

- Appropriation: les pays partenaires exercent une maîtrise réelle sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement;
- Alignement: les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires;
- Harmonisation: les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective;

¹⁶ Batliwala, Srilatha, "Measuring Social Change: Assumptions, Myths and Realities", Alliance, Volume 11, No 1, mars 2006.

- Gestion axée sur les résultats: gérer les ressources et améliorer les processus de décision en vue d'obtenir des résultats
- Responsabilité mutuelle: les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement.¹⁷

La Déclaration de Paris, qui explique en détails “l’agenda de l’efficacité de l’aide”, est le dernier d’une longue liste de cadres opérationnels proposés dans le domaine du développement international, depuis la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement tenue en l’an 2002 à Monterrey. Il vise à créer une cohérence entre l’aide, le commerce et les politiques de marché mais fait très peu pour cibler l’aide plus directement sur “les besoins des plus pauvres, mettant fin aux politiques économiques néfastes actuellement liées à l’aide et assurant la gouvernance démocratique des institutions financières internationales.”¹⁸

L’égalité entre hommes et femmes n’est mentionnée qu’une fois (point 42) dans la section sur l’évaluation environnementale comme l’un des domaines transversaux à ne pas négliger. De fait, la Déclaration de Paris ne spécifie pas le contenu des priorités de développement, hormis un engagement de renforcer l’application d’études d’impact sur l’environnement (EIE). La plupart des donateurs ne voient dans la Déclaration de Paris qu’un document technique neutre qui souligne les principes et les mécanismes visant à rendre l’aide efficace, oblitérant tout problème de fond. Un représentant de gouvernement, membre d’un groupe de travail d’une réunion sur l’efficacité de l’aide, en mars 2007, a déclaré que “les questions de genre, d’environnement et de droits humains sont un fait acquis” et par conséquent, ne sont pas explicitement mentionnées. Dans le meilleur des mondes, les gouvernements pourraient faire de l’égalité entre les sexes l’un des véritables indicateurs de l’efficacité de l’aide, quoi qu’il en soit, ils devraient au moins reconnaître qu’un instrument politique n’est jamais neutre. Tout processus de mise en œuvre sera toujours traversé par la discrimination de genre, les violations des droits de humains et la dégradation environnementale.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) font partie inhérente des nouvelles modalités d’aide en ce qu’ils établissent une série d’objectifs en termes monétaires; l’assistance au développement étant censée contribuer à atteindre les objectifs fixés. Les détracteurs des OMD déplorent le fait que les conférences des Nations Unies des années 1990 et leurs déclarations qui ont fait date – de Rio à Beijing et au-delà – semblent avoir été sciemment jetées aux oubliettes par les

Le temps est venu d’examiner les mythes et les réalités qui entourent la mesure du changement social et de remettre en question la raison pour laquelle nous effectuons cette mesure

¹⁷ <http://www.aidharmonization.org/ah-overview/secondary-pages/editablekey=205>

¹⁸ Voir: Reality of Aid: http://www.realityofaid.org/rchecknews.php?table=rc_jan07&id=3

gouvernements qui n'en ont tiré qu'un paquet de mesures simplistes que sont les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les OMD trahissent un recul par rapport aux engagements pris préalablement concernant les droits des femmes, tandis que certains des pays dits en développement ont déjà atteint une partie des objectifs fixés.

Bien que le troisième OMD (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) fasse référence à l'égalité de genre au sens large, la cible spécifique proposée aux gouvernements est d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation, omettant les nombreux autres aspects cruciaux de la lutte pour l'égalité entre les sexes. En fait, l'éducation des filles était le premier des objectifs non atteint en 2005, résultat qui ne semble pas cependant avoir déclenché les inquiétudes ni donné lieu à une réorientation des stratégies. Dans aucun des 13 rapports pays sur les OMD examinés en 2003, l'égalité de genre n'était présente en tant que thème transversal, continuant d'être vue par le petit bout de la lorgnette¹⁹. Même si les OMD ont contribué à élever la question de l'égalité entre les hommes et les femmes au rang des éléments clés du développement, elle demeure traitée comme le parent pauvre, aux propres dires de fonctionnaires des Nations Unies. Tout aussi décourageant est le fait que l'aide ciblée dans les pays de bas revenu est bien loin d'être à la hauteur des discours avec moins d'un cinquième de l'aide dirigée aux actions liées aux OMD.²⁰

Plusieurs bailleurs de fonds admettent eux-mêmes que les nouvelles modalités ont rendu plus difficile le travail en faveur de l'égalité entre les sexes parce qu'elles sont rarement conçues pour assurer un suivi et une évaluation adéquats des actions dans ce domaine, ni mises en œuvre selon des stratégies explicites de réduction des inégalités entre les sexes.²¹ À cela s'ajoutent des problèmes de personnel et de structures, car le nombre de conseillers spécialistes des questions de genre ne permet pas de répondre aux besoins des pays dans ce domaine²².

Selon le rapport sur la réalité de l'aide:

"...les stratégies nationales de développement, y compris celles du CSLP (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté), intègrent rarement la dimension de genre dans leurs critères de référence de prise en considération de la sexospécificité. L'alignement sur les stratégies

19 Plus encourageant cependant, et à la suite d'actions de pression politique par des groupes d'activistes des droits des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, une nouvelle cible a été introduite avec l'approbation de l'Assemblée générale en 2006: garantir l'accès universel à la santé en matière de procréation à l'horizon de 2015. Cette cible devrait être incluse dans le suivi et l'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, bien que les États-Unis en aient seulement pris note, sans l'affirmer.

20 Reality of Aid, 2006, p. 232, calcul basé sur des données de l'OCDE-CAD.

21 UNIFEM, Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships, mars 2006

22 Mason, Karen, 2006, ibid.

nationales va signifier que les financements ne répondront pas aux besoins des actions pour l'égalité entre les sexes. De la même manière, les difficultés inhérentes à l'harmonisation des pratiques de divers donateurs pour des approches programmatiques, ne manqueront pas de résulter en une dilution de la politique de genre ...”²³

En outre, les nouvelles modalités ont favorisé les approches sectorielles (santé, éducation ou réformes et stratégies financières) court-circuitant les stratégies transversales telles que la promotion de l'égalité entre les sexes.²⁴ Les approches sectorielles ont donné de tellement bons résultats que certains spécialistes en sont venus à se demander – mi-figue, mi-raisin –, si l'on ne devait pas procéder à la “sectorisation” du genre²⁵

Pourtant, selon un rapport de l'OCDE, “les pratiques jugées efficaces par certaines agences sont celles qui impliquent un partenariat avec les organisations de la société civile au sein des pays visant à renforcer la demande d'actions de promotion de l'égalité entre les sexes dans les pays partenaires”²⁶. Cette pratique est cependant moins répandue parmi les agences bilatérales qui se sont ralliées plus tardivement (après 1995) à la cause de l'égalité de genre et qui forment le vivier des donateurs émergents.

Les dirigeantes des mouvements pour les droits des femmes dans les pays partenaires n'en reconnaissent pas moins l'existence d'une multitude d'écueils pour la société civile au moment d'appliquer les principes de la Déclaration de Paris. C'est ainsi que, selon L. Muthoni Wanyeki:

“Les opérations de financement et les initiatives en matière de transparence liées au genre qui ont vu le jour à partir de la société civile, même si elles ont obtenu l'appui de différents ministères ou organes du gouvernement, demeurent très fragiles... La liberté d'information et le renforcement des capacités en matière de gestion budgétaire font partie des demandes qui n'ont pas été toujours traitées quand les bailleurs de fonds ont discuté de l'amélioration des systèmes de financement et de leur transparence dans le domaine de la lutte contre la pauvreté (CLSP). En résumé, en ce qui concerne “l'appropriation”, il y a de sérieux problèmes du côté des donateurs pour envisager ce que cela peut bien vouloir dire au-delà du processus de CSLP. Du point de vue du CSLP lui-même, la société civile et le gouvernement ont également de graves problèmes de mise en oeuvre et de suivi.”²⁷

Dans le meilleur des mondes, les gouvernements pourraient faire de l'égalité entre les sexes l'un des véritables indicateurs de l'efficacité de l'aide, quoi qu'il en soit, ils devraient au moins reconnaître qu'un instrument politique n'est jamais neutre

23 Reality of Aid, “Reality Check? The Paris Declaration: Towards Enhanced Aid Effectiveness?” Reality of Aid, Philippines, Janvier 2007, p 18

24 DAC Network on Gender Equality, Paris Declaration Commitments and Implications for Gender Equality and Women's Empowerment, DCD/DAC/GEN (2006)1

25 Goetz et Sandler (2007).

26 Mason, Karen, 2006. *ibid.*

27 Wanyeki, Muthoni, “Implementing the Paris Declaration: A Southern Civil Society Experience An Address by L. Muthoni Wanyeki, FEMNET, Kenya, Atelier organisé sous l'égide du Conseil canadien pour la coopération internationale, Ottawa, 25 mai 2006”, Publié dans Reality Check? The Paris Declaration: Towards Enhanced Aid Effectiveness? Reality of Aid, Philippines, janvier 2007 p. 22

En général, il y a un énorme fossé entre l'importance déclarée d'une société civile forte et indépendante pour l'efficacité de l'aide (la Déclaration de Paris parle d'une société civile capable de demander des comptes aux gouvernements) et le soutien officiel direct que cette même société civile reçoit des donateurs, qu'il s'agisse d'assistance bilatérale ou multilatérale.

Plusieurs tendances liées aux nouvelles modalités mises en place pour la distribution de l'aide devraient être soulignées:

- En raison du fait que la Déclaration de Paris met l'emphase sur l'utilisation par les donateurs des "systèmes nationaux consolidés", y compris pour le financement des ONG, de nombreuses ONG locales ont vu leur accès aux fonds de l'AOD se réduire, en particulier celles qui sont indépendantes et critiques du gouvernement de leur pays dont, difficilement, elles recevront les subventions.
- Les financements des gouvernements récipiendaires en direction des ONG prend souvent la forme de sous-traitance, faisant jouer aux ONG le rôle de maître d'œuvre, d'exécutants ou de prestataires de services. Dans cette situation, comme dans la précédente, les ONG perdent la capacité de jouer le rôle qui leur est dévolu, celui de veiller à la responsabilité et à la transparence des gouvernements concernant l'utilisation des ressources affectées au développement.
- La plupart des pays à revenu moyen ne sont pas éligibles pour recevoir les financements de l'AOD, pourtant, dans ces pays, les organisations de femmes ont encore de grandes batailles à livrer, contre les violations des droits humains des femmes dans les domaines des droits génésiques, du travail et de la violence à leur égard, entre autres;
- Le groupe Banque mondiale semble être devenu le "champion" dans l'arène des nouvelles modalités de l'aide, absorbant de gros volumes d'aide des bilatéraux pour leur travail en faveur de l'égalité entre les sexes. La nouvelle stratégie de la Banque mondiale, *Gender equality as smart economics* (Égalité entre les sexes pour une économie intelligente) va coûter 24,5 millions de dollars en AOD pour "faire que les marchés fonctionnent pour les femmes (au niveau politique) et autonomiser les femmes pour qu'elles puissent être compétitives sur ces marchés (au niveau de l'agence)". Ce budget quadriennal va être employé pour réaliser des recherches et des statistiques prenant davantage en compte le genre; pour la production d'instruments financiers; pour la communication et la diffusion des résultats des recherches et des programmes spécifiques.²⁸

28 <http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/GAPNov2.pdf>

Pour les défenseurs des droits des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce type d'action ne semblait pas être la priorité des priorités, d'autant plus qu'il existe déjà une pléthore de rapports de recherches de la Banque mondiale elle-même sur les femmes et la pauvreté dont les résultats ont déjà été exploités.

b) Le gouvernement des États-Unis et le financement pour les droits des femmes

Un autre facteur externe, source d'enjeux pour les financements liés aux droits des femmes, est le rôle joué par le gouvernement de Bush. Les États-Unis étant en effet le plus grand donneur d'AOD en termes absolus, leur influence dans le domaine des droits des femmes – via l'aide au développement – mérite d'être analysée plus profondément. L'influence américaine se fait sentir 1) dans l'escalade des mesures de sécurité internationale et 2) dans les conditions léonines – d'ordre idéologique – imposées par le gouvernement des États-Unis pour accéder aux financements.

1) Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la politique sécuritaire menée par les États-Unis s'est imposée aux politiques étrangères de nombreux pays donateurs. Comme nous l'avons déjà mentionné, une partie importante de l'augmentation de l'AOD en 2005 est due à la présence de projets militaires dits de reconstruction, en Irak et en Afghanistan. Ceci dit, les dépenses de l'AOD sont une goutte d'eau dans l'océan des dépenses militaires du gouvernement américain, qui s'élèvent aujourd'hui à près de 10 milliards de dollars par mois en Irak et en Afghanistan. Selon le rapport sur la réalité de l'aide, les États-Unis ont dépensé pour la guerre en Irak, l'équivalent de 76 fois le budget total de l'AOD pour la santé, 196 fois celui dédié à l'éducation et 480 fois celui destiné aux problèmes de l'eau et à l'amélioration des conditions sanitaires dans le monde entier.²⁹

La mise en avant de la sécurité dans les préoccupations de l'assistance au développement international a relégué la lutte contre la pauvreté au rang des priorités secondaires: les fonds coulent à flot chez les donateurs vers les politiques étrangères de "guerre contre la terreur". En théorie, cela pourrait signifier des financements pour les organisations de défense des droits des femmes en Afghanistan et en Irak, particulièrement si l'on en croit les doctrines professées par les États-Unis et autres gouvernements occidentaux, à savoir que la lutte contre l'extrémisme islamique est une "lutte pour la démocratie et l'émancipation des femmes"; or il n'en est rien.

²⁹ The Reality of Aid 2006 report. Reality of Aid 2006 Facts and Figures.

Les organisations de femmes irakiennes et afghanes doivent se battre pour obtenir des ressources qui, la plupart du temps, sont absorbées par les ONG et les agences multilatérales.³⁰

2) Ces dernières années, les controverses et les débats ont fait rage concernant les conditions et restrictions de l'attribution de l'aide, imposées par un gouvernement Bush anti-avortement, anti-prostitution et pro-abstinence, restrictions qui, bien sûr, ont lourdement pénalisé financièrement les mouvements de femmes du monde entier. De nombreuses organisations de femmes ne verront pas – ou ne veulent pas voir par principe – la couleur de l'argent du gouvernement américain, soit en raison de la nature même des conditions, soit parce que ces clauses les obligeraient, pour bénéficier des financements, à changer les orientations de leur travail. Voici quelques exemples de l'influence négative du gouvernement des États-Unis sur les financements:

- En 2003, George W. Bush lançait le PEPFAR (President's Emergency Plan for AIDS Relief – Plan d'urgence du président en matière de lutte contre le SIDA), dont l'objectif est de distribuer 15 millions de dollars sur cinq ans à 15 des pays pauvres les plus touchés par la maladie. Vingt pourcent du budget doit être consacré à des programmes de prévention, dont un tiers doit être dépensé pour l'application de la stratégie "ABC" (Abstinence, Be Faithful, use a Condom - Abstinence, soyez fidèle, utilisez un préservatif), en d'autres termes, conseiller aux personnes de rester chastes jusqu'au mariage, de n'avoir qu'un seul partenaire sexuel, et éventuellement, en cas d'échec des deux premières recommandations, d'avoir recours aux préservatifs. Ces approches semblent ignorer combien, dans de nombreux pays, les femmes ont peu de pouvoir de négociation dans leurs relations sexuelles; la preuve en est le fait qu'en Afrique, aujourd'hui, les femmes mariées ou vivant en couple stable sont de plus en plus frappées par la maladie. Les recherches des Instituts de médecine montrent bien que les solutions fourre-tout n'aident en rien à endiguer une épidémie qui prend des visages différents selon les latitudes.³¹ Les pays doivent aussi prendre en compte, à des degrés différents selon les cas, le VIH et le SIDA chez les toxicomanes et dans la population homosexuelle, et ont besoin pour ce faire d'autres stratégies, plus adaptées que la méthode ABC. Selon un rapport récent de l'IGHLRC (Commission internationale pour les droits humains des gays et des lesbiennes), la politique de financement des donateurs en Afrique a eu des répercussions très négatives dans la population homosexuelle.³² L'approche en vigueur ne reconnaît pas l'autonomie sexuelle des individus en vertu de laquelle ils peuvent faire des libre choix concernant

30 Entretiens réalisés auprès de deux dirigeantes des droits des femmes en Afghanistan et en Irak, en 2006

31 United Press International, Analysis: Report blasts AIDS funding rules, by Olga Pierce, 30 mars 2007. http://www.upi.com/HealthBusiness/analysis_report_blasts_aids_funding_rules/20070330-053441-5425r/

32 Johnson, C.A., "Off the map: how HIV/AIDS programming is failing same-sex practising people in Africa", Commission internationale pour les droits humains des gays et des lesbiennes, 2007

leur sexualité, dans un contexte qui facilite l'accès à l'information et aux ressources nécessaires. De plus, les groupes de femmes sont arrivés à la conclusion que la violence à l'égard des femmes à l'intérieur et hors du mariage est le facteur principal de dissémination du virus et un problème majeur pour les femmes séropositives, raison pour laquelle ils demandent que les politiques d'aide visant à combattre le VIH/SIDA intègrent la perspective de droits humains des femmes.³³

- Début 2007, peu après que le nouveau directeur général, Margaret Chan, ait été nommée et qu'elle se soit engagée à faire de la santé maternelle et reproductive son cheval de bataille, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dû commencer à réajuster ses programmes sous la pression du gouvernement des États-Unis. Aujourd'hui, les préoccupations de l'OMS consistent à trouver des biais pour répondre au problème des risques liés à l'avortement et pour contourner les diktats pro-abstinence qui accompagnent les financements américains (le gouvernement Bush ayant mis en place la Politique de Mexico dite Global Gag Rule (Règle du Bâillon Mondial) qui prive de fonds les ONG impliquées dans le domaine de la planification familiale si leur travail a un quelconque rapport avec l'avortement). Des 2,8 milliards de dollars que représente le budget total 2004-2005 de l'OMS, seulement 15 millions ont été affectés à la santé des femmes tandis que 39 autres millions allaient aux actions visant à diminuer les risques de la grossesse. Les coupes sombres effectuées dans l'aide en faveur de la santé et des droits génésiques des femmes, font que les ONG locales se trouvent dépourvues d'argent, privées d'assistance technique et se voient interdites d'accès aux moyens et médicaments contraceptifs.³⁴

- Une autre des conditions récemment imposées par le gouvernement des États-Unis est que les groupes recevant des financements USAID doivent officiellement se prononcer contre la prostitution et la traite des femmes. Cette mesure a terriblement ébranlé les organisations de la santé et des droits des travailleuses sexuelles³⁵ qui ont été à l'avant-garde dans la mise en œuvre des stratégies de prévention les plus fructueuses de ces dernières années. Les fonctionnaires de USAID sur le terrain ont reçu la consigne d'éviter de travailler avec les "organisations qui défendent la prostitution en tant que choix professionnel ou qui soutiennent les projets de légalisation de la prostitution, ces organisations n'étant pas les partenaires convenables pour bénéficier – directement ou indirectement – des aides et contrats anti-traite de USAID"³⁶

33 En mars 2007, la campagne "Women Wont Wait" (Les femmes ne peuvent pas attendre) a été lancée contre la politique de financement du PEPFAR et d'autres bailleurs de fonds dans le domaine de la lutte contre le VIH/Sida. Consulter <http://www.womenwontwait.org>

34 Mardi 13 février, Women's Enews, "U.S. Clout Raises Worries for World Health Agency", par Bojana Stoparic

35 Open Society Institute Public Health Program, Sex Worker Health and Rights: Where is the Funding?, Projet sur la santé et les droits sexuels, juin 2006

36 Melissa Ditmore, "New U.S. Funding Policies on Trafficking Affect Sex Work and HIV-Prevention Efforts World Wide" Rapport SIECUS, Volume 33, Numéro 2, Printemps 2005, cité dans le Programme de Santé Publique de L'Open Society Institute (2006).

En 2005, le gouvernement des États-Unis a dépensé des sommes considérables (95 millions de dollars) pour des projets de lutte contre la traite des personnes dans le monde entier, mais principalement en Inde, en Russie, au Brésil, en Thaïlande et au Mexique. Selon le gouvernement américain, la finalité première de la traite transnationale est l'exploitation sexuelle, d'où le fait que 95% des fonds sont dirigés vers "la prévention (de la traite) et l'assistance aux victimes".³⁷ Cette approche est fortement contestée, car de nombreuses migrantes pour raisons économiques sont assimilées aux femmes victimes de la traite, les chiffres réels restant donc très incertains. L'année dernière, le gouvernement du Brésil, tout à son honneur, a rétorqué aux mesures coercitives de USAID, en refusant toute aide de sa part.

Nouveaux engagements et nouvelles possibilités de financement de l'aide bilatérale et multilatérale pour les organisations des droits des femmes

En dépit de la présence de nombreux obstacles quant à la mobilisation des ressources publiques pour les organisations et mouvements de droits des femmes, de nouvelles possibilités, de plus en plus nombreuses, voient le jour. De fait, 2007 et 2008 promettent d'être riches en ouvertures stratégiques favorables à la réactivation des financements. Cette vision optimiste repose sur le fait que de nombreuses agences bilatérales reconnaissent qu'il est indispensable de repenser les politiques d'intégration de la dimension de genre, attendu leurs lamentables performances à ce jour; également sur le fait que des féministes notoires sont aujourd'hui en poste au sein de diverses bureaucraties clés. Ces activistes se sont engagées à donner plus de force aux mouvements de femmes indépendants en tant que moteur central de l'efficacité réelle de l'aide et des progrès à l'échelon mondial de la gouvernance durable. Pour ce faire, des efforts sont déployés pour influencer les cadres des politiques ainsi que pour créer de nouvelles ressources financières pour les ONG de femmes.

En général, il y a un énorme fossé entre l'importance déclarée d'une société civile forte et indépendante pour l'efficacité de l'aide (la Déclaration de Paris parle d'une société civile capable de demander des comptes aux gouvernements) et le soutien officiel direct que cette même société civile reçoit des donateurs, qu'il s'agisse d'assistance bilatérale ou multilatérale.

a) Reformulation des politiques pour l'égalité entre les sexes au sein du CAD:

Plusieurs agences bilatérales parmi les donateurs – de NZAID à SIDA – ont récemment revu leur approche de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, et ont formulé de nouvelles stratégies. Voici quelques exemples des changements intervenus dans ces organisations, telles que le ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID), le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le gouvernement norvégien, le gouvernement espagnol et l'Agence australienne pour le développement international (AusAid):

³⁷ Voir <http://www.state.gov/g/tip/rls/fs/2006/65042.htm>

Le ministère du développement international, Royaume-Uni (DFID):

En 2006, le DFID a commandé une évaluation externe³⁸ dont les conclusions ont démontré que bien qu'il ait été un chef de file dans la promotion de l'égalité entre les sexes, les nouveaux mécanismes d'aide rendaient plus difficiles les progrès vers cet objectif. Le DFID avait fait de gros efforts dans les domaines de la prise en compte du genre, de la santé et de l'éducation mais les résultats n'étaient pas globalement satisfaisants. À la suite de quoi, en février 2007, le DFID lançait son ambitieux Plan d'action pour l'égalité de genre visant à accélérer les progrès en direction de l'égalité entre hommes et femmes. Le plan se veut intégral et présente un grand potentiel d'impact, proposant, entre autres actions:

- mettre en place des mesures d'encouragement pour le travail des équipes dans le sens de plus d'égalité entre les sexes, soutenu par un encadrement fort et cohérent;
- poursuivre une vision claire de l'égalité de genre reposant sur des politiques et des pratiques bien articulées;
- faire que les agences multilatérales améliorent constamment leur pratique en matière d'égalité entre les sexes;
- apporter un appui à la société civile pour qu'elle fasse entendre sa voix et augmente sa responsabilisation dans le domaine de l'égalité de genre;
- renforcer les compétences des spécialistes de l'égalité entre les sexes à l'intérieur du DFID;
- s'attacher des ressources externes de qualité dans le domaine de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes; et,
- renforcer les capacités nationales et internationales quant à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.³⁹

Le ministère néerlandais des Affaires étrangères (DMFA): En tant que premier bailleur de fonds pour les organisations de femmes, le gouvernement des Pays-Bas mérite que l'on s'arrête sur l'histoire de son évolution et sur sa position actuelle. Au début des années 1990, le ministère néerlandais des Affaires étrangères avait créé un fonds pour financer les organisations de femmes de l'hémisphère sud et ses propres initiatives en matière de genre et de développement (telles que l'organisation des conférences sur la violence à l'égard des femmes). Le ministère avait mis ses locaux et son personnel au service du fonds et du programme. À son apogée, ce sont 19 spécialistes du domaine de l'égalité de genre qui travaillaient à La Haye avec un budget annuel de 20 millions d'euros. En 1995, avec l'introduction de l'approche intégrée de l'égalité des genres, l'attention s'est portée sur les projets d'intégration.

38 Payne et Neville, 2006, Aid Instruments, Social Exclusion and Gender: Background Paper for DFID's Internal Guidance on Aid Instruments, DFID, Londres.

39 Voir <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/gender-equality-plan-2007.pdf>

Parallèlement, une restructuration organisationnelle décidait que les fonds seraient mieux placés au niveau des ambassades, pour aider, entre autres, les organisations nationales de femmes. Sous les coups de l'approche intégrée et de la décentralisation, le fonds s'est réduit considérablement, n'employant plus que deux ou trois spécialistes de l'égalité de genre. En 2002, le fonds du DMFA fut complètement démantelé ne conservant qu'un petit budget (moins de 5 millions d'euros) pour les ONG internationales travaillant dans le domaine des droits sexuels et génésiques, au sein du ministère.⁴⁰ En 2004, le DMFA cessait ses apports à l'UNIFEM pour les transférer vers le PNUD pour améliorer sa pratique de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes.

À l'heure où nous écrivons, le gouvernement néerlandais n'a pas annoncé une nouvelle politique ou de nouvelles lignes directrices en matière de genre, mais il a mené une évaluation sur l'intégration du genre dans les actions afin de trouver le meilleur moyen d'obtenir des résultats dans le domaine de l'égalité entre les sexes. Le 8 mars 2007, le ministre néerlandais des Affaires étrangères a lancé un appel pour que les droits des femmes soient mieux représentés dans les politiques de développement, incitant ses homologues de l'Union européenne et des agences des Nations Unies d'en faire de même.⁴¹ À l'intérieur du DMFA, les défenseurs des droits des femmes cherchent aussi des modalités innovatrices permettant d'augmenter les financements en direction d'organisations de droits des femmes de la société civile.⁴²

Les dépenses de l'AOD sont une goutte d'eau dans l'océan des dépenses militaires du gouvernement américain, qui s'élèvent aujourd'hui à près de 10 milliards de dollars par mois en Irak et en Afghanistan

Le gouvernement norvégien: En 2005, une évaluation externe a été réalisée, portant sur les efforts de la Norvège en matière de promotion de l'égalité entre les sexes. Les résultats ont montré que les stratégies jusque là employées n'avaient eu que de très faibles retombées, principalement en raison des effets du saupoudrage des mesures.⁴³ Le gouvernement ayant pris très au sérieux ce diagnostic, décidait de lancer, en 2007, un plan d'action téméraire visant à revitaliser la double stratégie de l'intégration et de l'autonomisation des femmes. De plus, la Norvège – le seul pays à avoir nommé un ambassadeur pour les droits des femmes et l'égalité entre les sexes – utilise son influence dans les instances de haut niveau pour faire pression pour plus de visibilité et de débats concernant l'égalité entre les sexes, afin de créer davantage de demande pour cette dernière et d'élever son statut dans les ordres du jour politiques.⁴⁴ La Norvège utilise cette méthode auprès du système des Nations Unies, de la Banque mondiale et même auprès de son propre secteur privé. Cette attitude n'a

40 Tjoelker, Evertzen, Sprenger et Stoppelenburg (2006), *Gendergelijkheid verankeren in toekomstig beleid: Een onderzoek naar ervaringen, inzichten en uitdagingen binnen het Ministerie van Buitenlandse Zaken*

41 <http://www.arha.org.au/index/Dutch%20aid%20women's%20rights.pdf>

42 Tjoelker, Evertzen, Sprenger et Stoppelenburg (2006)

43 Norad (2005), *Evaluation of the "Strategy for Women and Gender Equality in Development" 1997-2005*

44 OCDE: Réseau du CAD pour l'égalité homme-femme, *Résumé de la Quatrième réunion du réseau, 5-7 Juillet 2006 (DCD/DAC/GEN/ M (2006)1/PROV)* <http://www.oecd.org/dataoecd/38/5/37417168.pdf>

pas été démentie lors du débat sur l'adoption des recommandations du Comité sur la cohérence, proposant la création d'une puissante agence des Nations Unies pour les femmes, ce que le gouvernement norvégien a soutenu avec force. La Norvège a également créé une nouvelle ligne budgétaire pour des dépenses expressément consacrées à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes.

L'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) a augmenté considérablement sa participation dans l'AOD. L'Agence dirigée par une féministe est très engagée dans la lutte pour l'égalité entre les sexes. Dotée d'un personnel réduit, elle a tendance à favoriser les financements de gros volume (qui demandent moins de travail de gestion): 700 millions d'euros au PNUD qui seront consacrés presque entièrement aux équipes pays des Nations Unies, et récemment, 2,5 millions d'euros à l'UNIFEM pour travailler sur l'intégration de la dimension de genre dans le cadre du programme sur l'efficacité de l'aide.

AusAid (Australie) vient juste de dévoiler sa nouvelle politique en matière de promotion de l'égalité entre les sexes, centrée particulièrement sur des principes opérationnels visant à la mise en œuvre des mesures, sur la qualification du personnel et les mécanismes de responsabilisation. La nouvelle politique conçue à partir du bilan dressé en 2006 situe la prise en compte du genre à la fois comme un principe recouvrant l'ensemble du programme d'aide et comme une priorité incontournable dans tous les projets et activités de AusAid.

Influencer les propositions sur l'efficacité de l'aide

Au sein de gouvernements et d'agences multilatérales, des défenseurs de l'égalité entre les sexes travaillent activement et usent de leur influence pour que les droits des femmes soient plus présents dans le programme sur l'efficacité de l'aide. Leurs efforts vont dans le sens de faire de l'éradication de la discrimination et de la pauvreté, de la durabilité en matière d'environnement et de l'application universelle des droits humains les véritables paramètres d'évaluation de l'efficacité de l'aide. S'il est vrai que la déclaration de Paris a déjà été négociée et approuvée, les objectifs d'égalité de genre peuvent encore être poursuivis en influençant la manière dont la Déclaration est interprétée, mise en œuvre, contrôlée et évaluée.⁴⁵ Le réseau pour l'égalité entre les sexes de l'UNIFEM et de l'OCDE-CAD a travaillé sur les principes fondamentaux de la Déclaration (appropriation, alignement, harmonisation, responsabilité mutuelle et gestion axée sur les résultats) et propose d'y inclure: ⁴⁶

45 CAD, Réseau pour l'égalité homme-femme, Paris Declaration Commitments and Implications for Gender Equality and Women's Empowerment, DCD/DAC/GEN (2006)1, p. 4.

46 Voir: Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships, UNIFEM, document de travail, mars 2006.

- des financements adéquats pour les programmes répondant aux besoins des femmes;
- des systèmes de responsabilisation des gouvernements et des donateurs axés sur le suivi et la valorisation de leurs contributions dans le domaine de l'égalité entre les sexes ;
- des évaluations de déroulement des actions, des contrôles de résultats et des indicateurs d'efficacité de l'aide prenant en compte la dimension de genre (comme les cibles des OMD – Objectifs du Millénaire pour le Développement - et les rapports CEDAW – Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes -); et
- le soutien de la société civile dans sa fonction indépendante de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des engagements.

Plusieurs organisations de la société civile (l'AWID, EURODAD - Réseau européen sur la dette et le développement -, Reality of Aid, Social Watch, entre autres) font pression sur l'une des réinterprétations clés de la Déclaration de Paris concernant l'appropriation démocratique. En effet, si dans l'élaboration des plans de développement des pays, ce concept n'est entendu que comme l'appropriation par le seul gouvernement ou État, les contributions, préoccupations et revendications de vastes secteurs de la population – incluant bien évidemment celles des organisations et mouvements de femmes - ne seront pas prises en compte. Dans un document de travail présenté lors d'une rencontre-dialogue entre le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide du CAD et les organisations de la société civile, en mars dernier, on pouvait lire:

“L'appropriation doit être une appropriation responsable et démocratique, garantissant des prises de décisions participatives et des mécanismes participatifs de suivi et de contrôle de la gouvernance, impliquant spécialement les citoyens pauvres et marginalisés, intéressés au premier chef par les processus de développement. L'alignement sur les programmes des pays est extrêmement important mais seulement s'il est sous-tendu par une véritable appropriation. L'harmonisation des actions des donateurs est également très importante, mais elle ne sera efficace que si toute imposition de conditions est exclue, et si une véritable appropriation démocratique, le respect de l'égalité entre les sexes et la responsabilisation mutuelle sont acquises.”⁴⁷

Les groupes de la société civile ont également insisté sur le fait que le principe de responsabilité mutuelle devait être entendu et appliqué dans le cadre des mécanismes de défense des droits humains existant, y compris ceux de la CEDAW, afin de construire et de renforcer les systèmes

Une autre des conditions récemment imposées par le gouvernement des États-Unis est que les groupes recevant des financements de USAID doivent officiellement se prononcer contre la prostitution et la traite des femmes.

⁴⁷ Document de mise à jour: Deepening the Aid Effectiveness Agenda, rencontre-dialogue entre le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide du CAD et les organisations de la société civile, Paris, 7 mars 2007

de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des engagements, à tout niveau, assortis d'outils d'évaluation et de communication des résultats transparents.

Chez les donateurs bilatéraux aussi, existe un mouvement favorable au renforcement de l'appui à la société civile, ce qui est de très bon augure. Une étude récente, portant sur 27 donateurs, identifie le soutien apporté aux organisations et aux mouvements de femmes autonomes comme étant l'élément clé pour la promotion de l'égalité entre les sexes dans le nouveau cadre de l'aide. Le fait que les nouvelles modalités d'acheminement de l'aide impliquent une diminution du volume des fonds disponibles pour les organisations de femmes et de la société civile en général, doit être compensé par l'application d'autres stratégies visant à garantir la pérennité du mouvement d'organisation des femmes.⁴⁸

Dans le rapport 2006 de l'OCDE sur la coopération et le développement, récemment publié, le président plaide en faveur de l'augmentation de l'appui financier à la société civile, pour l'aider, à remplir sa "fonction de porteur de défis". Investir dans les secteurs non gouvernementaux, comme les organisations de défense des droits des femmes, est une nécessité et "une énorme contribution à l'amélioration de la qualité des politiques et de la législation, pour autant que les droits acquis soient effectivement inquisiteurs. De plus gros investissements des donateurs pour promouvoir ces organisations sont justifiés, et ne peuvent pas être fournis par le canal traditionnel de l'aide de gouvernement à gouvernement, ce qui tend à être l'option par défaut de nombreux donateurs"⁴⁹

Selon l'UNIFEM, "il n'existe pas de substitut à l'accès indépendant de la société civile aux financements extérieurs si c'est pour soutenir et développer le contrôle citoyen, sa fonction de sentinelle par rapport à l'État... Si la voix des femmes n'est pas forte au niveau national, les mécanismes régionaux et internationaux doivent investir dans le renforcement des capacités et du pouvoir politique des groupes de défense de l'égalité homme/femme dans les pays et en attendant, promouvoir la responsabilisation."⁵⁰

En d'autres termes, si certains observateurs voient dans la Déclaration de Paris un cadre favorable à la bonne gouvernance et aux investissements privés, la vigilance citoyenne reste de mise pour s'assurer que l'État assume effectivement son rôle de redistribution et d'agent de l'équité.

48 Mason, Karen, The Approach of DAC members to Gender Equality in Development Co-operation: Changes Since 1999, (ébauche) mai 2006, OCDE Réseau du CAD pour l'égalité homme-femme

49 OCDE, 2007, "Overview by DAC Chair", 2006 Development Co-operation Report, Vol. 8, No. 1, p. 35

50 UNIFEM, 2006, Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships, 26 mars, p. 11

Une société civile forte et indépendante est fondamentale pour la bonne gouvernance, raison pour laquelle les nouvelles modalités de l'aide, basées sur les principes d'appropriation et de responsabilisation démocratiques, doivent inclure un soutien important aux organisations de la société civile, dont les organisations de défense des droits des femmes.

2007 et 2008 promettent d'être riches en ouvertures stratégiques favorables à la réactivation des financements

En septembre 2008, au Ghana, se tiendra le prochain forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, au cours duquel les gouvernements feront le bilan des progrès réalisés. Cette rencontre est une opportunité de mettre en avant l'importance des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes pour l'efficacité de l'aide, incluant le soutien aux organisations indépendantes de défense des droits des femmes. De même, la Commission de la condition de la femme inclura dans l'ordre du jour de sa réunion de 2008 le thème du financement pour la défense des droits des femmes et l'égalité entre les sexes, créant donc une autre opportunité stratégique pour les gouvernements et les ONG de réclamer davantage de fonds pour les organisations de femmes et de défense de l'égalité entre les sexes du monde entier. 2008 sera également l'année de la prochaine Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey du 8 mars 2002, et qui comportera une Réunion de haut niveau sur le financement du développement, à Doha. Ces espaces seront autant d'occasions de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils établissent la coordination nécessaire entre ces instances et qu'ils renouvellent leur engagement de soutenir financièrement la société civile, comme cela a déjà été discuté et approuvé dans le cadre de réunions internationales.⁵¹

Enfin, concernant les réformes des politiques et des institutions, les efforts tendant à créer une agence pour les femmes plus forte au sein des Nations Unies, provoque aussi des attentes et quelques craintes en relation à l'avenir du financement pour les femmes. D'une part, si une nouvelle agence était créée, cela signifierait le regroupement de plusieurs structures existantes de l'édifice des Nations Unies pour l'égalité de genre (telles que UNIFEM, la Division pour la promotion de la femme et le Bureau du conseiller spécial sur les problèmes de genre (CSPG)), et son budget dépendrait en grande partie des contributions volontaires des gouvernements. L'argent viendrait de ceux qui sont déjà engagés dans le combat pour l'égalité entre les sexes, ce qui pourrait signifier moins de fonds pour la société civile. Si nous prenons comme exemple le

⁵¹ Ces engagements ont été contractés par les gouvernements lors des conférences des années 1990 et sont consacrés par la Plate-forme d'action de Beijing, le Programme d'action du Caire pour la population et le développement, le Programme de travail de Copenhague sur le développement social, Action 21 de Rio et le Programme d'action de la Conférence de Vienne sur les droits humains, ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le Développement de la Déclaration du Millénaire.

petit – mais non négligeable – Fonds d'affectation spéciale pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes, nous nous rendons compte combien les gouvernements se sont montrés parcimonieux. D'autre part, cette nouvelle agence serait censée agir comme une force motrice pour assurer que les opérations des Nations Unies au niveau des pays mettent en avant de manière explicite des mesures pour l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes. Cette agence pourrait être soutenue par les mouvements de femmes de manière nouvelle et motivante au niveau régional et des pays.

Quoi qu'il en soit, il sera très important d'observer ce mouvement de réformes. Il y a déjà des indications que le processus a été engagé, en lien avec les mesures sur l'efficacité de l'aide; ainsi le PNUD a lancé son projet pilote "une seule ONU", dans huit pays où les divers membres de la famille des Nations Unies ne feront plus qu'un. Les activistes de l'égalité entre les sexes ne cachent pas leurs inquiétudes devant ce projet de réforme des procédures des Nations Unies qui établit une présence unifiée de l'organisation avec un seul programme et un seul cadre budgétaire, toutes les agences locales n'en formant plus qu'une. Comme UNIFEM ne dispose que de 14 bureaux sous-régionaux dans le monde, ne couvrant qu'un petit nombre des États membres de l'organisation, et comme les experts de genre au niveau des pays sont généralement isolés, sous financés et investi d'un pouvoir politique limité dans les équipes interinstitutions des pays, les priorités liées aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes risque d'être mis de côté et de perdre le terrain chèrement acquis.

b) Quelques opportunités de financement bilatéral pour les ONG oeuvrant à la promotion des droits des femmes

Depuis la publication, de notre premier rapport l'année dernière "Où se trouve l'argent pour les droits des femmes?", nous avons continué à chercher de nouvelles sources et possibilités de financement pour les mouvements et organisations de défense des droits des femmes. Depuis l'année dernière, nous sommes convaincues qu'il existe des fonds importants auxquels nous pouvons avoir accès. Ces pistes cependant doivent être examinées et empruntées avec prudence. Chaque donneur ou fonds spécial a ses propres critères d'éligibilité en termes de secteur d'intervention et de priorités régionales, qui font que des conditions particulières peuvent être imposées et les lignes budgétaires modifiées.

Globalement cependant, l'AOD augmente. L'aide officielle au développement s'est élevée à 79 milliards de dollars en 2004; elle est passée à 106 milliards en 2005 et devrait atteindre 130 milliards de dollars en 2010 si

La Norvège a également créé une nouvelle ligne budgétaire pour des dépenses expressément consacrées à l'égalité entre les sexes

l'on en croit les promesses des gouvernements. Selon le rapport 2006 de l'OCDE sur la coopération et le développement "Pour remplir leurs engagements, les donateurs vont devoir accroître leurs financements en direction des programmes d'aide à un rythme beaucoup plus soutenu que pour tout autre de leurs dépenses publiques..., les budgets destinés à l'aide qui augmentent de 5% par an actuellement, devraient grossir de 11% chaque année entre 2008 et 2010."⁵²

Les projections de l'OCDE laissent entrevoir une diminution des contributions des pays à l'AOD pour 2006 et 2007 par rapport à 2005, en raison du déclin des opérations d'allègement de la dette et des efforts de reconstruction post-Tsunami. De nouvelles idées jaillissent de cette communauté de donateurs sur la manière de continuer à faire croître le budget de l'aide; par exemple la France, imitée par la Norvège, vient d'instaurer un nouvel impôt sur les tarifs aériens commerciaux, dont les revenus iront alimenter la caisse de l'aide internationale. D'autres tendances ne sont pas à négliger, ainsi:

- De nombreux pays ont augmenté considérablement leur budget de coopération pour le développement entre 2004 et 2005, dont l'Autriche (127% d'augmentation), la Belgique (31%), l'Espagne (19%), la Suède (24%), la Nouvelle-Zélande (18%), le Canada (31%).⁵³

- Comme le tableau p. 52 montre, le soutien de l'AOD aux ONG internationales continue de croître: le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) est le premier donneur, suivi par le Japon, la Suisse, l'Irlande et le Canada (les ambassades et consulats du Canada sont dotés de "fonds pour le genre" qui fournit aux organisations de femmes des pays en développement, les ressources qui leur font par ailleurs cruellement défaut).

- Le ministre des Affaires étrangères de Norvège a annoncé, le 8 mars 2007, la création d'une nouvelle ligne budgétaire pour les droits des femmes dans quatre domaines prioritaires: la participation politique, la participation économique, les droits sexuels et génésiques, et la violence à l'égard des femmes. L'enveloppe pour 2007 est de 33 millions de dollars et bien que des montants spécifiques n'aient pas été réservés expressément pour les ONG nationales ou internationales, il n'est pas exclu que celles-ci reçoivent des financements, surtout si elles proposent de mettre en place "des actions novatrices et mobilisatrices".⁵⁴

52 Voir DAC (CAD) News, Mars 2007, <http://www.oecd.org/dataoecd/42/28/38183835.htm>

53 OCDE, 2007, Final ODA Data for 2005

54 Correspondance personnelle avec Anne Havnor, Ministère Norvégien des Affaires Étrangères.

• La part apportée par l'Irlande au budget de l'AOD a beaucoup augmenté lors des dernières années. Le Fonds irlandais pour la société civile est ouvert aux candidatures et propositions des ONG (irlandaises ou non). En 2005, 180 millions de dollars ont été distribués aux ONG pour des actions s'étendant sur plusieurs années, y compris des financements directs à des organisations, 200 000 à 300 000 euros par an généralement, davantage pour les ONG irlandaises. Ce fonds n'est pas spécifiquement axé sur les droits des femmes mais les thèmes transversaux – dont l'approche de genre – occupent une place importante dans la politique d'aide irlandaise qui a d'ailleurs adopté récemment des mesures très progressistes dans le domaine de l'égalité entre les sexes. Peuvent aussi postuler à l'aide irlandaise les ONG qui travaillent au niveau international dans la sphère des droits de humains et de la lutte contre la pauvreté, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement ou dans celui du renforcement des capacités.

• D'autres pays comme l'Espagne, la Suède, la Nouvelle Zélande, l'Australie et l'Italie font preuve d'un engagement croissant dans la cause de l'égalité entre les sexes et le soutien aux mouvements de femmes.

• Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a été créé pour appuyer les processus de démocratisation dans le monde. Lorsqu'en septembre 2006, le Secrétaire général a approuvé la première génération de financements, 47 des 125 projets retenus étaient fortement orientés sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes – la plupart émanant d'ONG de femmes. Un nouvel appel à candidatures est prévu en 2007 pour la répartition des 65 millions de dollars dont est doté le fonds cette année.⁵⁵

• Le Fonds pour l'accès à l'avortement sans risques (Safe Abortion Action Fund) a été créé par le gouvernement du Royaume-Uni en février 2006 pour "promouvoir la mise en œuvre de programmes et d'initiatives visant à augmenter l'accès à des services d'interruption de grossesse sans risques, dans le cadre d'une offre intégrale de services de santé génésique, prenant en compte particulièrement les besoins des femmes marginalisées ou en situation de vulnérabilité". Le Fonds est administré par le Planning familial international (IPPF), et finance des groupes de la société civile et des ONG dans le monde entier. Lors du premier appel à candidatures, plusieurs centaines de projets ont été soumis, totalisant une demande de financement de 41 millions de dollars. Aux 5,6 millions de dollars que le gouvernement du Royaume-Uni avait consacré au Fonds pour l'accès à l'avortement sans risques se sont ajoutées les contributions du Danemark, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, élevant le budget total du Fonds sur deux ans à 14,87 millions de dollars.⁵⁶

⁵⁵ <http://www.un.org/democracyfund/>

⁵⁶ <http://www.ippf.org/en/What-we-do/Safe+Abortion+Action+Fund.htm>

Une étude récente, portant sur 27 donateurs, identifie le soutien apporté aux organisations et aux mouvements de femmes autonomes comme étant l'élément clé pour la promotion de l'égalité entre les sexes dans le nouveau cadre de l'aide

La Commission de la condition de la femme inclura dans l'ordre du jour de sa réunion de 2008 le thème du financement pour la défense des droits des femmes et l'égalité entre les sexes, créant donc une autre opportunité stratégique

Le ministère britannique du Développement international (DFID) a annoncé pour 2007 le lancement d'une ambitieuse initiative dans le domaine du genre et de la gouvernance

D'autres pays comme l'Espagne, la Suède, la Nouvelle Zélande, l'Australie et l'Italie font preuve d'un engagement croissant dans la cause de l'égalité entre les sexes et le soutien aux mouvements de femmes

• De plus, en 2006, Le Royaume uni a consacré presque 13,7 milliards de dollars à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement et, selon le gouvernement, est très près d'atteindre l'objectif des Nations Unies consistant à donner 0,7% de son revenu national à l'aide, en 2013.⁵⁷ Le ministère britannique du Développement international (DFID) a annoncé pour 2007 le lancement d'une ambitieuse initiative dans le domaine du genre et de la gouvernance qui ne manquera pas d'élargir les possibilités de financement pour les organisations de femmes.

Même si tout ne doit pas être pris comme "argent comptant", les tendances décrites ci-dessous indiquent que des financements et des programmes sont en passe de s'ouvrir pour les femmes à travers le monde:

• De nouveaux partenaires – qui jusqu'à présent ne s'étaient pas distingués pour leurs œuvres en faveur de l'égalité entre les sexes – tels que la Corée, la Turquie et la République slovaque, commencent à déployer des programmes d'aide au développement dans les pays de leur région, et dans le cas de la République slovaque, en Afrique sud-saharienne. La Chine également est entrée en force dans le domaine de l'aide avec d'importants subsides pour l'Afrique, lesquels devraient se voir augmentés, sur les trois années à venir, de 5 milliards de dollars en prêts et crédits. Les experts cependant demeurent sceptiques, craignant que dans ce continent africain riche en ressources, la politique chinoise axée sur le commerce et les investissements s'exerce au détriment de celle des droits humains.⁵⁸ L'Arabie saoudite et la Banque islamique de développement viennent aussi de se joindre au concert des bailleurs de fonds avec des programmes de financement pour le développement et l'éradication de la pauvreté.

• De la même manière, la Millennium Challenge Corporation (MCC) et ses contrats Défi du Millénaire, mis en place par le gouvernement des États-Unis pour réduire "la pauvreté dans le monde moyennant la promotion d'une croissance économique durable", vient d'annexer à ses objectifs une politique en faveur de l'égalité entre les sexes. Cette nouvelle tendance va influencer les projets en cours – représentant un budget total de 2,3 milliards de dollars - dans plusieurs pays en développement, et l'intégration du genre sera désormais une exigence pour l'éligibilité des pays souhaitant signer un contrat Défi du Millénaire avec MCC.⁵⁹ Indéniablement, ceci pourrait avoir des retombées favorables dans le domaine du financement qui nous intéresse. Nous nous devons pourtant de préciser que MCC ne se situe pas dans la perspective de la stricte défense des droits.

57 Guardian Unlimited, lundi 2 avril 2007, "Some countries are cutting back but UK giving more" par Larry Elliott

58 http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia_pacific/6115870.stm

59 http://www.womensedge.org/index.php?option=com_content&task=view&id=325&Itemid=46

Les pays candidats à l'aide devront "explicitement la manière dont leurs projets corrigeront ces inégalités entre les sexes qui freinent la croissance économique et la réduction de la pauvreté"⁶⁰ d'où le risque d'instrumentalisation des femmes en tant que moteurs du développement économique.

- En 2004, la Commission européenne a rappelé son engagement auprès de ceux qui luttent pour la défense des droits sexuels et génésiques, en réponse aux prises de positions conservatrices du gouvernement des États-Unis (politique du Global Gag Rule (règle du bâillon mondial) et refus de financement du Fonds des Nations Unies pour la population - FNUAP). Cet engagement a été renouvelé en 2005 et imprègne le nouveau cadre des orientations politiques de la Commission pour 2007-2010. Le discours engagé et progressiste de cet organisme est certes remarquable, mais sa mise en pratique est décevante, en raison du veto conservateur de certains de ses membres, comme la Pologne, et du fait que les procédures pour accéder aux financements de la Commission européenne sont extrêmement bureaucratiques.

Organisations non gouvernementales internationales (ONGI)

Les ONG internationales sont de grandes organisations à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine du développement et des droits humains, à partir de bureaux ou d'antennes disséminés dans le monde. Leur financement est assuré par les dons des gouvernements ou d'autres fondations. Leur rôle est vital dans la mise en œuvre des politiques et des programmes de développement dans le monde entier – surtout si l'on considère le fait que certaines des plus grandes ONGI "ont des budgets supérieurs, et de beaucoup, à ceux de plusieurs donateurs de l'aide bilatérale, qu'elles sont actives dans plus de pays et sont certainement aussi influentes dans leur capacité à mobiliser l'attention politique et celle du public".⁶¹

Les ONGI occupent une place importante dans la défense des droits des femmes; 25% des réponses à l'enquête de l'AWID les mentionnait comme source de financement (contre 20% en 2000) et elles participent pour 14% dans les revenus toutes sources confondues des organisations échantillon de l'enquête (contre 12% en 2000). Selon notre enquête, les ONGI dont la liste – non exhaustive – suit, ont financé les organisations des droits des femmes dans les cinq dernières années:

60 <http://usinfo.state.gov> press release – communiqué de presse, mars 2007

61 DFID, 2000 White Paper on Globalization (Dossier blanc de la mondialisation), cité par Agg, Catherine, Trends in Government Support for Non-Governmental Organizations: Is the "Golden Age" of the NGO Behind us?, UNRISD, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Société civile et mouvements sociaux, Document de programme numéro 23, Juin 2006.

Les ONGI occupent une place importante dans la défense des droits des femmes; 25% des réponses à l'enquête de l'AWID les mentionnait comme source de financement

- HIVOS
- Cordaid
- ICCO (Interchurch Organization for Development Cooperation - Organisation Inter églises de coopération au développement))
- Heinrich Boll Foundation
- Oxfam International (dont Oxfam-Novib, Oxfam Canada, Oxfam UK. etc.)
- Action Aid International
- Terre des Hommes
- Kvinna til Kvinna
- Medica Mondiale
- Misereor International
- Catholic Agency for Overseas Development - Agence catholique pour le développement outre-mer
- Rights and Democracy – Droits et Démocratie

Les ONGI et les aléas du financement

De par leur histoire, leurs structures et leurs politiques, les ONGI ne sont pas toujours des alliés de tout repos pour les organisations de femmes. Au sein de ces organisations mixtes, domine une culture profondément masculine. Beaucoup d'ONGI sont issues de mouvements ayant une approche caritative, humanitaire et d'auto-assistance du développement, elles abordent les problèmes de la pauvreté et des inégalités sous l'angle des facteurs économiques et sont lentes à reconnaître la validité de l'analyse selon le genre. C'est donc une bataille sans trêve que d'amener les droits des femmes au cœur de leur engagement.

En raison du rôle prééminent qu'elles jouent dans les politiques et les pratiques de développement dans le monde entier, les ONGI ont souvent été l'objet de suspicions et de critiques. Selon un document récent de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD):

“Les Organisations non gouvernementales internationales occupent dans la société civile une place à part et sujette à caution. Pas nécessairement implantées localement, les ONGI exportent souvent des éléments d’une culture différente, incluant les objectifs, le personnel et les méthodes de travail. Les ONGI ont des identités et des loyautés multiples; elles représentent un élément de la société civile mondiale, mais sont responsables devant les donateurs publics et privés, généralement d’un seul pays du Nord de l’Europe; elles travaillent dur pour préserver leur autonomie et adhèrent aux principes internationaux des droits humains. Ces éléments – souvent contradictoires – séparent les ONGI de la société civile dans leur propre pays et dans les pays où elles travaillent.”⁶²

⁶² Agg, Catharine, Trends in Government Support for Non-Governmental Organizations: Is the “Golden Age” of the NGO Behind us?, UNRISD, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Société civile et mouvements sociaux, Document de programme numéro 23, Juin 2006, page 2.

Identités multiples

Par le biais de questionnaires et à l'occasion d'ateliers, l'AWID a recueilli l'opinion de nombreux groupes de femmes concernant les difficultés du travail avec les ONGI. Sous chacune de leurs différentes "casquettes" – en tant que prestataires de services, concepteurs et promoteurs de campagnes, fournisseurs d'aide humanitaire, bailleurs de fonds ou chercheurs en matière de politiques – les ONGI se heurtent aux mouvements des femmes partout dans le monde. Les groupes de femmes disent surtout que c'est ce mélange d'identités multiples qui fait souvent de ces ONGI des "partenaires" compliqués.

Le rôle de prestataire de services est celui que les ONGI elles-mêmes remettent en cause le plus souvent, en ce qu'elles utilisent des volumes chaque fois plus importants de l'aide des gouvernements ou des donateurs individuels pour financer des actions relevant de l'aide sociale ou de la fourniture de services sociaux. Certes, la mise en œuvre de micro programmes de développement par les ONGI et d'autres acteurs de la société civile continuent d'être une source d'innovation et d'inspiration, mais celles-ci craignent que leurs prestations de services facilitent sans le vouloir les tendances à la privatisation ou le retrait des gouvernements de leur rôle consistant à offrir les services sociaux et publics essentiels aux citoyens et à la collectivité. D'autre part, attendu le repli du rôle de l'État dans les dernières décennies, de nombreuses communautés à travers le monde n'auraient ni éducation, ni santé ni eau potable si ce n'était pour les ONGI. De nombreuses agences donneuses, cependant, considèrent les ONGI comme des intermédiaires clé – en dehors des gouvernements et des ONG locales – dans la distribution de l'aide en leur nom. Tandis que les mesures sur l'efficacité de l'aide insistent sur l'importance du rôle des gouvernements, beaucoup de pays sont actuellement en train d'augmenter les financements de leurs propres ONG (celles dont le siège se trouve dans ces pays du Nord) (Cf. tableau 1 page 52). Un autre aspect de ce tissu de contradictions est le fait que l'aide considérable apportée aux ONGI par les gouvernements donateurs limite leur capacité de demander des comptes et d'exiger la responsabilisation de ces mêmes gouvernements en matière de droits humains.

Le rôle des ONGI en tant de concepteurs et promoteurs de campagnes a également été critiqué par les organisations de défense des droits des femmes. Les rênes de plusieurs grosses ONGI sont entre les mains de leurs divisions chargées de faire campagne et de collecter des fonds, ce qui a des répercussions sur la manière dont elles travaillent et avec qui. Des campagnes comme L'Appel mondial contre la pauvreté (GCAP) et halte à la violence contre les femmes, ont laissé à de nombreuses associations de femmes l'amère sensation d'avoir servi de prétextes. Les financements accordés par les ONGI aux groupes de femmes sont

souvent assortis de pressions pour participer de leurs campagnes mondiales, mais les organisations des droits des femmes ont un rôle décisionnaire très secondaire sur le contenu des campagnes et leur mise en œuvre. GCAP, par exemple, a tout fait pour attirer les groupes de femmes mais n'a pas réellement intégré une analyse prenant en compte la dimension de genre dans ses propositions de lutte contre la pauvreté, se contentant de demander l'augmentation de l'aide et le commerce équitable; à aucun moment on n'a parlé de manière explicite d'en terminer avec la discrimination, encore moins fait allusion aux droits génésiques.

Les sources de financements des ONGI les fragilisent face aux revirements politiques et aux variations de l'opinion publique. Un cadre d'une ONGI britannique parle d'un certain malaise parmi le personnel d'une organisation "qui accorde plus d'importance aux relations publiques qu'au développement." Une étude récente réalisée par un cabinet de consultants en organisation, recommandait aux ONGI d'accorder des financements en moins grand nombre mais de plus gros volume chacun. Notre interlocuteur s'est avoué préoccupé, car cela signifie que "nous financerons les grandes organisations qui font un travail très traditionnel"⁶³.

Responsabilisation pour l'égalité entre les sexes

Les rôles multiples des ONGI et les conflits d'intérêts qui ne manquent pas d'en découler peuvent limiter leur soutien aux droits des femmes; de plus, nombre de ces organisations ont franchement mis en sourdine leurs engagements pour l'égalité entre les sexes dans leur travail de développement communautaire. L'une des membres d'une ONGI, décrivant le travail de son organisation dans les dernières années en ce qui concerne l'égalité entre les sexes a simplement déclaré: "on hiverne!". Elle attribue cela au fait que l'organisation a avancé jusqu'à un certain point et que cela ayant été perçu comme dangereux par la majorité de ses partenaires, elle avait dû reculer. Les ONGI elles mêmes, lors d'une rencontre organisée conjointement par AWID et HIVOS, en novembre 2006, ont expliqué les raisons de leur retrait du domaine de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes⁶⁴:

- Chez les gouvernements donateurs, l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes a été privilégiée au détriment des actions spécifiques en faveur des droits des femmes et de l'autonomisation des femmes, d'où les diminutions de personnel, de programmes et de budget, et partant, la détérioration du travail lié au genre;

⁶³ Entretien réalisé pour cette étude avec une représentante d'une ONGI au Royaume-Uni.

⁶⁴ HIVOS (2006) Women's Rights – Unfinished Business: What should International NGOs be doing? Rapport de la Conférence internationale, Novembre 2006. Sur www.hivos.nl

- Un certain “ras le bol”: avec tant d’autres problèmes et domaines qui demandent à être traités, les organisations, leurs dirigeants et leurs financeurs (gouvernements, individus, groupes d’obédience religieuse) perdent leur intérêt pour la cause des femmes;

- En plus du phénomène de dépolitisation de la lutte pour l’égalité entre les sexes qu’a signifié la mise en avant de son approche intégrée (et même “désintégrée” parfois), l’aide au développement dans son ensemble est devenue plus technocratique. Au fur et à mesure que les ministères délèguent le travail de développement aux ONGI, l’égalité entre les sexes et les rapports de pouvoir sont des thèmes qu’il est de plus en plus difficile de faire entrer dans cadres imposés; et,

- Certaines ONGI mettent l’accent sur la complexité de l’intégration des considérations de genre (abondance des outils et des instruments), d’autres, le manque de volonté politique de la part des responsables des projets de développement de l’approche intégrée.

À ce propos, de nombreux employés des ONGI dénoncent l’insuffisance des mesures visant à la responsabilisation des membres et des partenaires en ce qui concerne les progrès réalisés en matière d’égalité de genre et en particulier, la difficulté de faire le suivi des ressources destinées aux organisations et mouvements de femmes. L’une des collaboratrices d’une ONGI nous a raconté comment le directeur d’une antenne pays tentait de justifier les dépenses liées aux droits des femmes dans sa juridiction: “on considère la moitié des dépenses de tous nos programmes comme ‘droits des femmes’ parce que la moitié de la population est constituée de femmes”. Notre témoin a dû lui expliquer que ça ne marchait pas tout à fait comme ça!

Action Aid International est un bon exemple du degré de complexité de ce problème de responsabilisation. La défense des droits des femmes est l’une des activités centrales de cette ONGI, mais de plus, c’est un thème que l’organisation veut intégrer dans tous les autres domaines. Au moment d’imputer les dépenses, l’existence de thèmes bien circonscrits rend la tâche facile. Chaque domaine reçoit une “allocation de base” limitée du budget général, et doit procéder à ses propres recherches de fonds supplémentaires pour financer la mise en oeuvre de ses programmes. Le montant de l’allocation de base est déterminé au moyen d’un processus de négociations au cours duquel les directeurs internationaux de AAI analysent les stratégies thématiques et les demandes de budget afférentes, puis soumettent leur recommandations à l’approbation du Conseil d’administration. Le montant accordé à chaque thème est déterminé par un ensemble de facteurs dont l’un des plus déterminants est la ventilation des dépenses.

Les ONGI occupent une place importante dans la défense des droits des femmes; 25% des réponses à l’enquête de l’AWID les mentionnait comme source de financement

Le problème est que en dehors de la “section droits des femmes” il est très difficile de savoir combien a été dépensé pour ce thème dans les autres domaines où il a été intégré. En outre, AAI est structuré en fédération de telle sorte que nombre de leurs bureaux dans les pays sont des organisations indépendantes et le gros des ressources de AAI est dans les mains des agences des pays. Chaque antenne ou bureau pays fixe son propre programme de travail qui peut inclure certaines des thématiques prioritaires de AAI, mais aussi d'autres, répondant plus directement aux priorités locales. Au niveau des pays, il devient pratiquement impossible de rubriquer et de faire le suivi des sommes dépensées pour les droits des femmes. Une initiative du Programme des droits des femmes sera comptabilisée dans les droits des femmes, mais sous quelle rubrique porter une initiative sur la violence dont sont victimes les filles à l'école, qui a été présentée dans le cadre programmatique de l'éducation? De plus, l'AAI n'étant pas (encore) dotée d'un système qui permet de connaître le type d'organisations qu'elle finance, il est donc impossible de savoir combien d'organisations de femmes reçoivent des fonds de l'AAI.⁶⁵

La concurrence pour les ressources

De par leur histoire, leurs structures et leurs politiques, les ONGI ne sont pas toujours des alliés de tout repos pour les organisations de femmes. Au sein de ces organisations mixtes, domine une culture profondément masculine

Les “partenariats” entre les ONGI et les organisations nationales et locales du Sud sont de plus en plus épineux, en particulier parce que, dans de nombreux cas, il s'agit plutôt d'une compétition mettant aux prises des joueurs de catégories différentes. De nombreuses ONGI s'établissent et ouvrent des bureaux dans les pays du Sud et demandent des financements à partir de ces antennes. Pour les ONG locales de ces pays du Sud, incluant des groupes de femmes, ces ONGI sont vues comme un danger. De fait, en 2005, les ONGI ont bénéficié d'au moins trois fois plus de financements de l'AOD que les organisations du Sud.⁶⁶ Certains gouvernements ouvrent leurs appels d'offre de financement à toutes les ONG de manière indiscriminée, mais les conditions de candidatures sont si exigeantes et onéreuses, que seules les grandes ONG internationales dotées de systèmes de gestion performants peuvent se présenter, les ONG locales du Sud étant incapables de les concurrencer.⁶⁷

De plus, les ONGI avec des bureaux installés dans les pays du Sud, sont critiquées sur quatre autres points:

- Elles captent les compétences locales en offrant de meilleurs salaires et avantages sociaux, et débauchent les meilleurs éléments des organisations de défense des droits des femmes du pays;

⁶⁵ Entretien avec Koy Thompson et Joan Sawe, Action Aid International.

⁶⁶ OCDE -CAD Statistiques 2005, Rapport 2006 sur la coopération et le développement

⁶⁷ Agg, Catherine, 2006, Ibid.

- Elles obtiennent des financements pour des programmes et des actions innovatrices dans le domaine des droits des femmes qui ne sont que la “récupération” des fruits de longues années de lutte des groupes de femmes sans le sou, qui se retrouvent ainsi sur la touche;
- Elles consacrent leurs financements à la promotion de leurs propres idées et à leurs campagnes au détriment du travail exigé par le terrain – particulièrement quand ce travail serait plus efficacement mené à bien par les organisations locales et nationales de femmes; et,
- En se positionnant de plus en plus comme chefs de file dans la mouvance des droits des femmes, elles captent également les subventions du secteur privé, ce qui n’est pas sans aggraver la situation de concurrence autour des ressources; en raison de leur visibilité, les ONGI peuvent éclipser des acteurs clés des droits des femmes aux yeux des donateurs et de l’opinion publique. Ceci a eu des retombées négatives sur le travail politique d’organisations de femmes qui ne sont plus considérées comme des interlocuteurs valables, les gouvernements et les bailleurs de fonds préférant travailler avec les ONGI.

L’aide considérable apportée aux ONGI par les gouvernements donateurs limite leur capacité de demander des comptes et d’exiger la responsabilisation de ces mêmes gouvernements en matière de droits humains

Les ONG locales sous-traitantes des ONGI

Une partie importante des revenus de nombreuses ONGI provient des financements des gouvernements de leurs pays d’origine, mais elles servent souvent “d’intermédiaires” entre les agences d’aide bilatérale et les ONG locales dans les pays partenaires. Sur ce point aussi, les ONGI sont sujettes à questionnements: quelle est la “valeur ajoutée” de leur travail au-delà de l’argent dépensé et de l’accompagnement fourni? Ceci place les ONGI dans une situation difficile et a créé de nombreuses tensions, étant techniquement responsables de la mise en œuvre de l’exécution des volontés du donneur primaire et, à la fois, tentant d’établir des relations de partenariat avec les organisations locales.⁶⁸

Un membre d’une ONGI importante explique: “Avant, il y avait des ‘domaines d’action privilégiés’ et nous cherchions des contreparties qui travaillaient dans ces domaines. Maintenant nous avons nos propres programmes et nous cherchons des groupes auxquels déléguer l’application de ces programmes, mais selon nos termes. Même si ces programmes ne sont pas conçus dans le vide, ils ne sont pas vraiment basés sur les priorités de nos contreparties.”⁶⁹

Un représentant de USAID, du Bureau des initiatives pour les pays en transition (OTI) dont l’objectif est d’aider “les partenaires locaux à faire progresser la paix et la démocratie dans des pays en crise”, admet que

68 Débat sur le Financement de la société civile à l’échelon local: les résultats sont-ils rentables et viables?, Banque mondiale, InterAction, World Learning et USAID, mars 2006.

69 Entretien réalisé pour cette étude avec une représentante d’une ONGI.

L'insuffisance des mesures visant à la responsabilisation des membres et des partenaires en ce qui concerne les progrès réalisés en matière d'égalité de genre

OTI vise à obtenir l'argent de l'aide américaine pour des organisations locales par l'entremise de grands contractants dont les ONGI, ainsi que des cabinets de consultants privés baptisés "Beltway Bandits" (bandits du périphérique) en raison de leur proximité des sources du gouvernement des États-Unis (le Beltway est la voie rapide qui entoure Washington DC). Cependant, OTI n'est pas "mandatée pour travailler sur la construction des capacités organisationnelles, et n'est pas orienté vers les groupes financiers locaux (la charge retombe donc]... sur les ONGI qui doivent choisir si - et comment - utiliser les financements en faveur des organisations locales d'une manière viable à long terme".⁷⁰

Ces relations demeureront problématiques tant que les ONGI du Nord seront les principaux rouages de transmission des financements entre les bailleurs de fonds (l'AOD en particulier) et les organisations du Sud. Selon une recherche de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD):

"Les stipulations des donateurs en matière de "partenariat" entre les ONG du Nord et du Sud, dans lequel les ONGI, parce qu'elles contrôlent les financements, exercent un grand pouvoir sur leurs partenaires du Sud, sont en train d'installer un système hiérarchique qui ne semble gêner ni les donateurs ni les ONGI. En dépit de la volonté souvent sincère de transférer des compétences vers le Sud, résultant en interminables programmes bien intentionnés de "renforcement des capacités", le manque de transparence et de confiance entre les parties sapent tous les efforts de construction de partenariats fructueux. Si l'on ne résout pas ce problème, ce sont les paradigmes actuels du développement en faveur de la société civile dans les pays du Sud – dont la notion en soi est positive – qui risquent d'être soupçonnés de vouloir imposer, sous couvert d'aide, les politiques du Nord".⁷¹

Possibilités de soutien de la part des ONGI

Malgré les critiques adressées à la communauté des ONGI et les contradictions qui la traversent, son apport au financement pour les droits des femmes est loin d'être négligeable. Il y a au sein des ONGI des féministes qui se battent pour provoquer des changements institutionnels et mettre en place des moyens d'augmenter le soutien aux mouvements des femmes à travers le monde. Pendant l'année qui vient de s'écouler, de nombreuses ONGI ont renforcé leur engagement dans le domaine des droits des femmes, et plusieurs d'entre elles, comme HIVOS et Oxfam-Novib, se sont engagées à fournir des financements couvrant les budgets de plusieurs années.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Agg, Catherine, 2006, UNRISD, p. 25.

La responsable de HIVOS à La Haye, Manuela Monteiro, s'exprime en ces termes:

“Tout le monde est conscient qu’il existe une certaine lassitude par rapport aux thèmes liés au genre. Les inégalités entre les sexes sont tellement enracinées dans les mentalités, les valeurs, les attitudes et les comportements, que nous avons besoin de compétences et de passion, mais aussi de temps et de persévérance. Les donateurs font pression pour que nous soyons innovantes afin de nous adapter au contexte mondial en plein changement. Mais nous ne devons pas oublier que l’innovation peut résider dans le fait de rester fidèles à nos principes et de continuer notre dur labeur en faveur de la justice de genre au lieu de courir derrière les nouvelles modes.”⁷²

En ce qui concerne le soutien aux ONG du Sud, la directrice exécutive de Oxfam-Novib, Sylvia Borren, fait les recommandations suivantes:

“Le financement des organisations de base, c’est pour moi la mise à l’épreuve de la confiance que nous avons dans certaines organisations sociales et leurs dirigeants. Bien sûr, nous devons partager nos points de vue de manière critique sur nos valeurs, nos compétences et nos performances respectives, et sur les opportunités et les risques. Nous devons aborder les problèmes de transparence et de responsabilité, parler des rapports, de la reddition de comptes et des audits financiers. Mais une fois tout ceci discuté, et après avoir établi des objectifs communs, nous pourrions laisser les organisations et leurs dirigeant(e)s ou les artistes faire leur travail. Nous pourrions leur donner des financements couvrant plusieurs années d’activités, un budget de fonctionnement convenable pour pouvoir mettre en place une organisation bien dotée en personnel, en matériel, en systèmes innovants... Seulement alors serons nous des bailleurs de fonds intelligents qui valorisent leur propre rôle de facilitateurs du changement social et du développement – sans prétendre nous mêmes être les transformateurs sociaux”⁷³

Nous pourrions laisser les organisations et leurs dirigeant(e) s ou les artistes faire leur travail. Nous pourrions leur donner des financements couvrant plusieurs années d’activités, un budget de fonctionnement convenable pour pouvoir mettre en place une organisation bien dotée en personnel, en matériel, en systèmes innovants... Seulement alors serons nous des bailleurs de fonds intelligents

Des possibilités de financements sont donc particulièrement ouvertes de la part des organisations non gouvernementales internationales suivantes:

- HIVOS, travaille dans 7 domaines dont l’un est “genre, femmes et développement”. En 2005, elle a distribué 10,1 millions de dollars pour des organisations de femmes. HIVOS donne des financements particulièrement aux moyennes organisations, qui ont souvent du mal à trouver les ressources nécessaires à leur croissance et à leur fonctionnement. Point important, HIVOS s’est engagée à consacrer 30% de l’ensemble

⁷² HIVOS, 2006, Women’s Rights – Unfinished Business: What should International NGOs be doing? Rapport de la Conférence Internationale, novembre 2006. Page12. Sur www.hivos.nl

⁷³ Borren, Sylvia, “Big on opinions and tight on core funding?” Alliance, Volume11, Numéro 4, décembre 2006.

de son enveloppe de financements aux organisations de femmes, à l'horizon 2010.

- Oxfam a consacré un peu moins de 10% de son budget total 2005 aux activités en rapport avec les droits des femmes et des minorités. L'enveloppe de Oxfam-Novib destinée aux financements pour les droits des femmes et des minorités passera de 10 à 15% de son budget total, d'ici à 2010. Oxfam Canada, avec un budget de 12 millions de dollars pour les droits des femmes, s'est engagé à faire de ce thème son axe central.

- Chez Action Aid, également, les droits des femmes sont l'un des sept thèmes de leur compétence. En 2005, les financements en faveur des organisations des droits des femmes se sont élevés à 8,2 millions de dollars. Cette ONGI continue d'être engagée dans le domaine.

- Droits et Démocratie, du Canada, pilote sept ensembles de "programmes et activités", l'un d'entre eux étant "Droits des femmes" dont le budget total en 2006 s'est élevé à 2 147 518 dollars US.

- En 2006, Care International a lancé sa campagne "I am powerful" (je suis puissante) qui a mis l'accent sur le travail auprès des femmes dans soixante-dix pays où CARE mène des programmes axés sur les communautés. Selon Anne Lynam Goddard, chef du personnel de l'organisation: "Nous pouvons et nous devons aller de l'avant pour soutenir les efforts des femmes dans le sens de leur autonomisation et de l'avènement d'un monde différent."⁷⁴

- Comic Relief a commencé à financer des organisations locales, directement et non plus seulement à travers des intermédiaires à partir du Royaume-Uni. Pour l'heure, ses efforts se concentrent sur l'aide aux organisations africaines elles mêmes bailleuses de fonds pour de petits groupes travaillant sur le terrain qui représentent "un certain type d'organisation" (de taille moyenne, pas les ONG bien établies) que Comic Relief n'aurait pas autrement la capacité de toucher. Cette approche a signifié une augmentation des financements en faveur du Fonds de développement pour la femme africaine.⁷⁵

- En ce qui concerne l'aide humanitaire – domaine de prédilection des ONGI et qui capte une grande partie des fonds publics destinés au développement – les pratiques et les approches ont été revues. Un manuel sur l'aide d'urgence, dont la publication remonte à 1993 et que toutes les personnes travaillant sur ce terrain ont utilisé, ne soufflait mot de la dimension de genre; mais un nouveau manuel va sortir qui inclura des

De nombreuses ONGI s'établissent et ouvrent des bureaux dans les pays du Sud et demandent des financements à partir de ces antennes

En raison de leur visibilité, les ONGI peuvent éclipser des acteurs clé des droits des femmes aux yeux des donateurs et de l'opinion publique

⁷⁴ Voir http://www.care.org/newsroom/articles/2006/03/20060301_iap_launch.asp

⁷⁵ Alliance magazine, mars 2007

recommandations prenant en compte des considérations liées au genre. La question est de savoir si le nouveau manuel aura autant de succès que le premier attendu la culture machiste qui prédomine dans ce secteur (avec ses "cow boys de l'humanitaire" qui volent de catastrophes en désastres). Quoi qu'il en soit, le manuel propose un cadre rénové auquel les groupes de femmes peuvent se référer pour promouvoir des changements intégrant la dimension de genre pendant les crises et dans les situations d'urgence.

Enfin, des représentants des ONGI et des organisations de droits des femmes réfléchissent aux nouvelles modalités qui pourraient être celles utilisées par les ONGI pour soutenir et promouvoir le travail des groupes et des mouvements de défense des droits des femmes sans leur couper l'herbe sous les pieds. Lors de la réunion organisée par HIVOS et l'AWID, et une douzaine de représentants des ONGI, plusieurs recommandations d'importance ont été faites:⁷⁶

- Les ONGI devraient identifier et soutenir les organisations et les mouvements capables de faire avancer les droits des femmes. Elles devraient créer des financements de volumes différents afin que les grands groupes autant que les petits puissent avoir accès aux fonds distribués par les ONGI et améliorent leur travail et leurs mouvements;
- Les ONGI ayant leur siège en Europe devraient s'unir pour former un groupe de pression pour l'inclusion des droits des femmes dans les lignes budgétaires pour le développement au niveau des pays et de la Communauté européenne. Actuellement, le travail militant est très axé sur les questions politiques et néglige les aspects budgétaires;
- En ce qui concerne les campagnes mondiales, les ONGI devraient rester en retrait et plutôt offrir leur soutien aux organisations des droits des femmes. Il leur faut adopter une attitude plus humble et plus solidaire vis-à-vis de leurs partenaires du Sud (y compris, par exemple, éviter d'utiliser leur propre logo dans le cadre d'actions locales);
- Les ONGI peuvent et devraient apporter leur soutien aux campagnes politiques nationales des organisations des droits des femmes lorsque celui-ci est sollicité;
- Les ONGI devraient être également en contact avec les mouvements des femmes du Nord, de manière à créer des alliances pour faire pression sur les gouvernements du Nord, afin de promouvoir l'éducation et l'organisation en matière de solidarité

Les ONGI devraient identifier et soutenir les organisations et les mouvements capables de faire avancer les droits des femmes. Elles devraient créer des financements de volumes différents afin que les grands groupes autant que les petits puissent avoir accès aux fonds distribués par les ONGI et améliorent leur travail et leurs mouvements

⁷⁶ HIVOS, Women's Rights – Unfinished Business: What should International NGOs be doing?, Rapport de la Conférence Internationale, novembre 2006. Sur www.hivos.nl

- Les ONGI devraient créer les conditions pour que les partenaires puissent mettre en œuvre plus librement leurs programmes; et finalement et surtout,

- Les ONGI devraient travailler en collaboration de manière à mieux financer les organisations des droits des femmes à chaque niveau (national, régional et international).

Les fonds de femmes

Il y a par le monde un mouvement fascinant et croissant de création de fondations publiques autonomes et indépendantes gérées par des femmes qui soutiennent exclusivement des organisations de femmes ou des projets en faveur des droits des femmes. Le Fonds mondial pour les Femmes (Global Fund for Women - GFW) dont le siège se trouve à San Francisco, et Mama Cash, à Amsterdam, sont deux exemples de fonds éminents et bien établis qui distribuent des financements aux groupes de femmes dans le monde entier. En 2005 Mama Cash a donné plus de 4 millions de dollars US à des organisations des droits des femmes de par le monde.⁷⁷ Au cours de l'année 2005-2006, le Fonds mondial pour les Femmes a augmenté ses financements de 5%, pour arriver à un montant de 7,6 millions de dollars US.⁷⁸

Il y a par le monde un mouvement fascinant et croissant de création de fondations publiques autonomes et indépendantes gérées par des femmes qui soutiennent exclusivement des organisations de femmes ou des projets en faveur des droits des femmes

Il y a, par ailleurs, beaucoup d'autres fonds répartis dans environ vingt pays, et de nouveaux sont créés chaque année.⁷⁹ En fait, il existe, en plus des fonds contenus dans la liste ci-dessous, de nouveaux fonds pour les femmes en cours de création au Moyen-Orient, au Maghreb et en Argentine:

African Women's Development Fund – Ghana

Fondo para Mujeres Alquimia – Chili

Angela Borba Fund for Women – Brésil

Astraea Lesbian Foundation for Justice – États-Unis

Fonds des femmes bulgares – Bulgarie

Central American Women's Fund – Nicaragua

Filia Women's Foundation – Allemagne

HER Fund – Hong Kong

Mongolian Women's Fund – Mongolie

Nirnaya Women's Fund – Inde

Pitseng Trust – Afrique du Sud Reconstruction Women's Fund – Serbie

Semillas Women's Fund – Mexique

⁷⁷ <http://www.mamacash.nl/site/en/who/facts/index.php>

⁷⁸ <http://www.globalfundforwomen.org/cms/content/blogcategory/33/76/>

⁷⁹ Il y a des centaines de fonds locaux pour les femmes aux États-Unis qui ne sont pas décrits ici, bien que le Women's Funding Network [Réseau des fonds de femmes], une organisation de Fonds pour les femmes dans le États-Unis et internationalement, est un catalyseur pour le développement de ressources pour les femmes à travers le monde.

Slovak-Czech Women's Fund – Républiques Slovaque et Tchèque
Tewa for Women's Empowerment – Népal
Ukrainian Women's Fund – Ukraine
Urgent Action Fund for Africa – Kenya
Urgent Action Fund for Women's Human Rights – États-Unis
Women's Fund of Georgia – Géorgie
Women's Hope Education Action Trust – Afrique du Sud

Au total, les Fonds de femmes (hors des États-Unis, ou qui octroient des fonds hors des États-Unis) ont donné, en 2005, 15 millions de dollars à des organisations de femmes dans le monde entier. La même année, ces Fonds ont affiché collectivement un revenu de 26,5 millions de dollars (un peu moins qu'en 2004, année suivant l'énorme campagne réalisée par le Fonds global pour les Femmes) et possèdent environ 27 millions de dollars investis en actifs à long terme.⁸⁰ Ces chiffres sont impressionnants si l'on considère que 12 de ces Fonds n'ont pas plus de cinq ans d'âge (trois d'entre eux ont été créés en 2004-2005 dans la CEI).

De plus, ces fonds soutiennent financièrement des centaines d'organisations de femmes dans le monde. En fait, l'enquête menée par AWID (Association pour les droits de la femme et le développement) a révélé que 46% des personnes interrogées mentionnaient les Fonds de femmes comme une source de revenu (contre 28% en l'an 2000). En raison de la taille généralement réduite des financements (entre 4000 et 15000 dollars), ils représentent seulement 5% du revenu global (contre 3% en l'an 2000), mais pour les organisations de femmes disposant d'un budget annuel inférieur à 50000 dollars (c'est-à-dire la majorité d'entre elles), ils représentent souvent la source de revenu principale.

Ces Fonds font souvent le choix de financer les organisations qui travaillent sur des thèmes peu porteurs ou avec des groupes marginalisés, et qui ont difficilement accès aux ressources, comme les femmes autochtones, les paysannes, les femmes vivant dans la pauvreté, les lesbiennes, les jeunes femmes et les femmes handicapées. Ils apportent essentiellement un appui de base/institutionnel et plusieurs d'entre eux subventionnent des voyages pour permettre à des représentantes des organisations de femmes d'assister à des conférences stratégiques – ce que beaucoup d'autres donateurs ne font pas. De plus, un nombre croissant de ces Fonds est en train d'intégrer le renforcement des capacités parmi ses objectifs de financement pour augmenter les compétences des organisations bénéficiaires en matière de recherche de fonds et d'évaluation. Leur attention se centre principalement sur les petites organisations de femmes, mais certains (en particulier le GFW) financent également des organisations plus importantes si des opportunités uniques de marquer la différence se présentent.

80 Information recueillie directement auprès des Fonds de femmes par Ellen Sprenger

L'enquête menée par AWID a révélé que 46% des personnes interrogées mentionnaient les Fonds de femmes comme une source de revenu

Chaque année les Fonds de femmes sont inondés de soumissions de projets, mais ils utilisent le concours bénévole de conseillers et d'analystes, spécialistes des questions de genre, pour la sélection des groupes et les programmes les plus méritants, les plus stratégiques et éligibles, d'après les critères de financement.

Tendances positives au sein des Fonds de femmes

Croissance et innovation

Considérant l'importance des Fonds de femmes dans le soutien apporté au travail des groupes et mouvements féministes et de femmes dans le monde, il est compréhensible que ces fonds grandissent en nombre et en volume de financement. En fait, les Fonds de femmes dans le Sud et l'Est ont triplé leur revenu au cours des cinq dernières années (2000-2005). Ces Fonds en particulier ont réussi à réunir 18 millions de dollars dans la même période, et s'ils continuent sur leur lancée, ils atteindront les 43,5 millions de dollars dans les cinq années à venir.⁸¹ Ils apportent aussi un soutien mutuel destiné à la croissance et à l'innovation, les Fonds les plus importants (GFW et Mama Cash) aidant au démarrage les fonds plus récemment créés.

Mais où trouvent-ils l'argent pour faire ces financements? Si nous prenons l'exemple du Fonds de développement pour la femme africaine (AWDF), l'un des plus importants et dont la croissance a été des plus rapides, on constate que son revenu provient de plus de trente donateurs institutionnels, parmi lesquels des gouvernements, des ONGI, et des fondations, par exemple:

- Action Aid International
- American Jewish World Service (AJWS)
- Carnegie Corporation of New York
- Comic Relief (Royaume Uni)
- CORDAID
- Global Board of Methodist Ministries
- Fondation New Field
- Open Society Institute for West Africa
- Fondation Ford
- Ambassades de France, de Suisse et des Pays-Bas au Ghana
- Fondation John D. et Catherine T. MacArthur
- Fondation Mertz Gilmore (États-Unis)
- Fondation Nelson Mandela (Afrique du Sud)

81 Ibid

- Fondation Sigrid Rausing (Royaume-Uni)
- Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)
- Fondation Tides (États-Unis)
- United Artists for Africa, États-Unis.⁸²

Beaucoup des donateurs les plus importants voient les organisations telles que l'AWDF comme des intermédiaires clés pouvant distribuer de petites sommes d'argent à des communautés éloignées et marginales, ce que les organisations plus importantes ne peuvent pas faire. Dans cette redistribution, les Fonds de femmes contribuent à démocratiser l'accès au financement pour les organisations de femmes de toutes les régions.

De même, le Fonds pour les femmes d'Amérique centrale propose une approche novatrice pour aider à l'organisation des jeunes femmes dans la région. Lorsqu'il s'agit de décider quels projets vont être financés, tous les bénéficiaires se réunissent pour participer à la prise de décision, ce qui crée un paradigme différent pour la distribution des aides.

Beaucoup des Fonds de femmes se consacrent au renforcement des capacités d'organisation des femmes. L'AWDF et le Fonds pour les femmes d'Amérique centrale, par exemple, présentent des critères d'attribution explicitement destinés au renforcement des capacités organisationnelles de femmes en ce qui concerne les stratégies de communication, les compétences financières, les planifications stratégiques, la gouvernance, etc. Semillas, le fonds mexicain destiné aux femmes, par exemple, travaille en collaboration avec des ONG mexicaines de femmes pour renforcer leur capacité de levée de fonds. De plus, le Fonds global mondial pour les femmes a un programme spécial appelé "Fonds Maintenant ou Jamais" qui est destiné spécifiquement à des initiatives stratégiques, peu subventionnées par ailleurs, et orientées concrètement vers le développement des mouvements.

Ce qui est également unique en ce qui concerne les Fonds de femmes est le fait que, contrairement à la majorité des organisations de femmes, ils savent obtenir les contributions des particuliers. En 2005, 34% des fonds destinés aux femmes venaient de particuliers (contre 25% en 2004). Bien que le Fonds global pour les femmes et Mama Cash (basés dans le Nord mais accordant des financements partout) soient ceux qui ont le mieux réussi en ce qui concerne les fonds venant de particuliers, tous les fonds ont une expérience et un certain succès dans ce domaine. En 2005, AWDF, Alquimia, Nirnaya, Semillas et le Fonds pour les Femmes d'Amérique centrale ont reçu une grande partie de leurs revenus de particuliers. Certains de ces particuliers sont de riches philanthropes, mais

82 <http://www.awdf.org/pages/?pid=4&sid=48>

Un modèle intéressant qui se développe actuellement aux États-Unis s'appelle "philanthropie de supermarché"

une bonne partie des contributions vient sous formes de petits dons de centaines d'individus au niveau local et régional rassemblées selon diverses méthodes novatrices.

La mobilisation des ressources pour le travail sur les droits des femmes est en fait une spécialisation des Fonds de femmes, et de nouvelles stratégies apparaissent chaque année. Un modèle intéressant qui se développe actuellement aux États-Unis s'appelle "philanthropie de supermarché": des marques connues distribuent une partie de leurs produits sous le "label femme". L'étiquette informe les consommateurs que des redevances sur chaque vente seront destinées aux Fonds pour les femmes. Le but est de développer une ligne complète de produits d'entretien et d'alimentation "label femme" distribuée dans les supermarchés. Au fur et à mesure que les compagnies augmenteront leur part de marché, les Fonds destinés aux femmes gagneront en visibilité et recevront davantage d'argent pour leur travail contre la pauvreté et en faveur de la justice sociale. Ce modèle pourrait, s'il réussit, rapporter des millions de dollars par an. Le "label femmes" a été créé d'après une idée du Réseau des Fonds des femmes (en collaboration avec la Fondation Good Deed), et concerne surtout des compagnies ayant fait preuve de responsabilité sociale.⁸³

Le coût de la croissance

Dans le cadre de cette étude, des discussions ont pris place entre les Fonds de femmes et les organisations de droits des femmes sur les conséquences – bonnes et mauvaises – du développement de ces Fonds en taille et en importance. Il en ressort que certains aspects demandent qu'on leur porte une attention particulière, dont la concurrence, la responsabilité et la contribution au renforcement du mouvement:

Concurrence: Les Fonds de femmes et les organisations des droits des femmes postulent souvent auprès des mêmes sources de financement. Les organisations qui redistribuent les fonds à de plus petits groupes semblent souvent plus attirants que les organisations qui collectent des fonds pour des programmes complexes et souvent à long terme pour des actions de soutien, de justice sociale et de renforcement du mouvement (rappelons cependant qu'un pourcentage croissant de l'ensemble des revenus des Fonds de femmes provient de donateurs individuels, source jusqu'alors peu exploitée).

Responsabilité: A mesure que les ressources globales s'accroissent, les décisions concernant l'attribution des fonds exigent davantage de responsabilité et de perspicacité. Tous les Fonds n'ont pas une orientation vraiment féministe et ne sont pas nécessairement axés sur les droits

⁸³ http://ga4.org/fund_forward/notice-description.tcl?newsletter_id=7688455

des femmes, et ils ne sont pas toujours clairs quant à leurs théories du changement et les moyens de mettre en place des changements structurels complexes et durables dans un contexte de mondialisation, de militarisation et de fondamentalismes religieux croissants. Est-il suffisant de soutenir les femmes et les filles, ou est-ce que les Fonds de femmes devraient se fixer une tâche plus ardue consistant à financer le travail politique nécessaire pour s'attaquer aux causes structurelles de la violence, de la discrimination et du patriarcat en général?

Renforcement du mouvement: Avec des centaines de financements destinés aux petites organisations féminines à travers le monde, il est nécessaire de porter une plus grande attention au renforcement du mouvement. Cela implique, par exemple, qu'il faut s'assurer que les fonds attribués permettent le renforcement des capacités, la coordination entre les groupes et les actions locales et régionales, et le soutien au développement des stratégies globales des mouvements de femmes au niveau local et régional.

D'autre part, considérant que 66% des organisations des droits des femmes ont des budgets inférieurs à 50000 dollars, les Fonds de femmes pourraient réduire le fossé existant entre ce groupe important de toutes petites organisations et un groupe beaucoup plus réduit (23%) disposant de budgets qui dépassent les 100000 dollars, en accordant par exemple des financements plus importants à un des candidats spécifiques qui présentent un potentiel de croissance substantiel.

Les Fonds de femmes sentent la nécessité d'assurer leur viabilité financière mais aussi celle des organisations de femmes. Derrière ces Fonds de femmes se trouvent des dirigeantes créatives, compétentes et engagées

Viabilité financière

Cependant, du point de vue stratégique, les Fonds de femmes sentent la nécessité d'assurer leur viabilité financière mais aussi celle des organisations de femmes. Derrière ces Fonds de femmes se trouvent des dirigeantes créatives, compétentes et engagées. Selon Bisi Adeleye-Fayemi, co-fondatrice et directrice exécutive de l'AWDF, "nous allons renforcer les capacités de direction des femmes, nous aiderons au développement de leurs connaissances, et à la construction de groupes de femmes solides." ⁸⁴ Pour assurer leur viabilité financière les Fonds de femmes:

- Investissent énormément dans la collecte de fonds, la formation du personnel, les bases de données, les systèmes financiers, le développement de stratégie, la visibilité, la labellisation et les outils de communication;

⁸⁴ http://ga4.org/fund_forward/notice-description.tcl?newsletter_id=7688455

- Cherchent à diversifier leur sources de financements, de manière à ne pas dépendre d'un donneur en particulier; et,
- Réalisent des investissements à long terme très rentables (par exemple dans l'immobilier).

Ce qui est également unique en ce qui concerne les Fonds de femmes est le fait que, contrairement à la majorité des organisations de femmes, ils savent obtenir les contributions des particuliers

Pour les groupes féministes, les Fonds de femmes pensent qu'il est stratégiquement important de mobiliser un volume croissant de fonds provenant de donateurs individuels, ainsi que d'entreprises privées qui sont ostensiblement hors de portée de la plupart des groupes de femmes. En accédant à ces nouvelles sources de financement pour les droits des femmes, ils deviennent, comme certains l'ont dit, une partie du "bras armé" du mouvement en matière de financement. De plus, les Fonds de femmes disposent eux-mêmes de programmes pour leurs bénéficiaires visant à augmenter leur viabilité financière. Finalement, beaucoup de Fonds de femmes travaillent conjointement avec l'AWID dans le cadre de cette recherche action. Ils réunissent donateurs et organisations de défense des droits des femmes pour approfondir l'analyse des tendances et des opportunités de financements, et pour développer des alliances plus solides entre les deux groupes, afin d'améliorer le niveau de l'aide.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, beaucoup de donateurs voient dans les Fonds de femmes un intermédiaire pour le financement des petites organisations, une fonction que beaucoup de gros donateurs ne peuvent remplir vu la charge administrative que cela représente et leur manque d'expertise concernant les réalités locales des femmes. Dans les années à venir, cependant, il est possible que les Fonds de femmes absorbent de plus grosses quantités des fonds de l'AOD, en particulier pour soutenir le travail le plus risqué de défense des droits des femmes dans des contextes sociaux conservateurs, travail que peu de donateurs traditionnels souhaitent appuyer.

Les grandes fondations privées

Les grandes fondations privées sont peut-être celles qui offrent le moins d'opportunités de financement aux organisations et mouvements des droits des femmes dans le monde

De tous les secteurs de financement enquêtés par l'AWID, les grandes fondations privées sont peut-être celles qui offrent le moins d'opportunités de financement aux organisations et mouvements des droits des femmes dans le monde. L'égalité de genre et les droits des femmes ne sont pas une priorité dans leurs politiques, et leur mécanismes et approches de financements sont tels qu'ils découragent la majorité des organisations pour les droits des femmes d'y recourir.

Parmi les fondations représentées dans l'enquête de l'AWID (de toutes les vingt premières des listes régionales et internationales, sur les cinq dernières années) se trouvent:

- La fondation Ford
- La fondation MacArthur
- La fondation Gates
- L'institut pour la société ouverte (Open Society Institute – OSI)
- La fondation Packard
- La fondation Hewlett
- La fondation Rockefeller
- Barrow Cadbury Trust

En 2005, ces dernières et d'autres grandes fondations ont été mentionnées par 13% des personnes interrogées pour l'enquête de l'AWID comme source de revenu (contre 19% en 2000). De plus, la part des apports des grandes fondations dans le revenu total est passé de 20% en 2000 à seulement 13% en 2005. Le tableau ci-dessous montre clairement la faiblesse du financement des grandes fondations en faveur des organisations de défense des droits des femmes.⁸⁵

	<i>Dons totales en 2004 (en dollars US)</i>	<i>Financements pour les femmes et les filles</i>	<i>Modifications dans les dons (par rapport à 2003)</i>	<i>Mais en relation avec les subventions pour les femmes et filles...</i>
<i>Fondation Gates (données 2004)</i>	\$1.255.762.783	\$117.114.026 (9.5%)	Augmentation de 6,2%	Baisse de 64%
<i>Fondation Ford (données 2004)</i>	\$ 522.872.210	\$63.230.722 (12%)	Augmentation de 21,1%	Baisse de 12%
<i>Réseau Open Society (données 2004)</i>	\$ 408.095.000	\$5.252.000 (1,2%)	Baisse de 4%	Baisse de 12%

Plus encore, selon le Réseau des Fonds pour la population, la santé et les droits génésiques, les financements pour ce secteur ont diminué en 2004, atteignant ainsi leur niveau le plus bas depuis 1999 – 329,5 millions de dollars, moins de la moitié du chiffre de la période 2000-2001.⁸⁶ La chute du marché des valeurs et les changements de priorités sont pour beaucoup dans cette involution, de même que le conservatisme grandissant chez les donateurs importants, faisant qu'ils se sont concentrés davantage sur la population que sur les droits génésiques. Et tandis que plus de la moitié des financements montre que les États-Unis ont participé davantage dans des projets internationaux en 2004, le montant moyen des financements a baissé.⁸⁷

La fondation Ford s'est révélée être une alliée fidèle des organisations pour les droits des femmes dans le monde et s'est maintenue parmi les 20 plus grands donateurs depuis 1995 (selon l'enquête de l'AWID). Les

Cette tendance est due au fait que les fondations sont “dans le collimateur” du gouvernement américain qui veut s’assurer que les dollars philanthropiques ne terminent pas dans la poche de terroristes

⁸⁵ Élaboré sur la base des données contenues dans les rapports annuels du Foundation Center et du Open Society Network.

⁸⁶ Réseau des Fonds pour la population, la santé et les droits génésiques (2006) Funding analysis 2004: Highlights from the Grants Database, Juin 2006

⁸⁷ Ibid

droits des femmes constituent un thème important transversal et beaucoup de ses directeurs de programmes, appelées en renfort, sont issues du mouvement des femmes. Ceci étant dit, les financements de la fondation Ford en faveur des droits des femmes, comme ceux des autres fondations, sont allées en se réduisant. En particulier, les portes semblent fermées aujourd'hui aux organisations pour les droits des femmes qui n'ont jamais reçu auparavant l'aide de la fondation Ford, et celles qui bénéficiaient de fonds pour des projets sur plusieurs années obtiennent encore des financements, mais en moindre mesure.

Pourquoi ce déclin? L'internationalisation, mais en passant par des intermédiaires aux États-Unis

Le Centre des fondations et le Conseil des fondations ont rapporté récemment que les fondations américaines avaient, en 2005, donné la somme record de 3,8 milliards de dollars pour des projets internationaux. Cet accroissement représente presque 12% (en tenant compte de l'inflation) en comparaison avec 2002. L'étude, basée sur un univers de 1 172 des plus grandes fondations américaines, révèle que 49% des fonds ont été dépensé pour des projets de santé, en grande partie à cause des programmes de la fondation Gates. 18% des fonds ont été destinés à des programmes mondiaux, 19% à l'Afrique sud-saharienne 18% à la région Asie Pacifique, 11% à l'Amérique latine et aux Caraïbes, et le reste à l'Europe.⁸⁸

Si ces chiffres impressionnants peuvent nous faire penser que les organisations pour les droits des femmes dans le Sud et l'Est bénéficieront de transferts plus importants à l'étranger, le rapport indique également que moins de fonds sont envoyés directement à des groupes à l'étranger. Au lieu de cela, les fonds circulent à travers des organisations américaines qui travaillent au niveau international (principalement des ONGI). Cette tendance est due au fait que les fondations sont "dans le collimateur" du gouvernement américain qui veut s'assurer que les dollars philanthropiques ne terminent pas dans la poche de terroristes. Les prescriptions draconiennes du ministère des Finances des États-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les "Anti-Terrorist Financing Guidelines", obligent les fondations à plus de prudence.⁸⁹ En réponse à cela, les organisations telles que Grantmakers without Borders (Donateurs sans frontières), the American Civil Liberties Union (l'Union américaine pour les libertés civiles) et Alliance for Justice (l'Alliance pour la justice) s'efforcent d'influencer le gouvernement pour qu'il modifie ce règlement anti-productif qui diminue l'envoi de fonds à l'étranger à un moment où

⁸⁸ Alliance, 2006, "International giving by US foundations reaches record 3.8 milliards", Alliance, Volume 11, N° 4 décembre 2006

⁸⁹ Ibid.

ils sont plus que jamais nécessaires.⁹⁰ Cette situation politique reflète aussi le manque de mobilisation et les luttes du mouvement des femmes aux États-Unis, qui est divisé et confronté à de sérieux problèmes légaux concernant les droits génésiques.

Cultures institutionnelles

Les fondations, comme les entités bailleuses de fonds, ne sont pas épargnées par les systèmes de discrimination et le patriarcat sous-jacents. Une nouvelle étude et publication de Mary Ellen Capek et Molly Mead⁹¹ présente un plaidoyer irréfutable en faveur de plus de diversité au sein des fondations et des fonds pour les femmes et les filles, de manière à ce que les fondations soient vraiment efficaces. Femmes et Philanthropie – une association dont les financements sont centrés sur l'équité en faveur des femmes et des filles – a travaillé pendant des années pour placer des femmes dans des postes de dirigeantes d'associations philanthropiques et a plutôt bien réussi, mais cela ne s'est pas traduit par l'augmentation des aides pour les femmes. Les auteurs mentionnés considèrent que l'environnement et les valeurs caractéristiques des grandes fondations ne sont pas propices à la justice de genre. Étant donné que les femmes ont dépassé les instances les plus visibles de la discrimination dans de nombreux domaines, elles ne sont plus considérées comme une priorité. La réflexion sur les thèmes liés à l'inégalité entre les sexes n'a pas évolué.⁹² En conséquence, les droits des femmes passent au second plan.

Il faut que ce soit à grande échelle

Les fondations elles-mêmes décrivent les difficultés qu'elles rencontrent pour appuyer les groupes de femmes: le problème c'est qu'ils sont trop petits. Les fondations voudraient "passer à l'échelon supérieur", en d'autres termes, donner des fonds plus importants à un nombre plus réduit de groupes de plus grande envergure. La liste dans l'encadré ci-dessous montre la taille de ces fondations, et pour elles, accorder une subvention d'un million de dollars est plus efficace et a un plus grand "impact".

90 Alliance Magazine, Updates, décembre 2006

91 Capek et Mead, 2006, Effective Philanthropy: Organisational Success through Deep Diversity and Gender Equality. MIT Press.

92 Entretien avec le personnel de Femmes et Philanthropie.

Les plus grandes fondations du monde (chiffres de fin 2005 en dollars US)⁹³

1. Fondation Bill et Melinda Gates: 29,1 milliards de dollars US (avant la donation Buffett)
2. The Wellcome Trust: 22,5 milliards de dollars US
3. Fondation Ford: 11,6 milliards de dollars US
4. Fondation Robert Wood Johnson: 9,1 milliards de dollars US
5. Lilly Endowment: 8,3 milliards de dollars US
6. Fondation W.K. Kellogg: 7,3 milliards de dollars US
7. Fondation William et Flora Hewlett: 7,1 milliards de dollars US
8. Fondation Robert Bosch: 6 milliards de dollars US
9. Fondation David et Lucile Packard: 5,8 milliards de dollars US
10. Fondation Andrew W. Mellon: 5,5 milliards de dollars US
11. Fondation John D. et Catherine T. MacArthur: 5,4 milliards de dollars US
12. Fondation Gordon et Betty Moore: 5,2 milliards de dollars US

La Fondation Gates arrive loin en tête. L'année dernière, dans un geste qui a fait la une de tous les journaux du monde, l'homme d'affaires Warren Buffett a fait une donation de 31 milliards de dollars à la Fondation Gates (ce qui a augmenté ses actifs à 62 milliards de dollars US). La Fondation Gates dépense chaque année environ 3 milliards de dollars US, un chiffre légèrement inférieur à ce que le Canada a dépensé pour toute son assistance à des pays étrangers en 2005. Le projet est de doubler le personnel de 300 à 600 personnes dans les deux prochaines années. La fondation, dirigée par trois personnes, Bill et Melissa Gates et Bill Gates père, se centre sur les thèmes de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du micro crédit.

Cette création de la méga-fondation, ou comme l'appelle Time Magazine la "Billanthropie" a toutes sortes de répercussions dans le monde en termes de conduite des actions sur le SIDA, de redéfinition de l'éducation aux États-Unis et de transformation de la communauté philanthropique. La Fondation Gates a tellement grandi que, pour certains, elle s'est "appropriée" le domaine du VIH/SIDA. Des donateurs tels que MacArthur disent aux organisations qui travaillent sur ce terrain qu'ils n'appuieront plus leurs projets puisque la fondation Gates le fait⁹⁴. Le gouvernement américain a modifié son projet de budget 2007, et en a retiré un programme destiné à la création de petits établissements scolaires, arguant de la disponibilité de fonds privés grâce à Gates et à d'autres fondations.

Étant donné la taille de ces puissants acteurs, il est difficile de savoir quelle type d'influence ils vont exercer sur les processus de transformation sociale. Comme s'interroge un analyste de la philanthropie:

⁹³ Base de données du Centre américain de Fondations

⁹⁴ Communication personnelle avec le directeur exécutif de une organisation internationale sur le VIH/SIDA

“Quel est le rôle que doivent jouer les fortunes privées lorsqu’il s’agit de répondre aux besoins sociaux et de définir les orientations de politique sociale dans une société démocratique?... Une richesse sans précédent dans le monde de la philanthropie concentrée dans les mains de trois personnes, et utilisée au gré de leur approche personnelle du bien public, mérite d’être objet d’examen, de discussions et de critiques de la part de tous ceux qui seront touchés par leurs décisions prises par le triumvirat – c’est-à-dire, nous tous.”⁹⁵

Il faut souligner cependant le fait que la Fondation Gates n’est pas insensible aux pressions du public. Après une série d’enquêtes approfondies réalisées par le Los Angeles Times sur les investissements de la fondation, Gates est en train de réexaminer les politiques d’investissement pour assurer que ses acquisitions seront toujours faites dans un souci de responsabilité sociale. Gates a engagé de ce processus après que le public a critiqué le fait que la fondation empêche chaque année des revenus énormes provenant de projets antagoniques avec ses objectifs philanthropiques (par exemple des entreprises qui contribuent aux problèmes de salubrité du logement, de durabilité de l’environnement et du bien-être social), ce qui indique que d’autres fondations pourraient faire la même chose.⁹⁶

Certains caractérisent la fondation typique comme autocratique, inefficace et obstinée, élitiste, fermée, arrogante et capricieuse

Modèle de gouvernance

Les idées exprimées sur la culture organisationnelle et l’influence croissante des grandes fondations révèlent des problèmes plus sérieux sur la gouvernance desdites fondations. Certains caractérisent la fondation typique comme “autocratique, inefficace et obstinée, élitiste, fermée, arrogante et capricieuse.”⁹⁷ Cette culture ne changera pas d’ici peu et ne crée certainement pas un environnement favorable au soutien des efforts – politiques, à long terme, sujets à controverse et souvent désordonnés – pour le renforcement ou la consolidation du mouvement des femmes.

Le parti pris des solutions techniques et des résultats mesurables

Les grandes fondations ont également une obsession pour les résultats mesurables. Ceci conduit à l’instigation par les donateurs d’un modèle d’évaluation éliminatoire pour beaucoup de bénéficiaires qui ne peuvent

⁹⁵ Sievers, Bruce, 2006, « Questions que les journalistes devraient avoir posé sur la donation Buffett », Alliance, Volume 11, N° 3, Septembre 2006

⁹⁶ Los Angeles Times, 11 janvier 2007, “Gates Foundation: réexaminer les investissements”, par Charles Piller

⁹⁷ The Economist, 25 Février 2006, Une enquête sur la richesse et la philanthropie

définir ou démontrer assez rapidement qu'un changement s'est produit. Certaines fondations ont tendance à "couper et changer". Des analystes et des organisations de femmes soulignent également qu'elles "favorisent le financement de programmes individuels au détriment de la viabilité des organisations à but non lucratif qui font fonctionner les programmes. Les budgets de fonctionnement sont mal vus, et les financements sont plutôt à court terme."⁹⁸

Finalement, on observe une tendance impressionnante au recours aux approches techniques pour résoudre des problèmes politiques... de nouvelles graines, de nouveaux médicaments, de nouveaux services financiers. Gates investit fortement dans l'acquisition de microbicides (composants d'application interne pour éviter la contagion par des maladies sexuellement transmissibles et le VIH) pour les lancer sur le marché comme moyens de freiner la pandémie de SIDA. D'autres voient l'égalité des sexes et la pauvreté comme des priorités essentielles. De même, le premier effort de la Fondation Gates pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement, au-delà des projets de santé et d'éducation globaux, est centré sur la mise au point de graines résistantes aux maladies et à la sécheresse, pour l'alimentation de base en Afrique, en plus de promouvoir la création de réseaux de distribution de graines et d'engrais, et une formation universitaires pour les agronomes africains. Gates et Rockefeller "ont uni leurs forces dans une "Alliance pour la révolution écologique en Afrique" en donnant 150 millions de dollars US destinés à la recherche de solutions techniques telles que de nouvelles variétés de cultures et de meilleures techniques agricoles."⁹⁹

En résumé, il y a plus de défis que d'opportunités pour les activistes et les organisations de défense des droits des femmes lorsqu'il s'agit de grandes fondations. La tendance des dons octroyés par les fondations dans un avenir proche ne sera probablement pas très positive, étant donné "la flambée des prix du pétrole, l'enlisement de la guerre en Irak et l'explosion de l'endettement intérieur des États-Unis."¹⁰⁰. En d'autres termes, plutôt que de tourner le dos aux grandes fondations, les organisations des droits des femmes devraient reconsidérer leurs propres stratégies pour attirer des financements conséquents de ce secteur, stratégies qui sont présentées dans le chapitre 4.

Dons individuels et petites fondations privées

Il y a un grand potentiel pour les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes dans l'obtention de ressources à partir de dons individuelles. Il peut s'agir de dons individuelles importantes venant de personnes riches, ou de petits dons arrivant en grand nombre

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ The Chronicle of Philanthropy, 13 Septembre, 2006 <http://philanthropy.com/free/update/2006/09/2006091301.htm>

¹⁰⁰ Foundation Center, Foundation Growth and Giving Estimates, 2006 Update

en réponse à des courriers, à des campagnes d'adhésion ou de demandes de fonds par internet, ou par le biais de l'organisation de manifestations. De plus en plus d'individus font des dons pour le travail en faveur de la justice sociale et des droits humains, au niveau local et mondial, d'où l'augmentation des possibilités pour les femmes de capter la philanthropie individuelle.

D'après l'enquête de l'AWID, en 2005, 28% des organisations interrogées mentionnaient les dons individuels comme source de revenu (contre 26% en l'an 2000). Les dons individuels représentaient le 10% du revenu total (le même chiffre qu'en l'an 2000).

Les dons individuelles au niveau mondial représentent des milliards de dollars et vont en augmentant, comme le montrent les exemples ci-dessous:

- Selon l'Index sur la Philanthropie dans le monde élaboré par le Hudson Institute en 2006, la philanthropie et les dons individuelles aux États-Unis totalise au moins 71 milliards de dollars par an – plus de trois fois et demie l'Assistance officielle au développement du gouvernement.¹⁰¹

- Les ONG pour le développement international aux États-Unis obtiennent 71% de leur revenu de donateurs individuels privés, soit les deux tiers de leur revenu global évalué à 16 milliards de dollars.¹⁰²

- Vingt-et-un Américains ont donné au moins 100 millions de dollars pour des causes caritatives en 2006, un nouveau record dans l'histoire des dons philanthropiques.¹⁰³

- Dans les années et décennies à venir, des milliers de milliards de dollars seront transférés entre générations, à mesure que les populations vieillissantes en Europe et aux États-Unis abandonnent leurs biens de succession. Ce phénomène signifie aussi que plus de femmes que jamais dans l'histoire recevront des héritages.

- Helen LaKelly Hunt (philanthrope, universitaire et fondatrice de The Sister Fund) est l'une des dirigeantes d'une initiative appelée Women Moving Millions: Women's Fund's Making History (Femmes brassant des millions: les Fonds de femmes entrent dans l'histoire), qui réunit des dons pour plus de 1 million de dollars US pour les femmes et les filles, et qui compte déjà des douzaines de membres.¹⁰⁴

- La décision de Warren Buffet en 2006 de donner 31 milliards de dollars à la Fondation Gates est la plus grande donation individuelle de l'histoire.

101 Centre pour les Organisations à but non lucratif et la Philanthropie (2006)

102 Centre pour les Organisations à but non lucratif et la Philanthropie (2006), Non Profits in Focus, Urban Institute Policy Brief "The International Charitable Nonprofit Subsector, Scope Size and Revenue" de Janelle A. Kerlin et Supaporn Thanasombat, No. 2. Septembre 2006.

103 La liste annuelle des soixante Américains les plus généreux, publiée par The Chronicle of Philanthropy, www.Philanthropy.com

104 Voir: Women's Funding Network (www.wfnet.org)

D'une initiative appelée Women Moving Millions: Women's Fund's Making History (Femmes brassant des millions: les Fonds de femmes entrent dans l'histoire), qui réunit des dons pour plus de 1 million de dollars US pour les femmes et les filles

En comparaison, considérant le cours actuel du dollar, ce don de 31 milliards est le double du total des contributions philanthropiques réalisées par Andrew Carnegie et John D. Rockefeller réunis, au cours de leur vie. La donation de Warren Buffett à la Fondation Gates contraste avec les tendances des dernières années, où les donateurs imposent des niveaux de plus en plus élevés de contrôle sur leurs contributions, en créant de petites fondations familiales ou en établissant des fonds fiduciaires bien encadrés. L'exemple de Buffett pourrait avoir un impact sur l'attitude des donateurs, dans le sens d'appuyer davantage les structures existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

- En Inde, des nouveaux riches, tels que les cadres de direction de compagnies comme Infosys, Wipro et Dr Reddy, rejoignent le groupe des philanthropes importants composé des familles Tata, Birla et Bajaj. De même, en Amérique latine et en Asie, une nouvelle génération de gens riches considère de plus en plus leur participation à des dons.¹⁰⁵
- Mohamed Ibrahim, un milliardaire né au Soudan qui a construit sa fortune sur l'industrie des télécommunications, vient de créer un prix annuel de 5 millions de dollars US destiné à des dirigeants africains faisant preuve de bonne gouvernance.¹⁰⁶
- La philanthropie de la diaspora est analysée de plus en plus comme une contribution croissante, avec des dons de femmes importantes pour le développement communautaire dans les pays du Sud (voir tableau p.105).
- Comme le montre le tableau ci-dessous, les dons individuelles ne sont pas celles qui prévalent dans les pays riches. En fait, les pays d'économie émergente tels que le Mexique et le Brésil présentent des niveaux croissants de dons individuelles.

	15 PREMIERS PAYS EN DONS INDIVIDUELLES ¹⁰⁷	DONS (% DU PIB) ¹⁰⁸
1	ÉTATS-UNIS	1,85%
2	ISRAËL	1,34%
3	CANADA	1,17%
4	ARGENTINE	1,09%
5	ESPAGNE (SANS COMPTER LES GROUPES RELIGIEUX)	0,87%
6	IRELAND	0,85%
7	ROYAUME-UNI	0,84%
8	OUGANDA	0,65%
9	HONGRIE	0,63%
10	TANZANIE	0,61%
11	KENYA	0,57%
12	PORTUGAL	0,53%
13	AUSTRALIE	0,51%
14	PAYS-BAS	0,49%
15	AFRIQUE DU SUD	0,47%

105 The Economist: Survey of wealth and philanthropy, Février 2006, p. 4

106 Estanislao Oziewicz, 2007 "Laying seeds for good governance in Africa", The Globe and Mail, Lundi 8 janvier, 2007.

107 Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project. Ce projet comprend des donations en liquide et sous d'autres formes et exclut l'assistance au développement venant du gouvernement et autres formes de subventions gouvernementales. Voir: <http://www.jhu.edu/~cnp/>

108 Le produit intérieur brut représente la valeur totale des biens et services produits par une nation. Le pourcentage inclut les donations à des groupes religieux.

Défis liés aux dons individuels

Où va la plus grande partie de l'argent

La grande majorité des dons individuels va à des oeuvres de charité ou à des groupes religieux. Aux États-Unis, le chiffre impressionnant de 62% de l'ensemble des dons va à des causes religieuses.¹⁰⁹ Certes, une portion arrive dans les caisses de groupes religieux progressistes, comme par exemple le Unitarian Universalist Service Committee, l'American Friends Service Committee et les Femmes Méthodistes, mais une partie finance aussi des groupes anti-féministes. De même, une grande proportion des financements est destinée à la prestation de services et seulement un faible pourcentage des dons va à des groupes travaillant sur les causes structurelles des violations des droits humains et des injustices sociales.

Un environnement légal et réglementaire favorable (avantages fiscaux) est la clé de la croissance de la philanthropie privée. De plus en plus de fondations et de centres philanthropiques dans différents pays se consacrent à encadrer la philanthropie, tant en termes d'orientation des financements au-delà des objectifs religieux, que de transformation des lois et règlements.

Les grosses sommes d'argent venant d'individus riches peuvent changer la vie d'une organisation, mais la plupart de l'argent disponible se présente sous la forme de mécénat d'entreprises. Selon un analyste "les nouveaux riches ont souvent acquis leur argent très rapidement, et grisés par leurs propres performances, ils pensent qu'ils peuvent obtenir les mêmes résultats dans le secteur à but non lucratif. Ils oublient que leur succès peut avoir été le résultat de la chance et que le secteur des organisations à but non lucratif est beaucoup plus complexe que celui d'où ils viennent."¹¹⁰ Les gros donateurs peuvent croire qu'il existe une baguette magique, mais s'agissant de transformation sociale ou politique et des droits des femmes, si cet instrument existait, nous en aurions déjà fait usage.

Et puis il y a les célébrités. D'Angelina Jolie à Madonna, de Gwyneth Paltrow à Oprah Winfrey; ces femmes ont fait que les dons et les causes qu'elles défendent acquièrent un prestige et soient très à la mode. Selon certaines critiques, cette "star-charité" est un signe de la médiocrité de notre époque, car les célébrités, avec leur approche naïve et souvent colonialiste, donnent un mauvais exemple de l'aide. Nous voulons bien

La grande majorité des dons individuels va à des oeuvres de charité ou à des groupes religieux. Aux États-Unis, le chiffre impressionnant de 62% de l'ensemble des dons va à des causes religieuses

Les célébrités. D'Angelina Jolie à Madonna, de Gwyneth Paltrow à Oprah Winfrey; ces femmes ont fait que les dons et les causes qu'elles défendent acquièrent un prestige et soient très à la mode

¹⁰⁹ Étude réalisée par le Centre de Philanthropie de l'Université de l'Indiana, citée dans *The Economist: A survey of wealth and philanthropy*, 25 février 2006, p. 5

¹¹⁰ Mario Morina of Venture Philanthropy Partners, cité dans *The Economist: A survey of wealth and philanthropy*, 25 février 2006, p. 3.

croire (et espérer) que leur philanthropie soit une expression de leur générosité sincère, mais il faut reconnaître que cela fait aussi partie d'une stratégie médiatique et de la construction d'une image publique soigneusement élaborée, faisant de la star philanthrope une héroïne. Le défi, dans ce cas, consiste à ne pas perdre de vue les véritables héroïnes et leurs luttes courageuses, et d'utiliser le pouvoir des vedettes pour obtenir plus d'argent et de visibilité dans le but de créer des mouvements et des organisations qui abordent les causes structurelles de la pauvreté et de l'injustice plutôt que de soulager leurs symptômes.

Les dons des riches

D'énormes concentrations de richesse ont permis le développement de la philanthropie privée qui peut prendre la forme de dons individuels pour une cause ou une organisation spécifique, ou s'exercer moyennant des mécanismes existants, tels qu'une fondation de famille ou un conseiller en philanthropie:

- Les fondations familiales ont été historiquement les mécanismes favoris depuis la révolution industrielle, lorsqu'une poignée d'individus a acquis d'énormes richesses. Beaucoup de ces fondations existent encore sous la forme de fondations dotées d'un personnel professionnel et indépendant de la famille fondatrice. Mais beaucoup d'entre elles existent depuis moins d'une décennie: en 2004, les nouvelles fondations familiales aux États-Unis disposaient d'un actif de plus de 63,87 milliards de dollars et octroyaient des aides pour plus de 4,17 milliards de dollars.¹¹¹
- Dans d'autres cas, une famille ou un individu peut utiliser les services d'une organisation ou d'un conseiller philanthropique. L'industrie des conseillers et services philanthropiques connaît un essor rapide et pourrait changer de manière spectaculaire les orientations données aux financements dans un avenir proche. Les donateurs misent sur les conseillers pour savoir où placer leurs dons et ceux-ci deviennent d'importants intermédiaires entre les groupes qui ont besoin de fonds et les riches qui ont de l'argent à distribuer.

La véritable difficulté associée à ces deux mécanismes est l'accès. Comment une organisation pour les droits des femmes située au Kenya, par exemple, peut-elle avoir accès aux subventions disponibles en Europe ou aux États-Unis si les donateurs n'acceptent pas de prendre connaissance des projets, travaillent seulement par l'entremise de conseillers ou souhaitent demeurer anonymes? Sans aucun doute, cet argent est beaucoup plus accessible pour les groupes situés dans le Nord que pour

¹¹¹ The leading 500 New Foundations Funding Women and Girls, seconde édition, 2006

ceux situés dans le Sud et l'Est (pour lesquels il est plus difficile de se faire connaître et d'avoir des contacts). On peut se demander s'il n'est de la responsabilité des groupes du Nord de faire ces contacts et de démocratiser l'accès aux fortunes individuelles.

Petits dons de donateurs multiples

Beaucoup de groupes qui se consacrent aux problèmes des droits humains (comme Amnesty International) et de l'environnement (comme Greenpeace) récoltent des millions de dollars grâce aux adhésions de leurs membres, des femmes pour la plupart. Les adhésions représentent un très faible pourcentage du revenu total des organisations de femmes, mais elles peuvent augmenter grâce à des efforts de créativité.

L'autre moyen d'accéder aux dons individuels est par le biais de petits dons multiples, une stratégie clé employée par les Fonds de femmes. Mais comme ces derniers peuvent en témoigner (vu que 30% de leur revenu est redevable à des donateurs individuels), pour obtenir des fonds de nombreux individus il faut investir dans du personnel, des systèmes informatiques, de nouvelles stratégies de communication, des pages web bien conçues, et autre matériel, de même que dans les réseaux de communication et les espaces de visibilité non utilisés jusqu'à maintenant.

De plus, les ONGI sont beaucoup mieux placées pour drainer cet argent – ici aussi en concurrence avec les organisations pour les droits des femmes (CARE International, l'une des plus grandes ONG du monde, se consacre actuellement, avec succès, à la recherche de femmes donatrices aux États-Unis). Pour les ONG centrées sur des campagnes ou programmes spécifiques, ceci exige de revoir la conception de leur capacité organisationnelle. Cependant, il existe des stratégies qui seront présentées en détail dans le chapitre 4.

En résumé, les dons individuels présentent des obstacles. Il peut être stimulant de prendre et de cultiver les contacts avec les riches donateurs individuels, mais en même temps les campagnes de collecte de fonds en direction des individus représentent un important investissement de temps et d'argent. Il est souvent plus difficile de convaincre les individus d'appuyer le renforcement des mouvements ou les projets à long terme pour les droits des femmes, parce qu'ils s'intéressent en général davantage aux situations d'urgence ou aux nécessités personnelles spécifiques. Et en raison du fait qu'il y a plus de richesse et une plus grande culture philanthropique dans le Nord, ces ressources sont plus accessibles aux groupes basés dans le Nord.

Il est souvent plus difficile de convaincre les individus d'appuyer le renforcement des mouvements ou les projets à long terme pour les droits des femmes, parce qu'ils s'intéressent en général davantage aux situations d'urgence ou aux nécessités personnelles spécifiques

Cependant, le Sud présente de plus en plus d'opportunités. Les riches individus dans le Sud et l'Est s'investissent davantage dans la philanthropie. Même de petits dons particuliers ou des souscriptions peuvent aider à augmenter la viabilité et l'indépendance d'une association. Elles aident aussi à tirer davantage de profit des dons provenant d'institutions. Le fait que les femmes disposent de plus en plus d'argent (et plus encore quand elles recevront leurs héritages dans les pays du Nord) laisse à penser que les groupes pour les droits des femmes dans le Sud bénéficieront de la situation, surtout si l'on considère que les groupes du Nord envoient plus de fonds à l'étranger.

Le potentiel de contribution de la diaspora

Les femmes constituent la moitié des 190 millions de migrants internationaux estimés dans le monde et sont à l'origine de la plupart des envois d'argent vers leur pays d'origine. Le Rapport 2006 sur l'état de la population mondiale du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population) révèle que ces femmes avaient envoyé au moins 232 milliards de dollars US en 2005. Ces fonds sont pour de nombreux pays, comme le Sri Lanka, les Philippines ou le Bangladesh, la source la plus importante de développement économique.¹¹² De même, grâce à plusieurs petites initiatives locales, les communautés d'émigrants Mexicains aux États-Unis ont organisé des "associations de villes natales" pour rassembler des fonds à l'intention de leurs communautés au Mexique. L'attention se porte de plus en plus sur les communautés diasporiques, recherchant de nouvelles manières de contribuer au changement social à long terme.¹¹³

En fait, Mama Cash a publié un rapport important sous le titre "Elle donne en retour: Pratiques philanthropiques des femmes migrantes de la diaspora", qui montre que les femmes réfugiées disposant d'une certaine éducation sont très actives dans la philanthropie diasporique.¹¹⁴

Ceci étant dit, la majorité des femmes migrantes sont financièrement et émotionnellement pressionnées. On ne peut pas faire peser sur elle la responsabilité de faire avancer les droits des femmes "au pays", mais elles doivent être considérées comme d'importantes collaboratrices qui méritent reconnaissance et appui.

112 Selon le rapport du FNUAP, les femmes du Bangladesh travaillant au Moyen Orient ont envoyé vers leur pays 72% de leurs revenus, dont 52% a été destiné aux besoins quotidiens des familles, à la santé et à l'éducation.

113 Barbara Merz et Lincoln Chen (2005), "Diaspora giving and equitable development in Mexico", Alliance, Volume 10, N° 4, décembre 2005

114 Mama Cash, 2006, She Gives Back: Migrant women's philanthropic practices from the diaspora, Rapport de recherche.

Philanthropie d'entreprise

La philanthropie d'entreprise est le dernier secteur que nous examinerons dans ce rapport. Parmi les organisations de femmes, il demeure la source de financements la plus controversée. Même *The Economist* souligne que "la philanthropie d'entreprise a depuis longtemps la réputation d'être le secteur le plus douteux de la philanthropie."¹¹⁵ En fait, elle n'est mentionnée que par 2% des personnes interrogées dans l'enquête menée par l'AWID comme une source de revenu (contre 1% en 2000), et les fonds provenant des entreprises et corporations représentent moins de 1% du total des revenus.

Beaucoup d'organisations de femmes se méfient des fonds d'entreprise et d'autres se refusent à voir une conciliation possible entre les intérêts des entreprises et les droits des femmes. Dans certains cas, les entreprises sont impliquées dans l'exploitation de leurs employées ou dans des pratiques nuisibles à l'environnement, et cherchent à créer des alliances avec des ONG de manière à blanchir leur image. De même, les entreprises, en nombre croissant, cherchent à accroître leur part du marché en s'associant avec de "bonnes" causes – reconnaissant en cela le fait que "bien faire" a en fin de compte un impact positif. La plupart des programmes de philanthropie d'entreprise sont souvent juste des "ajouts" et ne sont pas liés à un engagement social plus profond. Dans de nombreux cas, "les fondations d'entreprise sont traitées comme des sortes de caisses noires que le patron peut utiliser pour un dépannage ponctuel, pour rehausser son statut dans la communauté ou même pour consolider une relation d'affaires en faisant un don à une cause tenant à cœur à son partenaire."¹¹⁶ Parallèlement, il est évident que le concept de responsabilité sociale va amener un nombre croissant d'entreprises (et de consommateurs) à se rendre compte que "bien faire" requiert un travail de tous les jours.

Mais le dilemme est que les plus grandes fondations d'entreprise – de Wal-Mart à Pfizer, Shell et Exxon – n'ont pas les meilleures des réputations en regard à leur politique d'emploi, et de leurs pratiques vis-à-vis de la communauté et de l'environnement, et malgré tout plusieurs d'entre elles veulent faire des dons pour la cause des femmes.

Dans ce monde globalisé, si nous nous demandons "où est l'argent?", la réponse est tout simplement: dans les entreprises.

115 *The Economist*, 25 février 2006, Enquête sur la richesse et la philanthropie, p. 7

116 *Ibid.*

Cette année la Fondation Exxon Mobil a annoncé qu'elle investirait 5 millions de dollars dans de nouvelles aides destinées à l'éducation des femmes et des filles en Afrique, ce qui signifie des dépenses de 11,5 millions de dollars depuis le lancement du projet en 2005. Les fonds aideront à "réduire les obstacles qui empêchent les filles d'aller à l'école et donner aux femmes une formation leur permettant de créer ou d'améliorer une entreprise ou une organisation à but non lucratif".

Les cadres directeurs de l'entreprise déclaraient à la presse: "Nous avons lancé cette initiative sur l'éducation des femmes et des filles parce que les recherches ont démontré que l'expansion de l'éducation et des ressources pour les femmes et les filles est l'une des manières les plus efficaces de promouvoir la santé et le développement".

Rappelons que Exxon Mobil a fait des milliards de bénéficiaires en Afrique et a dû affronter la critique internationale pour ses pratiques en matière d'environnement, pour son dossier sur les droits humains au Nigeria et sa campagne frauduleuse négationniste sur les découvertes scientifiques liées aux changements climatiques.¹¹⁷

Saisir les opportunités dans le secteur de philanthropie d'entreprise

Dans ce monde globalisé, si nous nous demandons "où est l'argent?", la réponse est tout simplement: dans les entreprises. Ceci conduit un groupe toujours plus nombreux d'activistes en faveur des droits des femmes à demander: comment pouvons-nous travailler avec les entreprises sans vendre notre âme au diable? Comment pouvons-nous obtenir des fonds tout en conservant notre légitimité?¹¹⁸ Pour répondre à ces questions, il est important de reconnaître d'abord que les entreprises, comme les groupes de femmes, ne sont pas homogènes, et lorsque nous parlons d'argent venant du secteur privé, les entreprises nationales ou locales sont des sources potentielles de ressources financières et de contributions en nature.

Il y a beaucoup de sources de financements venant du secteur privé, avec différentes orientations, politiques, différents niveaux d'engagement en matière de responsabilité sociale, et d'implication auprès des organisations des droits des femmes. Il s'agit de déterminer dans quel type de relations nous voulons nous engager, sans se sentir utilisés et sans

¹¹⁷ Voir: www.corpwatch.org

¹¹⁸ Questions des participants, Réunion Argent et Mouvements, Querétaro, Mexique, novembre 2006.

nuire à la légitimité de notre travail. Et plus important encore, un engagement avec le secteur privé crée des occasions pour se forger une attitude plus éthique et de plus grand respect envers les normes du travail et de l'environnement.

Contributions en nature: Beaucoup d'organisations de femmes trouvent que le moyen le plus facile est encore d'obtenir des contributions en nature. Dans le monde entier, des groupes de femmes reçoivent le soutien d'entreprises et de compagnies sous forme de papier, photocopieuses, ordinateurs, services légaux, ou Coca Cola pour la pause de leurs ateliers. Les magasins acceptent généralement de mettre une boîte à côté des caisses pour recevoir la monnaie à l'intention des ONG locales. Une compagnie d'informatique peut donner des programmes, des ordinateurs, ou créer une page web ou une base de données. Les restaurants ou les hôtels peuvent collaborer sous forme de repas ou de salles de réunions pour les rencontres et les manifestations des ONG. Les entreprises nationales peuvent sponsoriser de petits événements locaux et s'assurer que leur produit sera remarqué par le public féminin. Ces contributions peuvent avoir une très grande valeur, par exemple sous forme d'un temps d'écoute sur une chaîne de télévision nationale.

Financements: Parallèlement, les participations financières sont de plus en plus nombreuses de la part des entreprises mondiales. Cette tendance résulte d'une conscience croissante de la responsabilité d'entreprise chez des compagnies éclairées qui voient dans ce mouvement un intérêt pour leurs actionnaires et leurs employés qui veulent aussi "bien faire" en poursuivant une politique sur trois fronts. Et lorsqu'elles font des dons, c'est souvent dans le cadre de la stratégie globale de l'entreprise.

Il est clair que certaines de ces entreprises sont indéfendables aux yeux de beaucoup de groupes de femmes – Nestlé par exemple, avec le scandale de son lait pour bébés et qui investit maintenant dans ce qu'ils appellent les "systèmes de production lactée" pour appuyer des pays du Sud.¹¹⁹ D'autres provoquent une réaction plus nuancée, comme la Fondation Playboy, associée à un empire de presse connue pour son magazine présentant des femmes en tenues légères, et qui appuie actuellement des organisations en faveur du droit à l'avortement aux États-Unis. Cependant, il y a beaucoup d'entreprises qui soutiennent à un niveau très élevé les droits des femmes de par le monde:

La Fondation Levi Strauss: Levi's apporte son appui à beaucoup d'organisations pour les droits des femmes, dans le but de réduire la pauvreté chez les femmes et les jeunes dans trois secteurs: construction de patrimoine, prévention de l'expansion du HIV et du SIDA, et développement des droits des travailleurs et des travailleuses. Pour ce

119 The Economist, 25 février 2006 Enquête sur la richesse et la philanthropie

***La philanthropie d'entreprise
a depuis longtemps la réputation
d'être le secteur le plus douteux
de la philanthropie***

dernier point, le personnel de la fondation reconnaît que Levi's réalisera des modifications dans la situation des femmes au travail si l'entreprise peut appuyer le mouvement syndical qui est fragile et divisé. D'après Jill Southard, membre du personnel de la fondation, Levi's pense que les groupes qui défendent les droits des travailleurs jouent un rôle clé dans les entreprises pour assurer le respect de ces droits, surtout lorsque ce sont des sous-traitants qui déterminent les conditions de travail.¹²⁰ Il va sans dire que la situation n'est pas simple pour la plupart des groupes de travailleurs d'accepter de l'argent des entreprises, s'ils veulent être reconnus pour leur appui des droits des travailleurs définis au niveau international.

Fondation Nike: cette fondation qui a commencé assez récemment à faire des dons a été critiquée pendant des années pour le traitement de ses travailleurs dans ses usines des pays en développement. Malgré tout, elle est ouverte au dialogue sur ces critiques et controverses. La fondation Nike a distribué près de 5 millions de dollars en 2005, sa première année de fonctionnement. Elle s'intéresse particulièrement aux adolescentes et finance des initiatives pour des changements durables à long terme.¹²¹

Fondation Avon: Cette entreprise de produits de beauté a recueilli et distribué 500 millions de dollars US de par le monde en 2006, donnant surtout à des causes liées aux femmes, y compris la violence domestique et le cancer du sein (mais principalement aux États-Unis).

Cisco Systems: En 2005 Cisco a donné 65 millions de dollars US en numéraire et en nature, principalement pour des causes liées aux femmes et aux filles et en relation avec la science et la technologie, en particulier l'informatique. L'intérêt de Cisco est de s'assurer que les travailleurs/travailleuses qualifié(e)s ne feront pas défaut dans les décennies à venir comme certains le prédisent.¹²²

La fondation Toyota: Cette fondation japonaise subventionne des individus et non des organisations, pour des projets de recherche, des conférences ou séminaires publics, des publications, ou autres modalités, jusqu'à 150 000 dollars US. A ce jour, elle a subventionné beaucoup de projets de recherche sur les sexospécificités, surtout en Asie.¹²³

La fondation Alcoa: ce géant de l'aluminium, par le biais de sa fondation, a donné plus de 26 millions de dollars US en financements à 215 communautés à travers le monde. Il se concentre sur l'environnement, l'éducation en matière de santé, les handicapées et les femmes victimes de violence.

120 Réunion Argent et Mouvements, session sur la philanthropie des entreprises
121 Alisha Fernandez (2006), Funding Equality: How Corporations are Giving Women and Girls a Chance to Succeed; voir sur: <http://www.onphilanthropy.com/site/News2?page=NewsArticle&id=6583&JServSessionIdr003=v3ts9rd7p1.app8b>

122 Alisha Fernandez, *ibid.*

123 www.toyotafound.or.jp/etop.htm

JP Morgan Chase: cette institution financière, d'un capital de 1,4 mille milliards de dollars US, fait des dons dans les 51 pays où elle est installée, pour le logement social, les emplois de qualité et les opportunités d'affaires (ses investissements cependant ne sont pas des modèles d'éthique).

Vu le nombre croissant d'entreprises qui se lancent dans l'aventure philanthropique, il est plus important que jamais pour les organisations des droits des femmes de déterminer des critères clairs pour décider avec quelles entreprises elles peuvent travailler. Beaucoup de groupes adopteront des directives éthiques pour s'assurer que les fonds ne proviennent pas d'entreprise produisant du tabac ou des armes, ou faisant travailler des enfants, ou exploitant les travailleurs, ou polluant l'environnement

Plus rigoureux sont les principes de Calvert, qui définissent en détail comment les entreprises doivent assurer l'égalité des sexes, y compris dans leur marketing et chez leurs fournisseurs.¹²⁴ Les Principes de Calvert pour les Femmes ont été adoptés par Dell et Starbucks, et si les mouvements de femmes les rendent plus visibles, ils pourraient être très utiles pour augmenter la responsabilité des entreprises en matière d'égalité des sexes. Par ailleurs, certaines ONG, telles que Maquila Solidarity Network, sont en train de développer un système de qualification des fondations d'entreprise qui pourrait servir aux ONG travaillant dans le domaine des droits des femmes. Un projet de L'organisation des femmes pour l'environnement et le développement (Women's Environment and Development Organisation - WEDO) débusque les cas de maltraitance des femmes dans les entreprises et publie les noms des entreprises et le type d'abus commis sur le site www.misfortune500.org.

Co-branding (co-griffage): Un phénomène plus récent réunit des défenseurs de la justice sociale et des entreprises pour lancer des produits dont les ventes permettent à la fois de financer des causes spécifiques et aux compagnies de gagner des parts de marché. C'est le cas de la "Philanthropie à label femme" en faveur des Fonds de femmes en général (décrits antérieurement dans la section sur les Fonds de femmes) et (PRODUCT) RED pour les financements de la lutte contre le VIH et le SIDA.

En 2006, en Amérique du Nord et en Europe, (PRODUCT) RED a bénéficié d'une énorme publicité. Cette idée originale de Bono et son groupe DATA (largement promu par Oprah Winfrey), a permis de mettre en contact les secteurs public et privé dans le cadre de la lutte contre le SIDA en Afrique. Selon ses fondateurs, "le but est de développer la prise de conscience et les moyens financiers pour le Fonds mondial de lutte contre

Les Principes de Calvert pour les Femmes ont été adoptés par Dell et Starbucks, et si les mouvements de femmes les rendent plus visibles, ils pourraient être très utiles pour accroître la responsabilité des entreprises en matière d'égalité des sexes.

¹²⁴ Trouvez les Principes de Calvert pour les Femmes à: <http://www.calvert.com/womensPrinciples.html>

le SIDA, la tuberculose et la malaria, en s'associant avec des produits connus dans le monde pour créer les produits de la marque (PRODUCT) RED. Un pourcentage de la vente de chaque produit (PRODUCT) RED sera reversé au Fonds. L'argent ira aux femmes et enfants victimes du VIH/SIDA en Afrique. Les partenaires du secteur privé incluent: American Express, Converse, Gap, Giorgio Armani et Motorola.¹²⁵ Si la campagne "RED" a permis la prise de conscience de personnes et entreprises en vue, il n'en demeure pas moins que les consommateurs se sentent vertueux par le simple fait d'acheter un téléphone Motorola ou des lunettes de soleil Armani à un prix exorbitant sans même avoir réfléchi sur les causes de la pauvreté en général ou de la discrimination liée au développement du SIDA ou à l'impact de la consommation sur l'environnement. Avec son slogan "Quelle meilleure manière de devenir un élégant sarmaritaïn?" ! RED réduit le thème de la résolution du problème des inégalités à un simple modèle consumériste de charité "bien ordonnée" qui s'intègre parfaitement dans l'approche néolibérale. Malheureusement, il en est d'autant plus difficile après cela de convaincre les citoyens, consommateurs et donateurs d'investir dans un processus de changement systématique, moins tapageur, plus complexe et plus lent, nécessaire pour atteindre l'égalité entre les sexes.

L'entrepreneuriat social: Un quart de la philanthropie d'entreprise est entre les mains d'affaires qui intègrent les changements sociaux, l'éthique et les problèmes de viabilité dans leur modèle commercial. Il y a de nombreux exemples, dont Divine¹²⁶, la première marque de chocolat de commerce équitable sur le marché du Royaume-Uni. Elle utilise un nouveau modèle commercial dans lequel la coopérative des femmes du Ghana qui travaillent dans l'exploitation du cacao est propriétaire de parts de la compagnie qui fabrique le chocolat. Anita Roddick et son entreprise Body Shop ont envoyé des millions pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes tout en créant une gamme de produits dont la fabrication implique le respect de l'environnement, exclut toute forme de cruauté et garantit, autant que possible, les termes du commerce équitable. La banque de Yunus Grameen a fourni depuis le début de son existence plus de 4 milliards de dollars US sous forme de micro crédits à trois millions de femmes, principalement au Bangladesh. En raison des taux très élevés de remboursement des prêts, la banque s'autofinance depuis dix ans. D'après Yunus, "Les bénéfices de la banque sont incroyables, plus que nous ne pouvons en gérer. L'une de nos préoccupations maintenant est

¹²⁵ Cité de <http://www.joinred.com/> Le fonds mondial contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria a été créé en 2002, avec l'appui de dirigeants mondiaux et du secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, pour augmenter considérablement les ressources destinées à la lutte contre trois des maladies les plus dévastatrices du monde, et pour diriger ces ressources vers les secteurs les plus nécessiteux en appuyant des stratégies locales. Fin 2006, le Fonds avait engagé 5,2 milliards de dollars US dans plus de 363 programmes dans 131 pays.

¹²⁶ www.divinechocolate.com/about/story.aspx

de savoir ce que nous allons faire avec tout cet argent. C'est un problème agréable. Nous sommes engagés dans un tas de choses pour voir s'il est possible de canaliser ce profit dans une activité plus productive."¹²⁷

Alors que tous ces modèles – des entreprises et dons sociales aux initiatives de co-griffage – peuvent apporter de nouvelles ressources financières, techniques et humaines pour l'investissement dans des projets liés aux femmes, nous continuons à nous demander si nous pouvons être sûres que ces efforts vont promouvoir les droits des femmes et contribuer au renforcement des mouvements de femmes. En général, la plupart des entreprises de ce secteur vont être plutôt favorable à l'intégration de la dimension de genre – voire à des approches encore plus conservatrices de la promotion de la femmes-, comme le montrent nos exemples de Exxon à Grameen. De même, lorsqu'une entreprise, comme Nike, fait de bonnes actions de la main droite en apportant son soutien aux adolescentes, sa main gauche est l'objet de fortes critiques de la part des associations des droits humains en raison de mauvaises pratiques en matière de conditions de travail. Même si les opportunités d'obtenir des fonds d'entreprises publiques et privées existent pour les organisations des droits des femmes, la collaboration demeure une affaire complexe.

¹²⁷ Ashoka, Business-Social Ventures: Reaching for Major Impact www.changemakers.net/journal/03november/index.cfm

Chapitre 4: Comment mobiliser de nouvelles ressources pour consolider les mouvements féministes et faire avancer la cause des droits des femmes dans le monde?

Nous considérons que la question de la construction du pouvoir collectif de nos mouvements féministes et progressistes de femmes doit être au coeur de notre ordre du jour. Cela signifie-t-il que si notre organisation mène une action efficace et obtient les ressources suffisantes à cette fin, ceci suffira à changer la société? Non, ceci ne suffit pas. Nous devons aussi modifier notre vision des choses et comprendre que notre capacité d'engendrer des changements sociaux majeurs va dépendre de notre capacité à harmoniser nos stratégies, à partager nos rêves, à forger des alliances et donc d'aller au-delà de la survie de nos organisations pour penser et agir collectivement. Ceci signifie également que nous devons repenser nos rapports avec l'argent et avec le financement, aussi bien entre nous-mêmes qu'avec les principaux acteurs, y compris les organismes de financement.

*Lydia Alpízar Durán, AWID
Conférence "Argent et Mouvements"
novembre 2006.*

Notre capacité à négocier avec les donateurs est un aspect politique qui ne concerne pas seulement nos ressources mais aussi notre rôle en tant qu'acteurs politiques et agents de changement

Ce dernier chapitre aborde les stratégies, les propositions et les outils susceptibles de mobiliser et d'utiliser de nouvelles ressources pour consolider les mouvements et les organisations féministes.

Comme nous l'exposons dans ce rapport, notre capacité à négocier avec les donateurs est un aspect politique qui ne concerne pas seulement nos ressources mais aussi notre rôle en tant qu'acteurs politiques et agents de changement. En d'autres termes, la façon de s'adresser aux donateurs est un exercice politique car, d'une part, notre requête est un droit légitime et, d'autre part, il s'agit d'influencer l'agenda des bailleurs de fonds.

Ceci ne signifie pas pour autant qu'il faille créer un cadre d'organisations qui se consacrent uniquement à mieux collecter des fonds. En fait, la mobilisation de ressources pour renforcer le mouvement de défense des droits des femmes et leurs organisations implique une profonde modification des approches traditionnelles. La viabilité financière nous oblige à mobiliser plus de ressources pour assurer, à plus long terme, la promotion, la protection et la garantie des droits des femmes, et notre propre action et celle du mouvement.

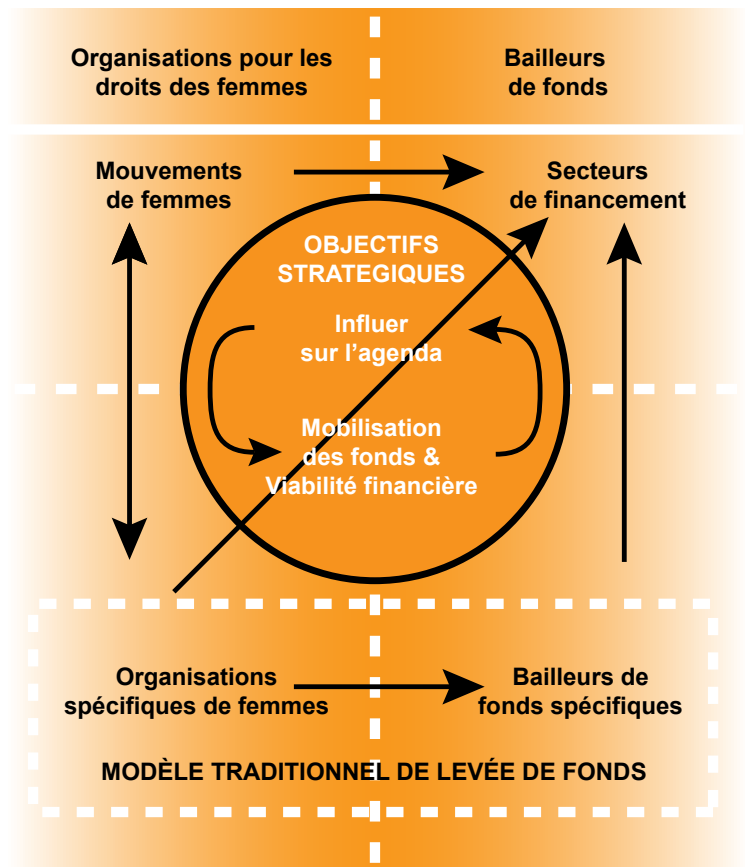
Pour mener à bien cette démarche de façon effective et intelligente, il faut non seulement mieux comprendre la nature des courants financiers mais aussi trouver des façons créatives d'exercer une influence sur les budgets et sur la façon dont ils sont ciblés. Ce faisant, nous nous consolidons en tant qu'organisme politique, nous développons les ressources requises pour la promotion des droits des femmes et, dans la pratique, nous donnons une nouvelle orientation aux politiques publiques en augmentant la visibilité et la légitimité des questions relatives aux droits des femmes et au rôle du mouvement des femmes comme agent important du changement.

Cette réorientation conceptuelle de la levée de fonds à la définition d'agendas et au renforcement du mouvement est représentée de façon schématique dans le graphique ci-dessus¹. Celui-ci indique que l'action concertée de mouvements de groupes et d'organisations travaillant en collaboration et cherchant à influencer le secteur des bailleurs de fonds, les politiques de financement ou les mécanismes de financement, plutôt que de laisser chaque organisation traiter avec un bailleur de fonds à la fois, devrait s'avérer plus efficace pour accroître le montant des ressources destinées à la défense des droits des femmes et pour exercer une influence sur les agendas en faisant la preuve de l'organisation et du pouvoir collectif des femmes.

Ce nouveau paradigme implique également l'application de stratégies qui visent de façon spécifique à modifier le type d'actions menées en faveur des droits des femmes afin d'en garantir la viabilité financière. C'est pourquoi dans ce chapitre on fait un appel à de nouvelles modalités qui défient la séparation renforcée par les bailleurs de fonds et les ONG, qui construisent un pouvoir collectif et qui récupèrent le volet politique de notre structure organisationnelle de façon à pouvoir disposer d'une plus grande autonomie pour le mouvement et à renforcer le leadership féministe dans le processus de transformation.

On fait un appel à de nouvelles modalités qui défient la séparation renforcée par les bailleurs de fonds et les ONG

¹ Ce schéma a été élaboré par Lydia Alpizar Durán et Ellen Sprenger.



1. Privilégier la construction du pouvoir collectif

Au cours de ces dernières années, le pouvoir du néolibéralisme et des fondamentalismes, accompagné d'un processus de dépolitisation de l'action de plaidoyer menée par certaines grandes ONG désireuses d'apporter des réponses techniques rapides et soucieuses de soigner leur notoriété, nous oblige à revenir sur les questions d'organisation, de prise de conscience et sur le thème du renforcement du mouvement²

Just Associates, 2006

Il est impérieux de renforcer les mouvements de défense des droits des femmes afin de pouvoir agir efficacement contre le patriarcat sous toutes ses formes, qu'il concerne la pauvreté, le VIH et le SIDA, les programmes politiques religieux et conservateurs, ou encore le nombre croissant de

² Just Associates, 2006, Making Change Happen: Power, Concepts for Revisioning Power for Justice, Equality and Peace, (Faire que le changement se produise: Pouvoir, Concepts à réviser: pouvoir pour parvenir à la justice, à l'égalité et à la paix) Série numéro 3. La lecture de ce document est recommandée pour tout activiste ou chercheur concerné par la question de la transformation du pouvoir.

conflits et la dégradation de l'environnement. Il ne suffit pas d'avoir un groupe d'ONGs pour avoir un mouvement et lorsque ces ONGs rivalisent pour obtenir des ressources financières, ce sont les bases mêmes de notre action collective qui en sont ébranlées. Par exemple, dans le Sud-Est asiatique, certains mouvements de femmes ont été en grande partie professionnalisés et sont souvent considérés comme des mouvements exclusifs. Ceci doit être mis en rapport avec l'écart qui sépare les activistes de base et d'autres membres du mouvement (par exemple celles qui travaillent sur le terrain et celles qui se trouvent sous les feux de la rampe ou celles qui parlent anglais). En Afrique, comme presque partout, les activistes réalisent que les différences de langue, de culture, de religion, de politique et de situation économique ont une incidence sur nos capacités de nous organiser, d'élaborer des stratégies et de mener à bien nos programmes.

C'est pourquoi il est urgent de raviver l'esprit de solidarité de façon à gommer les divisions de classe, ainsi que d'autres différences comme celles qui séparent les groupes ruraux et urbains, les intellectuels et les activistes de base, les anglophones de celles qui parlent d'autres langues, les jeunes activistes et celles d'autres générations. Il faut également inclure les femmes indigènes, les femmes handicapées, les travailleuses sexuelles et des membres d'autres groupes dont les voix doivent se faire entendre plus.

À ce titre, les activistes des droits des femmes demandent que soit créé un plus grand nombre de plates-formes pour former des coalitions:

- Il faut créer, organiser et financer des instances où les femmes puissent se rencontrer, et mettre en place des processus dans le but explicite de surmonter les divisions et de jeter des passerelles entre les mouvements féministes dans la région et avec d'autres mouvements et acteurs sociaux.
- Les mouvements de femmes doivent pouvoir, dans chaque région, effectuer des réflexions collectives et des analyses de contextes en constante mutation, de façon à parvenir à une vision commune en tant que féministes et en tant qu'activiste des droits des femmes.
- Ces espaces de planification et de réflexion devront être mis à profit pour clarifier l'idéologie et la valeur (en incluant, par exemple les valeurs "non négociables" telles que l'intégrité physique des femmes, l'indivisibilité des droits, la diversité en tant que force, l'agence de femmes, etc.), de même que pour coordonner les activités, travailler en réseau et mettre au point des mécanismes visant à élargir la base du mouvement et la sphère de travail associée aux droits des femmes.

Il est urgent de raviver l'esprit de solidarité de façon à gommer les divisions de classe, ainsi que d'autres différences comme celles qui séparent les groupes ruraux et urbains, les intellectuels et les activistes de base, les anglophones de celles qui parlent d'autres langues, les jeunes activistes et celles d'autres générations. Il faut également inclure les femmes indigènes, les femmes handicapées, les travailleuses sexuelles et des membres d'autres groupes dont les voix doivent se faire entendre plus

La planification et l'élaboration de stratégies doivent également porter sur les ressources, à savoir comment les obtenir et les investir, sans perdre de vue que la détermination des priorités de financement pour renforcer les mouvements de femmes doit être le produit d'un processus authentiquement démocratique dans la région, compte tenu du fait que, dans le passé, certains groupes et certains thèmes ont dominé l'accès aux ressources.³

Ce processus collectif d'organisation et de planification doit également impliquer une meilleure répartition des ressources, au-delà des rivalités. L'union fait la force et par conséquent, il faudra trouver des solutions créatives pour trouver la façon de répartir les actifs entre les groupes, en particulier pour soutenir le fonctionnement des petites organisations communautaires, telles que les spécialistes financiers et juridiques, les personnes qui collectent des fonds, les bureaux, le financement des réunions, l'information sur les donateurs, les technologies de la communication, etc.

2. Notre engagement avec nos donateurs partenaires

Il ne suffit pas de faire pression sur les donateurs afin qu'ils accroissent les fonds destinés aux organisations de droits des femmes et au renforcement du mouvement; il faut également apporter notre soutien aux personnes qui servent d'intercesseurs à l'intérieur des organismes de financement. Les donateurs et les organisations doivent tous deux tenter de résoudre le manque de communication auquel chaque partie a contribué, et ce, pour mieux comprendre les théories du changement des uns et des autres, les approches des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes, les idéologies politiques et les modalités de collaboration les plus pertinentes. De façon spécifique:

- Les organisations de défense des droits des femmes doivent se réunir pour aborder de façon explicite la question des ressources requises pour le mouvement dans leur sous région, en particulier pour identifier les groupes et la thématique qui sont les moins financés. Elles doivent dresser un bilan des activités réalisées et par qui, qui sont les bailleurs de fonds et quels sont les bailleurs de fonds potentiels. Elles doivent aussi rencontrer régulièrement les donateurs partenaires et discuter avec eux de plans stratégiques volontaristes, plutôt que de laisser aux donateurs le soin de définir eux-mêmes l'agenda au nom des mouvements. Les défenseur(e)s des droits des femmes doivent également chercher la

³ Ces recommandations sont, pour la plupart, issues de la réunion Argent et Mouvements tenue à Querétaro, en novembre 2006. Pour en savoir plus sur les propositions de chaque région, vous pouvez consulter le site web de l'AWID: http://www.awid.org/go.php?pg=mm_resources

manière d'apporter un soutien à leurs intercesseurs internes de façon à ce qu'ils ou elles puissent influencer davantage l'institution de financement dans laquelle ils ou elles travaillent.

- Les groupes de femmes doivent également se réunir pour mettre au point, appliquer et se familiariser avec de nouveaux systèmes d'évaluation comprenant des indicateurs conçus par et pour les mouvements de femmes en fonction de leur réalité et de nos besoins stratégiques, qui permet de mesurer le changement de façon plus réaliste. Les bailleurs de fonds et les défenseurs des droits des femmes ont tous deux le même intérêt à savoir comment mesurer l'impact de l'action et à déterminer ce qui fonctionne le mieux; l'important est que les mouvements de femmes pilotent ces processus d'évaluation au lieu de les subir.

Les activistes des droits des femmes doivent chercher de nouvelles modalités d'engagement vis-à-vis les donateurs. Au-delà de faire pression pour qu'ils reformulent leur approche et leurs priorités en faveur des droits des femmes, les groupes de femmes doivent aussi chercher à travailler de façon collective (se donnant ainsi plus d'influence) en s'arrangeant pour les convaincre de ne pas imposer leurs programmes, d'identifier clairement les dirigeantes d'ONG qui laissent une image négative, sur les organisations qu'elles quittent après avoir volé ou s'être attribuées des idées qui proviennent du mouvement, ou celles qui présentent les femmes comme des victimes ou des bénéficiaires passives de l'assistance. Les groupes de femmes doivent formuler des recommandations aux donateurs quant à la meilleure façon de garantir que leur financement soit plus démocratique, stratégique et accessible aux petites organisations et aux organisations communautaires. En renouvelant leurs engagements vis-à-vis de la consolidation des mouvements, les donateurs peuvent investir davantage pour forger des alliances, travailler en réseau, se mettre en rapport et apprendre, tout en apportant des fonds aux organisations nationales de femmes de façon à créer une base institutionnelle solide pour le mouvement.

Les groupes de femmes doivent formuler des recommandations aux donateurs quant à la meilleure façon de garantir que leur financement soit plus démocratique, stratégique et accessible aux petites organisations et aux organisations communautaires

J'ai trouvé très intéressant d'observer la façon dont les bailleurs de fonds et les activistes travaillent ensemble. Il s'agit de quelque chose de très subtile mais qui exprime à quel point la réunion a été une occasion unique de faire connaître différentes manières de voir le monde, les priorités, les opinions des uns et des autres – et j'ai pu, dès lors, observer qu'il n'y a pas de ligne de séparation entre donateurs et activistes mais qu'il existe, dans les deux camps, des gens qui ont des affinités (et d'autres qui n'en n'ont pas) parce qu'ils partagent une même vision du monde.

– Alejandra Sardá, MULABI, Argentine

3. Créer un financement plus autonome pour assurer la durabilité de nos mouvements.

Nous devons revendiquer nos droits de façon beaucoup plus ostensible et plus ferme, de même que notre droit à demander davantage de financement pour les droits et les mouvements des femmes.

*– Jivka Marinova,
Éducation, Recherche et Technologies en Genre
(GERT), Bulgarie*

Beaucoup d'activistes des droits des femmes sont en quête de modèles différents et de nouvelles possibilités afin de créer un financement plus autonome, en particulier pour appuyer les activités que la plupart des bailleurs de fonds rechignent à financer

Avec la professionnalisation de leurs organisations, beaucoup d'activistes des droits des femmes se sont vues dans l'obligation de rendre davantage de comptes aux bailleurs de fonds qu'aux groupes qu'elles représentent. Le financement a morcelé les mouvements et a rendu l'action en faveur des droits des femmes beaucoup plus vulnérable en raison de la volatilité de ces financements (volatilité illustrée dans les chapitres 2 et 3). C'est pourquoi beaucoup d'activistes des droits des femmes sont en quête de modèles différents et de nouvelles possibilités afin de créer un financement plus autonome, en particulier pour appuyer les activités que la plupart des bailleurs de fonds rechignent à financer mais qui sont essentielles pour assurer un impact durable. Il s'agit entre autres de la mobilisation politique ou des actions d'urgence de solidarité.

Certaines suggestions spécifiques ont été formulées:

- Mettre en place un trust de femmes en Afrique qui soit propriétaire de biens immobiliers, d'obligations, ainsi qu'un fonds de crédit renouvelable pour la création d'entreprises de femmes;
- Investir pour accroître les fonds des femmes comme ressource alternative pour appuyer et assurer la viabilité de l'action actuelle (voir également chapitre 3, section sur les fonds des femmes);
- Créer un fonds pour les femmes d'Asie du Sud, dont le mandat serait défini à l'issue d'un processus novateur de participation (par le biais de tribunaux et d'instances) réunissant des femmes pauvres et marginalisées afin de leur permettre d'exprimer à haute voix leurs priorités quant à la façon dont les ressources disponibles doivent être utilisées;
- Des femmes d'Europe de l'Est et occidentale ont présenté cette audacieuse proposition:

“Nous souhaitons créer un fonds féministe européen pour construire le mouvement et préciser le concept de féminisme. Nous voulons construire une base et un programme commun dans toute la région européenne. Le fonds investirait dans les domaines suivants: un fonds de pension pour féministes; une maison de retraite comprenant un vignoble en Toscane; un centre de formation et de renforcement des capacités en Croatie; et un centre de repos pour activistes souhaitant reprendre des forces en Grèce. Pourquoi? Parce que ces mécanismes impliquent la durabilité du mouvement. Le fait de garantir des fonds et un soutien aux dirigeantes féministes à chaque étape de leur vie revient à garantir la durabilité de l’activisme féministe. Le fonds peut s’alimenter de façon autonome grâce aux contributions des organisations féministes de toute l’Europe. Ceci permettra de créer des centres de formation pour les jeunes activistes, d’accorder des bourses pour développer l’esprit féministe et de mener des actions pour parvenir à un changement social et culturel dans la région. Une fois par an, nous mesurerons, évaluerons et ferons rapport sur ce qui a été et ce qui n’a pas été accompli.”⁴

4. Le développement et le soutien du leadership

Pour fournir un soutien aux chefs de file de la défense des droits des femmes et développer le leadership, il faut à la fois planifier la succession et appuyer les jeunes activistes. Cependant comme le suggère la proposition des groupes européens, il faut essentiellement créer des espaces où les féministes plus âgées puissent prendre leur retraite, avoir la sécurité d’un fonds de pension qui leur donne une sécurité financière et leur permette de continuer à contribuer de façon active au combat pour la défense des droits des femmes.

En fait, la durabilité des mouvements de promotion des droits des femmes est une question de développement et d’engagement vis-à-vis d’un leadership multigénérationnel. C’est pourquoi les activistes des droits des femmes du monde entier ont accordé la priorité à cette action fondamentale selon différentes modalités:

- La création de centres de formation au leadership permettant de consolider les compétences des plus jeunes générations de féministes et de faciliter le dialogue intergénérationnel entre féministes;
- La récupération et réarticulation de l’optique et du programme politiques sur la base de la justice sociale et de valeurs centrales et de principes;

⁴ Réunion Argent et Mouvements de l’ AWID, Notes des présentatrices: http://www.awid.org/go.php?pg=mm_summaries

***Ce dont nous avons besoin,
c'est d'un leadership volontariste,
visionnaire, doté d'un pouvoir
collectif et du sens de l'humour pour
appliquer l'agenda global
de nos villages aux Nations Unies,
en passant par les salles des
conseils d'administration des
grandes sociétés***

- La réalisation d'un état des lieux qui permette d'identifier les compétences, les acteurs, les ressources, les problèmes communs et les dirigeantes en vue du développement futur. Comme l'ont souligné plusieurs d'entre nous: "À l'heure actuelle, nous ne savons pas vraiment ce que font toutes nos organisations, ni dans quels domaines ni comment nous pouvons construire notre leadership";

- La consolidation des organisations de base et communautaires afin d'affermir, d'élargir et de renforcer l'action féministe. Ceci implique également de passer outre des "sentinelles" (gate-keepers), à savoir ceux et celles qui peuvent exercer une plus grande influence et obtenir davantage de ressources mais qui refusent de les partager.

Le soutien à accorder aux championnes de la défense des droits des femmes présente des difficultés qui varient selon chaque région. Mais dans l'ensemble, il est important de créer davantage d'opportunités et de fournir davantage de ressources afin de pouvoir jouer un rôle nettement plus dynamique et aussi d'établir des rapports plus étroits avec d'autres mouvements sociaux importants. Ceci permettra au mouvement de sortir de sa situation marginale et d'être considéré comme un acteur central dans la solution qu'il faut apporter aux principaux enjeux auxquels la planète est actuellement confrontée. Comme l'a signalé une activiste, "peu importe que nous sachions que si les approches féministes à la pauvreté et à la violence étaient appliquées elles feraient toute la différence dans le monde: ce dont nous avons besoin, c'est d'un leadership volontariste, visionnaire, doté d'un pouvoir collectif et du sens de l'humour pour appliquer l'agenda global de nos villages aux Nations Unies, en passant par les salles des conseils d'administration des grandes sociétés."

Cette dernière section sera consacrée à la présentation de recommandations plus spécifiques pour obtenir des ressources en faveur du mouvement. On y présente des orientations explicites sur la façon d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité des levées de fonds. À la différence d'autres instruments de collecte de fonds, ces principes d'action visent essentiellement la viabilité financière de nos organisations et de nos mouvements et l'application pratique de mesures susceptibles de renforcer notre action collective en faveur des droits des femmes.

Principes directeurs pour l'élaboration d'une stratégie féministe de mobilisation des ressources

Cette dernière section sera consacrée à la présentation de principes, d'instruments et d'idées sur la meilleure façon d'élaborer une stratégie

féministe et de mobilisation des ressources. Celle-ci permettrait, à notre avis, de résoudre le problème de viabilité financière de nos organisations et de nos mouvements où les processus de mobilisation des ressources sont des actes politiques basés sur des valeurs féministes.

Sachant que chaque organisation se trouve à un stade différent en termes de croissance, de capacité et de budget, cette stratégie a été conçue pour que toutes les organisations, même les plus petites et les plus récentes, puissent l'appliquer. Dans le cadre de la planification et de la mise en oeuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources, nous envisageons sept processus ou activités décrites plus en détails ci-après:

1. Analyser le paysage en matière de mobilisation des ressources: où se trouve l'argent?
2. Planifier l'accroissement des revenus et la diversification des recettes
3. Accumuler des actifs à long terme et des réserves
4. Obtenir des ressources pour et avec les partenaires
5. Établir des contacts et une communication avec les donateurs
6. Évaluer l'incidence de votre action
7. Investir dans les capacités organisationnelles

1. Trouver l'argent: analyser le panorama financier

Il faut d'abord tenir compte du fait qu'il existe de nombreuses sources de revenus (abordées dans le dernier chapitre), qui vont des différents secteurs de financement aux donations individuelles, en passant par les cotisations et les activités rentables de votre organisation. Pour déterminer quelles sont les sources appropriées de financement:

- Demandez à vos homologues d'où provient leur revenu, quels sont leurs contacts, comment elles y sont parvenues. De même, partagez cette information avec d'autres;
- Demandez à vos donateurs actuels s'ils connaissent d'autres sources de financement à qui vous pourriez vous adresser;
- Consultez les informations disponibles sur la situation en matière de financement, telles que les études menées par l'AWID;
- Faites des recherches sur Internet: consultez les listes des bailleurs de fonds affichées sur les sites Web d'organisations à vocation similaire, les fonds de femmes, ou pour trouver des fondations, des fonds fiduciaires, des organismes bilatéraux et vérifier si leurs critères de financement répondent à l'orientation de votre action;

Si nous continuons à travailler dans un esprit de parcimonie, nous continuerons de rivaliser, ce qui ne peut que contribuer à aggraver la fragmentation du mouvement. Nous devons au contraire nous convaincre de l'abondance des ressources et reconnaître qu'il y a beaucoup d'argent disponible

- Identifiez les personnes qui ont des contacts avec les bailleurs de fonds et des compétences en matière de mobilisation des ressources de façon à pouvoir les consulter, voire à les engager pour qu'elles collaborent à la mise au point de votre stratégie;

- Avant de commencer à chercher un financement, ayez une idée précise des bailleurs de fonds dont vous n'accepteriez pas d'argent et pourquoi. Par exemple, certaines sources de financement pourraient conditionner les dépenses, ce qui pourrait compromettre vos activités ou aller à l'encontre de vos valeurs.

Souvenez-vous qu'il faut faire preuve de créativité dans la recherche de différentes sources, même lorsque les bailleurs de fonds affirment que leur financement n'est pas orienté vers la promotion des droits des femmes. Si un bailleur de fonds, une entreprise locale, ou une personne s'intéresse à la santé communautaire, aux droits humains, à la prévention du VIH et du SIDA, à la construction la paix, au développement de la société civile, à la bonne gouvernance, à la justice économique, aux moyens d'existence, etc., démontrez que l'action en faveur des droits des femmes est au centre de tous ces domaines thématiques.

2. Planifier l'accroissement des revenus et la diversification des recettes

Si nous continuons à travailler dans un esprit de parcimonie, nous continuerons de rivaliser, ce qui ne peut que contribuer à aggraver la fragmentation du mouvement. Nous devons au contraire nous convaincre de l'abondance des ressources et reconnaître qu'il y a beaucoup d'argent disponible. Pour pouvoir en tirer parti, il faut démontrer que votre action peut faire une grande différence et que, sans la défense des droits des femmes, il ne peut y avoir ni justice sociale, ni droits humains, ni développement économique.

Ceci implique également qu'il ne faut pas avoir peur de chercher et de demander de plus grandes quantités d'argent. Plus nous demandons, plus nous recevons: il faut penser en grand et à long terme.

Après avoir effectué ce changement de mentalité et pris conscience de ce qui est possible, il faut envisager la planification de votre organisation et du mouvement de manière audacieuse:

- Votre organisation est-elle dotée d'un plan stratégique ambitieux? Comment s'insère-t-il vis-à-vis d'autres acteurs du mouvement ou d'autres mouvements?

- Précisez clairement la façon dont vous envisagez le changement, les résultats que vous escomptez obtenir et la façon dont vous pensez produire un impact.

Analyser ensuite et planifier les projections de croissance pour les trois prochaines années sur la base des différentes possibilités et des objectifs organisationnels. (Par exemple prévoir une augmentation de près de 20% par an de vos budgets organisationnels en revenus et en dépenses).

Un autre facteur clé dans la planification de la croissance est la diversité. Veillez à assurer le meilleur équilibre possible entre les différentes sources de revenus de façon à garantir votre indépendance tout en tenant compte du fardeau administratif que représentent les différentes exigences en matière de présentation de rapports et de dépenses et de gestion des courants financiers. La meilleure façon de garantir l'autonomie vis-à-vis des programmes et des conditions imposées par les bailleurs de fonds est de garantir une diversification des voies de mobilisation des revenus.

3. Accumuler des actifs à long terme et des réserves à court terme

La viabilité à long terme de nos organisations et de nos mouvements nous oblige à envisager l'accumulation d'actifs qui garantissent une sécurité à longue échéance. Ces actifs à long terme seront notamment les biens immobiliers, la propriété foncière, les investissements ou les dotations. Il ressort clairement de cette recherche que 82% des organisations, dans les échantillons analysés par l'AWID, ne possédaient pas ce genre d'investissements en 2005, étant donné qu'il s'agit, pour la plupart, de petites organisations. S'il est vrai que cette option reste inimaginable pour beaucoup de groupes, elle doit faire partie, sur le long terme, d'un plan de viabilité.

Beaucoup se demandent même s'il est possible d'accumuler des réserves. Il est toutefois possible de renforcer la viabilité à court terme en faisant des économies sur les revenus de libre utilisation ou de mettre en place un fonds de réserve alimenté par les cotisations, les donations individuelles, ou encore par des ventes ou la prestation de services consultatifs. Certains bailleurs de fonds pourraient même accepter qu'une partie du financement soit acheminée à la formation d'une réserve, possibilité qui doit être vérifiée soigneusement. L'idéal serait qu'une organisation conserve trois mois de dépenses opérationnelles de base comme réserve en cas de défaillance du financement ou de changements organisationnels importants qui pourraient compromettre la mobilisation des ressources.

Plus nous demandons, plus nous recevons: il faut penser en grand et à long terme

Par ailleurs, les organisations dont la situation financière est assainie pourraient, moyennant une bonne gestion des flux de trésorerie, envisager d'investir les réserves en liquide de façon à obtenir un taux d'intérêt plus avantageux tout en veillant à ce que l'argent reste relativement accessible. Et si votre organisation fait partie du groupe restreint de celles qui peuvent consentir des investissements, soyez attentives aux directives éthiques et au respect des normes de responsabilité sociale des entreprises.

4. Obtenir des ressources pour et avec les partenaires

Trouver la façon d'ouvrir des portes pour les organisations qui ont un accès limité ou n'ont aucun accès aux possibilités de financement, en les faisant connaître aux représentant(e)s des bailleurs de fonds, en les aidant dans l'élaboration de propositions ou en partageant librement l'information relative au financement

Dans cette quatrième phase, nous devons penser et agir au-delà de la viabilité financière de notre propre organisation et nous préoccuper de la durabilité du mouvement.

Il est essentiel, pour renforcer les mouvements de femmes, de savoir parler, entre nous, de mobilisation des ressources ainsi que de partager les informations importantes et les stratégies. Nous devons envisager plus souvent des modalités de collaboration, d'acheminement de fonds vers nos partenaires et voir d'autres manières de démocratiser l'accès au financement:

- Nous devons prévoir, dans l'élaboration de nos plans budgétaires, des postes destinés à soutenir les dialogues sur le renforcement du mouvement ou à organiser des réunions de planification, chercher à établir des partenariats durables ou à mettre en place une infrastructure de communication en vue de la formation d'alliances;
- Nous devons trouver la façon d'ouvrir des portes pour les organisations qui ont un accès limité ou n'ont aucun accès aux possibilités de financement, en les faisant connaître aux représentant(e)s des bailleurs de fonds, en les aidant dans l'élaboration de propositions ou en partageant librement l'information relative au financement.

5. Établir des contacts et une communication avec les donateurs

Comme ce rapport l'a souligné, la collecte de fonds et les rapports avec les donateurs constituent un processus politique par lequel les organisations de femmes doivent revendiquer de l'argent public que de nombreux gouvernements se sont engagés à accorder, ainsi qu'utiliser cet engagement pour exercer une influence sur les programmes des donateurs. La collecte de fonds s'avère positive lorsqu'elle est le résultat

d'un rapport dans lequel se produit un échange mutuel entre donateurs et bénéficiaires. C'est pourquoi, dans le cadre des contacts établis avec les donateurs, chaque organisation doit se demander, sans compromettre sa mission, de quelle façon ses objectifs peuvent être complémentaires de ceux du donateur?

Des idées éprouvées quant à la manière d'établir des contacts avec les bailleurs de fonds, qu'il s'agisse de représentants d'une fondation, d'un organisme bilatéral, d'une ONG internationale ou de personnes fortunées sont présentées aux pages 114 et 115 ci-après. Il faut chercher à rencontrer personnellement les représentants des organismes de financement afin d'établir des rapports fondés sur un engagement commun vis-à-vis des droits des femmes. S'il est vrai que, pour beaucoup d'entre nous, il est trop cher de voyager en dehors de leur communauté ou de leur pays ou d'obtenir des visas, ou que l'accès aux donateurs étrangers est très limité, il ne faut pas perdre de vue la possibilité de rencontrer les bailleurs de fonds à l'occasion d'autres voyages effectués pour assister à des conférences ou des manifestations. Il suffit, par exemple, de rester un jour de plus pour pouvoir passer par le bureau d'un éventuel bailleur de fonds lors d'un voyage dans votre capitale ou dans une grande ville européenne pour visiter le personnel du "siège".

S'agissant de viabilité financière, il ne faut pas perdre de vue que la plupart d'entre nous ont besoin d'un financement administratif sur plusieurs années afin de couvrir la réalisation de l'ensemble de notre programme et nos frais institutionnels. C'est cet argent qu'il faut d'abord demander, avant de postuler à des financements limités à un projet: ce type de financement existe réellement!

6. Évaluer l'incidence de votre action

Comme nous l'avons déjà signalé dans ce rapport, il existe des tensions entre la communauté des donateurs et les activistes sur la meilleure façon de "mesurer les succès" et l'incidence de notre action. Les agences de financement font l'objet de pression considérable car elles doivent démontrer que leur argent est bien utilisé mais, pour ce faire, elles ont souvent recours à des approches extrêmement linéaires, techniques ou trop scientifiques pour mesurer les changements. Ceci dit, de nombreuses organisations de défense des droits des femmes ne se sont assez soucies de tirer des enseignements de notre pratique et en particulier de la façon dont nous pouvons obtenir davantage, à titre collectif, pour la défense des droits des femmes. C'est pourquoi il faut veiller à:

- Mettre au point vos propres systèmes pour mesurer l'incidence de votre action; il ne faut pas oublier que la modification des rapports

de force est un processus extrêmement complexe: par conséquent ces processus ne peuvent être simplifiés dans des modèles réductionnistes et linéaires de cause à effet;

- Tirer les meilleurs enseignements possibles en dialoguant avec des homologues, en étudiant différentes approches et différents contextes (différentes technologies telles que la Cartographie des Incidences ou Trouver les Arguments⁵ sont particulièrement pertinentes pour l'action menée en faveur du changement social);
- Réserver, dans les pratiques organisationnelles, des moments consacrés à la réflexion, au suivi et à l'évaluation; et,
- Être attentives à la différence entre "attribution" et "contribution": nous ne pouvons produire une incidence ou faire que le changement se produise que si nous agissons comme mouvement; par conséquent il faut prendre soin de ne pas attribuer le succès à notre seule organisation et le voir, au contraire, comme une contribution à un mouvement plus vaste.

7. Investir dans les capacités organisationnelles

Les investissements effectués dans votre organisation constituent un facteur crucial pour en assurer la longévité et faire partie intégrante de le renforcement du mouvement. Comme nous l'avons signalé dans ce rapport, l'attention accordée à la planification stratégique, au processus d'évaluation, à l'apprentissage entre pairs et à la formation d'alliances aura des répercussions en termes de pérennité organisationnelle. En outre, tous les aspects liés à une stratégie efficace de mobilisation des fonds passent par des investissements en termes de temps et d'argent dans d'autres types de capacités organisationnelles telles que:

- Le perfectionnement du personnel: les membres du personnel, autres que la directrice exécutive, doivent également participer à la mobilisation des ressources, en particulier pour garantir la succession et veiller à ce que, au départ de la directrice exécutive, d'autres personnes possèdent les compétences et des connaissances requises en matière de financement pour la levée de fonds. À cet égard, le perfectionnement du personnel peut se traduire par une formation sur le lieu de travail, la possibilité accrue d'établir des rapports avec la communauté des donateurs et la participation à des ateliers de renforcement des compétences sur la rédaction de propositions, etc.

Tous les aspects liés à une stratégie efficace de mobilisation des fonds passent par des investissements en termes de temps et d'argent dans d'autres types de capacités organisationnelles

⁵ La Cartographie des incidences (Outcome mapping) a été mise au point par le Centre de recherches pour le développement international. Voir http://www.idrc.ca/en/ev-26586-201-1-DO_TOPIC.html et Trouver les Arguments (Making the case) par le Women's Funding Network.

- Technologies de l'information: de bons logiciels de gestion financière, des bases de données et l'utilisation des moyens de communication sont des instruments extrêmement utiles pour le développement et la consolidation de la viabilité financière d'une organisation.
- Expertise financière: l'établissement de budgets, la supervision des finances, la comptabilité, l'établissement de rapports pour les donateurs, la gestion des flux de liquidités, l'investissement des réserves en liquide, etc. sont toutes des activités qui requièrent l'intervention de personnes possédant une expertise financière appropriée.
- Mise en place de structures de gouvernance et d'administration: l'inscription légale est un des principaux aspects juridiques pour pouvoir recevoir des fonds d'agences de financement. Les structures de gouvernance ou d'administration doivent également veiller à ce que l'organisation dispose d'un leadership organisationnel et de ressources suffisantes pour appuyer la mobilisation de levée de fonds, y compris certains membres du conseil d'administration qui pourraient être en mesure "d'ouvrir certaines portes".
- Stratégie et matériel de communication: les principaux atouts pour réussir à collecter des fonds sont la visibilité et des objectifs clairs. Plus l'efficacité de votre action et ses incidences est connue, plus il y aura d'intéressés à former des alliances et plus vous serez susceptibles de recevoir des ressources.

Conseils pour la collecte de fonds (1)

Ces conseils peuvent s'avérer utiles dans vos premiers contacts ou engagements auprès des bailleurs de fonds (agences bilatérales et ambassades, ONGI, fondations ou personnes fortunées):

Premier contact par courriel avec un bailleur de fonds:

- Il est préférable de connaître le nom de la personne et de lui adresser un courriel personnel.
- Si vous l'avez rencontré(e) ou vue auparavant, rappelez-lui à quelle occasion, et dans quelles circonstances.
- Si vous ne l'avez jamais rencontrée, il est préférable de se présenter au nom d'un contact commun (par exemple, "je m'adresse à vous sur le conseil de Jane Smith")
- Que votre message électronique soit succinct (utilisez des phrases courtes) uniquement pour demander qu'on vous accorde une certaine attention et pour présenter les grandes lignes de votre action (à ce stade, n'envoyez pas toutes les propositions que votre correspondant ne va sans doute pas lire, pour éviter les pertes de temps et d'efforts).
- Tenter, dans la mesure du possible, de fixer un rendez-vous.
- Si vous ne recevez pas de réponse, envoyez un rappel courtois et, si celui-ci reste également sans réponse, demandez à une connaissance mutuelle d'envoyer une note écrite.
- Si votre seul contact est par courrier électronique, essayez, après avoir reçu la réponse, de trouver la meilleure façon d'exposer vos propositions. Peut-être pouvez-vous avoir une conversation téléphonique? Le bailleur de fonds souhaiterait-il en recevoir une présentation schématique? Dans ce cas, y a-t-il des éléments relatifs à ce bailleur de fonds que vous devez connaître?

La rencontre avec le bailleur de fonds

- Il est toujours souhaitable de rencontrer personnellement le responsable mais il faut également s'y préparer!
- Effectuez des recherches sur la personne que vous allez rencontrer (sur Internet ou par l'intermédiaire de tiers); pensez aussi que cette personne va effectuer la même recherche sur vous.
- Préparez la réunion en vous informant des caractéristiques de l'organisation donatrice: son histoire, son domaine d'action politique, les problèmes actuels, la façon dont elle encadre ses objectifs et ses priorités et, surtout, tentez de trouver le point d'équilibre entre leur action et la vôtre.

- Au moment de la réunion, vous devez d'abord savoir de combien de temps vous disposez (afin de ne pas devoir effectuer votre présentation principale dans les dernières minutes).
- Posez et répondez aux questions.
- Souvenez-vous que l'engagement d'un donateur est très lié à la construction de relations personnelles. Essayez de trouver un point commun en termes de valeurs et d'intérêts et de vous focaliser sur ce point.
- Soyez éloquente! Les gens apprécient l'enthousiasme et sentir qu'ils font partie de la solution. Communiquez votre enthousiasme à propos de votre projet et du changement que vous voulez provoquer.
- Effectuez votre présentation-éclair et n'oubliez pas de formuler votre requête (voir ci-après).
- Soyez authentique, faites part de vos soucis, de vos succès et des enjeux auxquels vous êtes confronté(e).
- Ne critiquez jamais d'autres organisations pour mettre la vôtre en valeur; parlez plutôt de complémentarités, de collaboration, des contributions uniques d'autres groupes dans ce même domaine ou dans la région et de l'importance de la formation d'un mouvement.
- Si le bailleur de fonds se montre intéressé mais prétend imposer certaines conditions, pensez d'abord à leurs éventuelles implications avant d'accepter les fonds. Il est parfois possible de parvenir à éliminer les conditions les plus difficiles moyennant un travail conjoint.
- Précisez et mettez-vous d'accord sur la marche à suivre.
- Si la réponse est négative, soyez franc-jeu (reconnaissez les raisons pour lesquelles le donateur ne peut vous apporter de financements).
- Tentez de transformer un "non" en un "peut-être plus tard" et, quoi qu'il en soit, demandez si la personne connaît d'autres donateurs éventuels.

L'engagement d'un donateur est très lié à la construction de relations personnelles. Essayez de trouver un point commun en termes de valeurs et d'intérêts et de vous focaliser sur ce point.

Conseils pour la collecte de fonds (2)

Ces conseils peuvent s'avérer utiles dans vos premiers contacts ou engagements auprès des bailleurs de fonds (agences bilatérales et ambassades, ONGI, fondations ou personnes fortunées):

Dans tout type de levée des fonds, mettez-vous à la place du donateur. Il veut logiquement savoir:

- Qui est la personne qui m'écrit/veut me rencontrer?
 - Combien d'argent veulent obtenir ces personnes? Pourquoi veulent-elles cet argent? Que vont-elles faire de cet argent?
 - En quoi cela me concerne-t-il? Quel sera mon rôle?
 - Quels changements veulent-elles créer? Pourquoi est-ce que cela en vaut la peine?
 - Possèdent-elles les capacités suffisantes pour gérer ces fonds?
- Sont-elles connues de mes partenaires?

Présentation éclair⁶

Une présentation éclair est un message très bref (de 30 à 60 secondes) dans lequel il faut préciser les raisons pour lesquelles le problème de l'organisation mérite un financement. Cette présentation doit inclure les éléments suivants:

- Le problème auquel s'attaque mon projet/mon organisation est le suivant...
- Le changement que je souhaite provoquer est... (à savoir, l'action programmatique)
- La différence majeure que mon projet/mon action prétend faire dans le monde est... (à savoir le changement social à plus grande échelle).

Il faut, pour élaborer une bonne présentation éclair, faire preuve de solides capacités de synthèse. Il faut également comprendre le caractère unique et central de l'action menée et être capable de faire comprendre clairement en quoi cette action peut avoir une incidence.

- Il est important de faire preuve d'enthousiasme et de présenter des exemples spécifiques.
- Il faut parler au présent et non pas au futur: "nous faisons"; plutôt que "nous ferons".
- Parlez lentement mais fermement: utiliser des termes comme "nous allons parvenir à", plutôt que "nous allons collaborer à".

- Veillez à donner le contexte général du problème et à présenter des exemples variés que vous pouvez choisir en fonction des priorités des donateurs.
- Répétez tous ces arguments, jusqu'à les imprimer dans votre inconscient.

La requête

Les gens donnent dans la mesure où ils sont sollicités. Si personne ne présente de requête, ils ne donneront rien. L'idée de demander de l'argent peut parfois créer des craintes ou une certaine gêne. Il faut toutefois savoir que la raison principale pour laquelle les gens ne donnent pas est simplement parce que personne ne le leur demande. Demandez tout ce dont vous avez besoin.

Façons d'entretenir les relations et de fidéliser les bailleurs de fonds.

- Envoyez vos remerciements aux donateurs quelques jours après la réunion (ou après avoir reçu une donation).
- Élaborez des profils des bons donateurs et gardez-les dans vos archives.
- Respectez vos engagements et les délais de présentation des rapports financiers! Ceci suscitera la confiance quant à vos capacités de gérer vos finances et vos programmes.
- Maintenez une communication ouverte et franche avec vos donateurs, en les informant constamment et en les faisant "participer" à votre action (tout en affirmant clairement votre autonomie).
- Chaque fois que possible, faites mention des donateurs dans les publications, durant les manifestations, etc.

Une présentation éclair est un message très bref (de 30 à 60 secondes) dans lequel il faut préciser les raisons pour lesquelles le problème de l'organisation mérite un financement.

⁶ D'une session de la réunion "Argent et Mouvements", novembre 2006, facilitée par Émilienne de Leon (Semillas), Debbi Harris (Women's Funding Network) et Diana van Maasdijk (Mama Cash).

Annexe 1

Glossaire

Renforcement de mouvements. Les différentes activités et stratégies mises en œuvre pour intensifier la visibilité, la représentation, l'influence et la capacité des différents acteurs qui interviennent dans un mouvement social déterminé (individus, groupes, organisations, réseaux, etc.). Processus de consolidation du pouvoir collectif d'un mouvement déterminé dans sa progression vers la réalisation de ses objectifs et programmes et, par conséquent, de la capacité de ses différents acteurs de travailler ensemble de façon plus unie.²

Dotation. Fonds censés pour rester permanents et investis pour assurer un revenu pouvant garantir le maintien d'une organisation. Ces fonds ont pour but de créer, de développer ou servir d'assise au patrimoine financier permanent d'une organisation.

Féminisme. Le féminisme est un discours politique fondé sur la justice. Le féminisme est également une théorie et une pratique politique développée par des femmes qui, après avoir analysé leur situation, prennent conscience de la discrimination à laquelle elles sont confrontées et décident de s'organiser pour en venir à bout et transformer la société. Le féminisme constitue à la fois une philosophie politique et un mouvement.³

Imputabilité. Modalités et structures de rapports⁴ et de responsabilités entre personnes travaillant en collaboration au sein d'organisations/mouvements et entre l'ensemble du mouvement/organisation et d'autres "susceptibles d'obligations redditionnelles" sur le plan juridique, moral et humain⁵, de façon à assumer notre propre responsabilité à l'égard des femmes avec qui et pour qui nous travaillons dans le cadre de notre quête d'égalité et d'inclusion.⁶

Mouvements de femmes. Ce terme concerne toute la gamme de personnes qui agissent à titre individuel, ainsi que d'organisations ou de groupes qui oeuvrent à l'amélioration de différents aspects de la discrimination sexiste (...) Certaines parties (de ces mouvements de femmes) peuvent parfois présenter des divergences entre elles, d'autres peuvent établir des priorités différentes; certains courants, groupes ou éléments individuels de ces mouvements peuvent rester apathiques

1 Ce Glossaire est basé sur celui présenté dans le premier rapport "Finance-la" publié par l'AWID en 2006.

2 Définition de travail de Lydia Alpizar, AWID.

3 Nuria Varela; Feminismo para Principiantes, Ediciones B. Barcelona España, voir: <http://www.modemmujer.org/docs/11.242.htm>

4 David Kelleher et Kate McLaren: Grabbing the Tiger by the Tail. Ottawa : Conseil canadien pour la coopération internationale. 1996. p.4

5 Oxford English Dictionary (texte anglais)

6 Disabled Women Network of Ontario (DAWN), Feminist principle of accountability, in Feminist Principles, in <http://dawn.thot.net/feminism1.htm>

pendant certaines personnes. Certaines personnes se présentent comme féministes, alors que d'autres ne vont probablement jamais revendiquer ce qualificatif mais elles mènent toutes des activités qui favorisent la cause des femmes.⁷

Mouvements féministes. Mouvements politiques et sociaux fondés sur la prise de conscience du fait que les femmes (en tant que collectif humain) sont opprimées, exploitées et dominées par le biais du patriarcat, à ses différentes étapes historiques. En conséquence, les mouvements féministes ne luttent pas seulement pour les "droits des femmes" mais remettent également en question, sous un nouvel angle, toutes les structures de pouvoir, dont la structure de genre (mais pas uniquement).⁸ Les mouvements féministes sont constitués de différents courants, non seulement en termes d'espaces organisationnels, mais aussi sur le plan thématique et politique.⁹

Mouvements sociaux. Modalités d'action collective caractérisées par: un programme politique; des membres ou un groupe cible de base; un certain degré d'organisation (formelle ou informelle); la réalisation d'actions collectives ou conjointes visant à atteindre un objectif commun à différents niveaux; une certaine continuité dans le temps; la réalisation d'activités conjuguant des mesures extra-institutionnelles (marches, manifestations) et institutionnelles (plaidoyer et lobby).¹⁰

Organisations de femmes. Un groupe de personnes travaillant conjointement pour parvenir à un objectif commun: améliorer la condition ou la situation des femmes. Certains objectifs peuvent être partagés par des organisations féministes qui ne s'identifient pas nécessairement en tant que telles. Les organisations de femmes varient entre elles en termes de structure, de populations cibles ainsi que de problèmes abordés, de même qu'en termes de la position politique et idéologique qu'elles adoptent.

Organisation féministe. Un groupe de personnes qui travaille conjointement pour parvenir à un objectif commun et qui se présente de façon explicite comme féministe, fait sien l'agenda plus global des féministes et s'associe à une des manifestations du mouvement féministe.

7 Lycklama a Nijeholt, Virginia Vargas et Saskia Wieringa (comp), Triángulo de poder, TM Editores, Bogota, pp.6-7.

8 Facio, Alda, "Cuando el género suena, cambios trae", Programa Mujer, Justicia y Género-ILANUD, San José, 1999, p. 31.

9 Celiberti, Lilian et Gina Vargas, "Feministas en el Foro", Estudios Feministas, Florianópolis, 11(2): 586-598, Juillet- Décembre/2003, p. 596.

10 Basé sur la définition de Srilatha Batliwala (WEDO et Harvard University), Lisa VeneKlasen (WEDO) et Cindy Clark (Just Associates) et June Zeitlin, dans "How have we measured our success?", présentée à la réunion Argent et Mouvements de l'AWID en novembre 2006

Philanthropie. Terme d'origine grecque signifiant "amour de l'humanité". La philanthropie implique la promotion du bien-être humain moyennant le don de son temps, d'argent ou d'autres ressources pour promouvoir le bien-être de personnes avec lesquelles il n'existe aucun lien de parenté. Il existe, dans le monde entier, diverses traditions de dons bénévoles et charitables, de même que d'expressions de solidarité envers les plus démunis. Si le terme philanthropie a été appliqué au départ au comportement de certains riches vis-à-vis des plus démunis, il a, au cours de ces dernières années, acquis un sens beaucoup plus large et concerne aujourd'hui les dons effectués par les citoyens en général.

Société civile. L'instance d'association et de conversation qui échappe au contrôle direct de l'état et d'autres autorités. La société civile constitue l'enceinte des dialogues et des interactions moyennant par lesquels surgissent les opinions politiques et grâce auxquels les groupes saisissent tout leur intérêt vis-à-vis d'autres groupes et de l'état. La société civile comprend des associations bénévoles, des réseaux d'amis, des groupes confessionnels, des journaux indépendants, et autres instances similaires.¹¹

¹¹ Jeff Goodwin et James M Jasper. Eds. *The Social Movement Reader* Maine: Blackwell Publishing. 2003. p. 221.

Annexe 2

Information de contact de bailleurs de fonds pour les organisations de femmes¹

Réunie par Zazil Canto
et Fernanda Hopenhaym de l'AWID

Nom: Action Aid International

Coordonnées:

Courriel: mail.jhb@actionaid.org

PostNet suite #248

Boîte X31

Saxonwold 2132

Johannesburg, Afrique du Sud

Téléphone: +27 11 731 4500

Fax: +27 11 880 8082

Site web: www.actionaid.org

Centres d'intérêt: Politiques, femmes et jeunes filles, éducation, crises, droits à l'alimentation, VIH/SIDA, gouvernabilité.

Nom: African Women Development Fund

Coordonnées:

Courriel: grants@awdf.org, awdf@awdf.org

25 Yiyiwa St. Abelenkpe, Accra, Ghana

PMB CT89 Cantonments, Accra, Ghana.

Téléphone: +233 21 780477

Fax: +233 21 782 502

Site web: ww.awdf.org

Centres d'intérêt: Droits humains des femmes, participation politique, construction de la paix, santé, droits reproductifs, autonomisation économique, VIH/SIDA.

Nom: Astraea Lesbian Foundation for Justice

Coordonnées:

Courriel: info@astraeafoundation.org

116 East 16th Street, 7th Floor New York, NY 10003. USA

Téléphone: + 1 212 529 8021

Fax: + 1 212 982 3321

Site web: www.astraeafoundation.org

Centres d'intérêt: Soutien aux organisations dirigées par des lesbiennes, LGTBI et progressistes dont l'action vise les droits humains des femmes et des LGTBI.

¹ Toute l'information présentée dans cette annexe a été enlevée des sites web des bailleurs de fonds.

Nom: AusAid – Programme d'Aide à l'Étranger du Gouvernement Australien

Coordonnées:

Courriel: ngo_liaison@ausaid.gov.au, infoausaid@ausaid.gov.au

62 Northbourne Avenue

Canberra ACT 2601

Australie

Téléphone: +61 2 6206 4000

Fax: +61 2 6206 4880

Site web: www.ausaid.gov.au

Centres d'intérêt: Promouvoir la croissance économique

(croissance économique et commerce, infrastructure, développement rural, environnement, eau); le fonctionnement efficace des états (gouvernabilité, droits humains); l'investissement dans les personnes (santé, VIH/SIDA et les pandémies, éducation); et la stabilité et la coopération régionales. Le programme australien d'aide accorde une grande importance au thème de l'égalité entre les sexes.

Nom: Coopération Belge au Développement

Coordonnées:

Service public fédéral, Affaires étrangères, Direction du commerce extérieur et de la coopération au développement de Belgique – DGCD

Rue des Petits Carmes,15

B-1000 Bruxelles, Belgique

Téléphone: + 32 2 501 81 11

Site web: www.dgos.be

Centres d'intérêt:

Objectifs du Millénaire pour le développement, genre, migration, conscientisation en Europe, VIH et SIDA.

Nom: Agence Canadienne de Développement International (ACDI)

Coordonnées:

Courriel: info@acdi-cida.gc.ca

200 Promenade du Portage

Gatineau, Québec

K1A 0G4

Téléphone: + 819 997 50 06

Fax: + 819 9536 088

Site web: www.acdi-cida.gc.ca

Centres d'intérêt: Ressources ciblées sur des pays et des régions en situation critique:

- Joue un rôle prédominant dans le développement et la reconstruction de l'Afghanistan;

- Apporte un soutien à long terme et dans des domaines multiples à Haïti; fournit une aide ciblée au Soudan et au Liban;
- Intensifie son engagement vis-à-vis de l'Amérique latine et des Caraïbes;
- Mène une action dynamique et ciblée en Afrique; et
- Centre son aide dans des secteurs où l'impact est élevé: Met l'accent sur la gouvernabilité démocratique (y compris la lutte contre la corruption), qui est un secteur prioritaire dans tous les principaux programmes par pays, et sur les droits et l'égalité des femmes.

Nom: Fonds des Femmes d'Amérique Centrale

Coordonnées:

Courriel: carla@fcmujeres.org

Fondo Centroamericano de Mujeres

De la Rotonda el Juéguense

4 cuadras abajo, 1 cuadra al lago. Managua, Nicaragua.

Téléphone et Fax: + 2544952

Site web: www.fcmujeres.org

Centres d'intérêt: Favoriser le renforcement de mouvements de jeunes femmes au-delà des frontières, promouvoir une culture de la philanthropie du changement social, accroître le financement pour les droits des jeunes femmes.

Nom: Comic Relief

Coordonnées:

Courriel: red@comicrelief.org.uk

5th Floor 89 Albert Embankment

SE1 7TP

Londres, R-U

Téléphone: + 020 7820 5555

Fax: + 020 7820 5500

Site web: www.comicrelief.com

Centres d'intérêt: Les jeunes, les personnes âgées, la santé mentale, les réfugiés et les demandeurs d'asile, la violence familiale, les communautés désavantagées.

Nom: CORDAID

Coordonnées:

Courriel: cordaid@cordaid.nl

Lutherse Burgwal 10

2512 CB La Haye, Pays-Bas

Téléphone: + 070 3136 300

Fax: + 070 3136 301

Site web: www.cordaid.nl

Centres d'intérêt: À partir de 2007, Cordaid concentrera son financement stratégique dans quatre domaines: La participation (minorités, habitants de bidonvilles, violence à l'égard des femmes); l'aide d'urgence et la reconstruction (prévention des catastrophes et aide d'urgence, réconciliation et reconstruction), la santé et le bien-être (accès aux soins de santé, prise en charge des groupes vulnérables, VIH/SIDA), l'esprit d'entreprise (petits producteurs, microfinancement).

Nom: Agence Danoise pour l'Aide au Développement (DANIDA)

Coordonnées:

Courriel: um@um.dk
Ministère des affaires étrangères
2, Asiastisk Plads
DK-1448 Copenhague, Danemark
Téléphone: + 45 3392 0000
Fax: + 45 3254 0533
Site web: www.um.dk

Centres d'intérêt: Mondialisation, promotion des objectifs du Millénaire pour le développement, croissance économique, sécurité et développement, changement climatique-environnement, droits humains et démocratie.

Nom: Gouvernement Néerlandais

Coordonnées:

Courriel: dsi-my@minbuza.nl
Ministère des affaires étrangères
Adresse postale: Boîte postale 20061, 2500 EB La Haye, Pays-Bas
Téléphone: +31 70 3486486
Fax: + 31 70 3484848
Site web: www.minbuza.nl

Centres d'intérêt: Réduction de la pauvreté, aide humanitaire, développement humain et social, droits humains (qui comprend une section sur le genre et les droits des femmes).

Nom: EuropeAid – Bureau de la Coopération de la Commission Européenne

Coordonnées:

Courriel: europeaid-info@ec.europa.eu
Commission Européenne
Bureau de la Coopération d'EuropeAid
B - 1049 Bruxelles, Belgique
Téléphone: +32 02 299 11 11
Site web: www.ec.europa.eu/europeaid

Centres d'intérêt: Accès à l'eau potable et propre, développement rural et sécurité alimentaire, santé: soins de qualité accessibles, systèmes éducatifs et accès à l'enseignement scolaire; prospérité: commerce et secteur privé, liberté, droits humains, bonne gouvernance, sécurité, justice, coopération régionale.

Nom: Fondation Ford

Coordonnées:

Courriel: office-secretary@fordfound.org

Siège de la Fondation Ford

320 East 43 Street

New York, N.Y. 10017, États-Unis d'Amérique

Téléphone: + 212 573-5000

Fax: + 212 351-3677

Site web: www.fordfound.org

Centres d'intérêt: Développement économique, développement communautaire et des ressources, droits humains, gouvernance et société civile, éducation, sexualité, religion, médias, arts et culture.

Nom: Fonds Mondial des Femmes

Coordonnées:

Courriel: gfw@globalfundforwomen.org

1375 Sutter Street, Suite 400

San Francisco, CA 94109, USA

Téléphone: + 415 202-7640

Fax: + 415 202-8604

Site web: www.globalfundforwomen.org

Centres d'intérêt: Sécurité économique, violence contre les femmes, éducation, santé, leadership, traite des personnes, environnement.

Nom: Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme

Coordonnées:

Courriel: proposals@theglobalfund.org, info@theglobalfund.org

Secrétariat à Genève

Chemin de Blandonnet 8

1214 Vernier

Genève, Suisse

Téléphone: + 41 22 791 17 00

Fax: + 41 22 791 17 01

Site web: www.theglobalfund.org

Centres d'intérêt: Prévention et traitement des trois maladies; des programmes impliquant la responsabilité de chaque pays

et des procédures exhaustives de consultation pour l'identification des problèmes et la planification par les pays eux-mêmes.

Nom: HIVOS

Coordonnées:

Courriel: info@hivos.nl

Raamweg 16

Boîte postale 85565

2508 CG La Haye, Pays-Bas. Téléphone: +31 70 376 5500

Fax: +31 70 362 4600

Site web: www.hivos.nl

Centres d'intérêt: Développement économique durable (environnement et développement durable, activités économiques et facilités de crédit); construction de la société civile (droits humains et SIDA, genre, femmes et développement, arts et culture); TIC.

Nom: Banque Interaméricaine de Développement (BID)

Coordonnées:

Courriel: pic@iadb.org

1300 New York Avenue, NW Stop B-560

Washington, DC 20577, États-Unis d'Amérique

Téléphone: + 202 623-1000

Fax: + 202 623-3810

Site web: www.iadb.org

Centres d'intérêt: Croissance économique durable et réduction de la pauvreté, promotion de l'équité sociale, développement social, modernisation de l'état, compétitivité, intégration régionale et environnement.

Nom: Fédération internationale pour le Planning Familial (IPPF)

Coordonnées:

Courriel: info@ippf.org

4 Newhams Row SE1 3UZ Londres, R-U

Téléphone: +44 0 20 7939 8200

Fax: +44 0 20 7939 8300

Site web: www.ippf.org

Centres d'intérêt: Droits et santé reproductive et sexuelle, adolescents/jeunes gens, VIH/SIDA, avortement.

Nom: International Women's Health Coalition (IWHC)

Coordonnées:

Courriel: info@iwhc.org

333 Septième Avenue, 6ème étage

New York, NY 10001. États-Unis d'Amérique

Téléphone: + 212-979-8500

Fax: + 212-979-9009

Site web: www.iwhc.org

Centres d'intérêt: Santé et droits des jeunes, accès à l'avortement dans des conditions de sécurité, VIH/SIDA et femmes.

Nom: Aide irlandaise

Coordonnées: Aide irlandaise

Département des affaires étrangères

Bishops Square Redmond Hill Dublin 2, Irlande

Téléphone: + 353 1 408 2000

Fax: + 353 1 408 2880

Site web: www.irishaid.gov.ie

Centres d'intérêt: Objectifs du Millénaire pour le développement, égalité entre les sexes, VIH/SIDA, durabilité de l'environnement et bonne gouvernance.

Nom: Ministère Italien des Affaires Étrangères – Direction Générale de la Coopération au Développement

Coordonnées:

Piazzale della Farnesina, 1 – 00194

Rome, Italie

Téléphone: +390636911

Site web: www.esteri.it/eng

Centres d'intérêt: Actions menées au nom de pays en développement en Europe, Afrique subsaharienne, Asie, Océanie et dans les Amériques; interventions humanitaires en cas de crise et aide alimentaire; études et propositions visant à promouvoir le rôle des femmes dans les pays en développement dans le cadre de la politique de coopération. Protection des mineurs et des handicapés.

Nom: Agence Japonaise de Coopération Internationale

Coordonnées:

6th–13th floors, Shinjuku Maynds Tower

2-1-1 Yoyogi, Shibuya-ku, Tokyo 151-8558

Japon

Téléphone: +81-3-5352-5311/5312/5313/5314

Site web: www.jica.go.jp/english

Centres d'intérêt: Gouvernance, consolidation de la paix, genre et développement, réduction de la pauvreté, gestion de l'environnement, conservation de la nature, éducation, santé, ressources hydriques, gestion des catastrophes, sécurité sociale, transport, TIC, ressources naturelles et énergie, politique économique, développement du secteur privé, développement agricole et rural, pêcheries, développement urbain et régional. Les ambassades japonaises dans plusieurs pays fournissent des dons pour la sécurité humaine de base. Pour plus de détails sur ce programme, veuillez contacter l'ambassade la plus proche (http://www.mofa.go.jp/about/emb_cons/mofaserv.html)

Nom: Fondation Levis-Strauss

Coordonnées:

San Francisco, CA 94133, États-Unis d'Amérique

Téléphone: + 415-501-6516

Fax: + 415-501-6575

Site web: www.levistrauss.com/Citizenship/LeviStraussFoundation.aspx

Centres d'intérêt: Mitigation de la pauvreté parmi les femmes et les jeunes, formation de patrimoine (développer des services financiers clés, promouvoir les politiques publiques, protéger les avoirs), prévenir la propagation du VIH/SIDA, droits des travailleurs.

Nom: Fondation Mac Arthur

Coordonnées:

Courriel: 4answers@macfound.org

140 S. Dearborn Street, Chicago

IL 60603-5285

États-Unis d'Amérique

Téléphone: + 312 726-8000

TDD: + 312 920-6285

Site web: www.macfound.org

Centres d'intérêt: Sécurité mondiale et durabilité: Conservation et développement durable, migration mondiale et mobilité humaine, droits humains et justice internationale, paix et sécurité internationales, population et santé reproductive.

Nom: Mama Cash

Coordonnées:

Courriel: info@mamacash.nl Eerste Helmersstraat 17 III Boîte postale 15686

1001 ND AMSTERDAM Pays-Bas

Téléphone: +31 20 - 689 36 34

Fax: +31 20 - 683 46 47

Site web: www.mamacash.nl

Centres d'intérêt: Favoriser la prise de conscience à propos des droits des femmes et promouvoir des changements en faveur des femmes au niveau des lois et des pratiques: intégrité physique, justice économique, paix et sécurité, organisme et participation et, finalement, art, culture et médias. Accorde également, sur demande, des bourses de voyage.

Nom: Agence Néo-Zélandaise pour le Développement International (NZAID)

Coordonnées:

Courriel: enquiries@nzaid.govt.nz

195 Lambton Quay

Private Bag 18-901

Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone: +64 4 439 8200

Fax: +64 4 439 8515

Site web: www.nzaid.govt.nz

Centres d'intérêt: Éradication de la pauvreté, éducation, environnement, égalité entre les sexes, croissance et moyens de vie, santé, droits humains, aide humanitaire et d'urgence, leadership et gouvernance, consolidation de la paix et prévention des conflits, commerce et développement.

Nom: Gouvernement norvégien (NORAD)

Coordonnées:

Courriel: post@mfa.no

Boîte postale 8114 Dep. N-0032 Oslo Norvège

Téléphone: 22 24 36 00

Fax: 22 24 95 80/81

Site web: www.regjeringen.no

Centres d'intérêt: Environnement et développement durable, femmes et parité hommes-femmes, bonne gouvernance, lutte contre la corruption, pétrole et énergie, consolidation de la paix, droits humains et assistance humanitaire.

Nom: Open Society Institute

Coordonnées:

400 West 59th Street

New York, NY 10019

États-Unis.

Téléphone: 1 212 548 0600

Fax: 1 212 548 4600

Site web: www.soros.org

Centres d'intérêt: Enfants et jeunes, développement économique, éducation, gouvernance, santé, droits humains, droit et justice, médias, arts et culture, femmes.

Membres d'Oxfam International:

Nom: Intermon Oxfam

Coordonnées:

Courriel: info@IntermonOxfam.org

Téléphone: 902 330 331

Site web: www.intermonoxfam.org

Centres d'intérêt:

- Crises (catastrophes naturelles et réfugiés) en Mozambique, le Moyen-Orient, Soudan, Tchad, Corne de l'Afrique, Indonésie, Guatemala, Pakistan, République dominicaine.
- Développement (soins préventifs et améliorations intégrales) dans les pays suivants: Angola, Bénin, Inde, Nicaragua, Éthiopie, Pérou, République dominicaine.
- Questions féminines: Soins de santé préventifs et assistance médicale pour les femmes, violence contre les femmes. Genre et VIH. Droits des femmes en matière d'emploi.

Nom: Oxfam America

Coordonnées:

Courriel: info@oxfamamerica.org

Oxfam Amérique.

226 Causeway St., 5ème étage

Boston, MA 02114

États-Unis d'Amérique

Téléphone: 617-482-1211

Site web: www.oxfamamerica.org

Centres d'intérêt:

- Crises: catastrophes naturelles et conflits sociaux. Conflit du Darfour, conflit en RDC, tremblement de terre au Pakistan, ouragans sur la côte du Golfe.
- Moyens de subsistance: petits producteurs, droits des travailleurs, épargne pour le changement.
- Ressources naturelles: Pétrole, gaz et exploitation minière; accès à la terre; eau; pêches, paix et sécurité, parité hommes-femmes, droits des minorités et des indigènes, commerce mondial
- Questions féminines: Lutter contre la discrimination de type sexiste. Oxfam America aide les femmes à:
 - Promouvoir des réformes juridiques dans les pays où existent des lois qui défavorisent les femmes

- Acquérir des compétences en alphabétisation qui leur permettent de travailler
- Accroître le revenu de certaines familles parmi les plus pauvres au monde grâce à des programmes de financement communautaire s'adressant aux femmes
- Renforcer leur voix au sein de leurs communautés afin qu'elles puissent assumer les rôles de leaders et de porte-parole.
- Consolider la paix là où il existe des conflits
- Comprendre leurs droits humains, de façon à ce qu'elle n'accepte plus la violence comme un fait normal

Nom: Oxfam Australie

Coordonnées:

Courriel: enquire@oxfam.org.au

Adresse: 156 George St

Fitzroy VIC 3065, Australie

Téléphone: +61 (0)3 9289 9444

Fax: +61 (0)3 9419 5318

Site web: www.oxfam.org.au

Centres d'intérêt:

- Crises: Îles Salomon, appel pour le Tsunami, inondations à Djakarta, Timor oriental, conflit au Sri Lanka, inondations au Mozambique, crise au Soudan, crise alimentaire en Afrique, typhons aux Philippines, Séisme et Tsunami en Asie. VIH et SIDA
- Genre: Combattre l'inégalité entre les sexes; les femmes: le moteur des pays en développement

Nom: Oxfam Canada

Coordonnées:

Courriel: info@oxfam.ca

250 City Centre Avenue, suite 400, Ottawa Ontario K1R 6K7

Canada

Téléphone: +1 613 237 52 36

Site web: www.oxfam.ca

Centres d'intérêt:

- Crises: Darfour, Soudan; Crise du Moyen Orient; séisme en Asie du Sud, Tsunami, crise en Somalie.
- Thèmes et problèmes: Commerce international; VIH et SIDA; le droit à gagner sa vie; services publics essentiels; paix et sécurité
- égalité hommes-femmes: Dans son action en faveur des femmes, Oxfam Canada continue d'aborder des thèmes prioritaires tels que les moyens d'existence en zones rurales; les droits en matière de travail; le VIH/SIDA; la violence de type sexiste et l'impact particulièrement fort des catastrophes humanitaires sur les femmes et les jeunes filles;

les droits et la participation des femmes; de soutenir les interventions susceptibles d'accroître le pouvoir des femmes et de leur permettre d'accéder et de contrôler les ressources; le renforcement des capacités et le leadership des femmes, ainsi que le changement d'attitudes et de la législation afin de promouvoir la parité.

Nom: Oxfam Allemagne

Coordonnées:

Courriel: info@oxfam.de

Greifswalder Str. 33a

10405 Berlin, Allemagne.

Téléphone: + 030 4285 0621

Fax: +030 4285 0622

Site web: www.oxfam.de

Centres d'intérêt: Secours d'urgence et en cas de catastrophe, notamment pour améliorer l'approvisionnement en eau potable, les mesures d'hygiène et de santé dans les camps de réfugiés; coopération pour le développement moyennant la promotion de la formation de base, de l'action en matière de VIH/SIDA, du commerce à petite échelle, de l'agriculture et prévention de crises dans les régions en guerre; pressions et campagnes en faveur de normes pour le commerce équitable, d'un contrôle efficace des armements et pour l'éducation de tous les enfants du monde.

Nom: Oxfam Royaume Uni

Coordonnées:

Courriel: info@oxfam.uk

John Smith Drive Cowley OX4 2JY Oxford, R-U

Téléphone: + 44 0 1865 473727

Site web: www.oxfam.org.uk

Centres d'intérêt:

- Crises: Crise au Darfour; conflit en Somalie;
- Développement: Tadjikistan; changement climatique; commerce; réduction du risque de catastrophes; dette et assistance; moyens de vie; VIH et SIDA; conflits et catastrophes naturelles; secteur privé; démocratie et droits humains; pastoralisme; éducation
- Égalité entre les sexes: femmes et endettement; médias en matière de genre et éducation; genre en action; violence domestique; prise en considération des questions de genre; développement et plaidoyer en faveur de la parité; genre et TIC pour le développement; égalité entre les sexes et exploitation sexuelle; éducation primaire pour les filles.

Nom: Oxfam Hong Kong

Coordonnées:

Courriel: enews@oxfam.org.hk

17/F, China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong.

Téléphone: + 852 2520 2525 / 3120 5000

Site web: www.oxfam.org.hk/english

Centres d'intérêt: Développement urbain et rural (sécurité alimentaire et de revenus, travail et commerce); éducation (enseignement primaire, éducation en matière de développement); santé (soins de santé de base, VIH et SIDA); catastrophes (secours d'urgence, prévention des catastrophes, guerre et conflits); participation (développement des ONG, bonne gouvernance); genre et égalité: droits des femmes à la propriété de la terre, genre et commerce; médias et genre; violence contre les femmes; pauvreté des femmes.

Nom: Oxfam Irlande

Coordonnées:

Courriel: info@oxfamireland.org

Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin, Irlande

Téléphone: +353 01 672 7662

Fax: +353 01 672 7680

Site web: www.oxfamireland.org

Centres d'intérêt:

- Développement: Création de moyens de subsistance (en particulier en Afrique orientale, centrale et australe, renforcement des capacités pour améliorer les techniques agricoles et la commercialisation, la formation de petites entreprises locales, programmes de commerce équitable et promotion des droits des pasteurs et d'autres groupes marginaux à avoir accès à leurs propres terres). Lutter contre le VIH et le SIDA (prévention, soins, campagnes en faveur des droits des personnes infectées et touchées).
- Crises: Darfour, apparition de maladies; Philippines – Typhon Dorian; Inde et Indonésie: Réhabilitation après le Tsunami; Nord de l'Ouganda; République démocratique du Congo.
- Violence de type sexiste

Nom: Oxfam Novib

Coordonnées:

Postbus 30919

2500 GX La Haye

Pays-Bas

Téléphone: +31 70 3421777

Fax: +31 70 3614461

Site web: www.oxfamnovib.nl

Centres d'intérêt: Revenu et commerce (droit à une sécurité durable en matière d'aliments et de revenus); éducation pour les filles (droit aux services sociaux de base); vivre dans un climat de sécurité (droit à la vie et à la sécurité, réduction des conflits); participation sociale et politique (droit à la participation sociale et politique); droits et sécurité pour les femmes (droit à l'identité). Oxfam Novib apporte son soutien à 850 programmes et organisations de femmes dans quelque soixante pays dans le monde entier.

Nom: Oxfam Nouvelle-Zélande

Coordonnées:

Courriel: oxfam@oxfam.org.nz

P O Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle-Zélande

Numéro gratuit: 0800 400 666 ou 64 9 355 6500

Site web: www.oxfam.org.nz

Centres d'intérêt:

- Crises: Crise au Darfour; crise alimentaire en Afrique orientale; tremblement de terre en Indonésie; crise au Moyen-Orient; Tsunami. Le personnel d'Oxfam qui a travaillé dans les camps installés au Sri Lanka après le tsunami a pu constater que les femmes survivantes faisaient l'objet de harcèlements et de violence à l'intérieur des camps.

- Problèmes à aborder: Contrôle des armements; commerce équitable; VIH et SIDA; consolidation de la paix et prévention des conflits. (Afrique, Asie et Pacifique)

- violence de type sexiste et droits fondamentaux: violence contre les femmes et inégalité entre les sexes.

Oxfam NZ travaille avec des organisations partenaires en Asie et dans le Pacifique qui abordent le problème de l'inégalité entre les sexes et le problème de la violence contre les femmes.

Nom: Fondation Packard

Coordonnées:

Courriel: inquiries@packard.org

La Fondation David et Lucile Packard

300 Second Street

Los Altos, Californie 94022 États-Unis d'Amérique

Téléphone: +650 948 7658

Site web: www.packard.org

Centres d'intérêt: Conservation et science, population (planning familial, droits et santé reproductive), enfants, familles et communautés.

Nom: Population Action International (PAI)

Coordonnées:

Courriel: pai@popact.org

1300 19th Street, NW Suite 200

Washington, DC 20036-1624

États-Unis d'Amérique

Téléphone: +1 202 557-3400

Fax: +1 202 728-4177

Site web: www.populationaction.org

Centres d'intérêt: Population, santé reproductive, genre et société, politique, économie et gouvernance, environnement, développement.

Nom: Droits et Démocratie

Coordonnées:

1001 de Maisonneuve Bd. Est

Bureau 1100

Montréal, Québec

Canada H2L 4P9

Téléphone: 514 283-6073

Fax: 514 283-3792

Site web: www.dd-rd.ca

Centres d'intérêt: Développement démocratique, droits économiques et sociaux, droits des populations autochtones, droits des femmes, programmes spéciaux.

Nom: Safe Abortion Action Fund (administré par l'IPPF)

Coordonnées:

Courriel: info@ippf.org

4 Newhams Row SE1 3UZ Londres, R-U

Téléphone: +44 0 20 7939 8200

Fax: +44 0 20 7939 8300

Site web: www.ippf.org

Centres d'intérêt: Plaidoyer, recherche opérationnelle et prestation de services en matière d'avortement; aide aux groupes les plus pauvres et vulnérables; financement d'ONG.

Nom: Sigrid Rausing Trust

Coordonnées:

Courriel: info@srtrust.org

Eardley House, 4 Uxbridge Street

Londres, W8 7SY, R-U Téléphone: +44 207 908 9870, Fax: +44 207 908 9879

Site web: www.sigrid-rausing-trust.org

Centres d'intérêt: Droits humains, droits des femmes, droits des minorités, justice en matière d'environnement, droits économiques et sociaux.

Nom: Agence Espagnole de Coopération Internationale (AECI)

Coordonnées:

Courriel: cap@aeci.es, SGCMyH_ongd@aeci.es

Agence espagnole de coopération internationale (AECI)

Sous-direction générale de coopération multilatérale et horizontale

Unité des ONGD

Avda. Reyes Católicos, 4

28040 Madrid, Espagne

Téléphone: +34 91 583 85 90

Fax: +34 91 583 83 10/ 11/ 13

Site web: www.aeci.es

Centres d'intérêt:

- Priorités transversales: lutte contre la pauvreté, droits humains, égalité entre les sexes, durabilité de l'environnement, diversité culturelle
- Sphères d'action: gouvernance démocratique et citoyenneté, besoins sociaux fondamentaux, capacités économiques; capacités en matière d'environnement; liberté et capacités culturelles; autonomie des femmes; prévention des conflits et consolidation de la paix.

Nom: Gouvernement Suédois (SIDA)

Coordonnées:

Courriel: sida@sida.se

Valhallavägen 199

105 25 Stockholm

Téléphone: + 46 8 698 50 00

Fax: +46 8 20 88 64

Site web: www.sida.se

Centres d'intérêt: Réduire la pauvreté par le biais de la croissance économique, éducation et santé, ressources naturelles et environnement, aide humanitaire et contributions à la paix et la sécurité, réformes économiques, recherche, droits humains et démocratie.

Nom: Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC)

Coordonnées:

Courriel: info@deza.admin.ch Freiburgstrasse 130, 3003 Berne Suisse

Téléphone: +41 31 322 34 75

Fax: +41 31 324 16 94

Site web: www.sdc.admin.ch/en/home

Centres d'intérêt: Santé, éducation, eau, développement rural/agricole, emploi et économie, environnement, état de droit et démocratie, prévention des conflits et transformation, migration, intégration économique régionale et mondiale. Questions transversales: Genre et gouvernance.

Nom: Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (FNUD)

Coordonnées:

Courriel: democracyfund@un.org

Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD)

1 United Nations Plaza, Salle DC1-1330

New York, NY 10017

États-Unis.

Téléphone: + 917 367-5272

Fax: + 212 963-1486

Site web: www.un.org/democracyfund

Centres d'intérêt: Le FNUD finance des projets susceptibles de créer et consolider des institutions démocratiques, promouvoir les droits humains et assurer la participation de tous les groupes aux processus démocratiques.

Nom: Fonds des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Coordonnées:

Fonds des Nations Unies pour le développement

One United Nations Plaza New York, NY 10017 États-Unis

Téléphone: +1 212 906-5000

Fax: +1 212 906-5364

Site web: www.undp.org

Centres d'intérêt: Gouvernance démocratique, réduction de la pauvreté, prévention des crises et réhabilitation, énergie et environnement, VIH/SIDA, protection des droits humains, autonomisation des femmes.

Nom: Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Coordonnées:

Courriel: donations@unfpa.org

Fonds des Nations Unies pour la population

220 East 42nd St., New York, NY 10017 États-Unis.

Téléphone: +1 212-297-5000

Site web: www.unfpa.org

Centres d'intérêt: Droits humains, pauvreté, santé reproductive, maternité sans danger, VIH/SIDA, autonomisation des femmes et des jeunes, planning familial, développement durable.

Nom: Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme
(UNIFEM)

Coordonnées:

304 East 43 Street
15ème étage
New York, NY 10017
Etats-Unis d'Amérique
Téléphone: +1 212-906-6400
Fax: +1 212-906-6705
Site web: www.unifem.org

Centres d'intérêt: Réduire la pauvreté féminisée, mettre fin à la violence contre les femmes, enrayer la propagation du VIH/SIDA parmi les femmes et les jeunes femmes, parvenir à la parité hommes-femmes dans un cadre de gouvernance démocratique en temps de paix et de guerre, promouvoir les droits humains des femmes.

Nom: Agence des États-Unis pour le Développement International
(USAID)

Coordonnées:

Courriel: pinquiries@usaid.gov
Centre d'informations
Agence des États-Unis pour le développement international
Ronald Reagan Building
Washington, DC 20523-1000
États-Unis d'Amérique
Téléphone: + 202 712-4810
Fax: + 202 216-3524
Site web: www.usaid.gov

Centres d'intérêt: Agriculture, démocratie et gouvernance, croissance économique, environnement, éducation, santé, partenariats mondiaux et aide humanitaire.

Nom: Département Britannique pour le Développement International
(DFID)

Coordonnées:

Courriel: enquiry@dfid.gov.uk
1 Palace Street, London SW1E 5HE, R-U. Téléphone: + 0845 300 4100
(pour le R-U)
Téléphone: + 44 0 1355 84 3132 (en dehors du R-U) Fax: +44 0 1355
84 3632
Site web: www.dfid.gov.uk

Centres d'intérêt: Activités et programmes visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Participation de la société civile aux processus de prise de décision; réduction de la pauvreté et promotion du développement; gouvernance et transparence; conflits, aide humanitaire, réduction des risques de catastrophe.

Nom: Urgent Action Fund for Africa

Coordonnées:

Courriel: info@urgentactionfund-africa.or.ke

Life Ministry Centre, 2ème étage

Jabavu Road, Kilimani

Nairobi, Kenya

Téléphone: + 254 20 2731095

Fax: + 254 20 2731094

Site web: www.urgentactionfund.org

Centres d'intérêt: Plaidoyer en faveur de la paix et la solution de conflits, de la participation des femmes aux transitions politiques, de l'accès aux mécanismes régionaux, partenariats avec diverses organisations régionales.

Nom: Urgent Action Fund for Women's Rights – États-Unis d'Amérique

Coordonnées:

Courriel: urgentact@urgentactionfund.org

3100 Arapahoe Ave. Suite 201

Boulder, Colorado 80303 États-Unis

Téléphone: + 303-442-2388

Fax: + 303-442-2370

Site web: www.urgentactionfund.org

Centres d'intérêt: Interventions en cas de conflits armés, protection des défenseur(e)s des droits humains des femmes, action juridique de jurisprudence ou législative.

Ce projet a été généreusement supporté par les contributions financières des organisations suivantes:



Buitenlandse
Zaken



 Oxfam Novib

THE SIGRID RAUSING TRUST

 Sida



 Irish Aid
Department of Foreign Affairs
An tAire na Ceartaí Seachtracha